

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000203-030
500-06-000372-066
500-06-000373-064

DATE : LE 2 juillet 2019

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CHANTAL CORRIVEAU, J.C.S.

500-06-000203-030

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

BENOÎT FORTIN

Membre désigné

c.

BANQUE AMEX DU CANADA

Défenderesse

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

500-06-000372-066

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

MARYLOU CORRIVEAU ET AL.

Membres désignés

c.

500-06-000203-030
500-06-000372-066
500-06-000373-064

PAGE : 2

BANQUE AMEX DU CANADA ET AL.

Défenderesse

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

et

**PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR**

Intervenante

500-06-000373-064

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

MARYLOU CORRIVEAU ET AL.

Membres désignés

c.

BANQUE AMEX DU CANADA ET AL.

Défenderesse

et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

et

**PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR**

Intervenante

JUGEMENT

[1] Le Tribunal est saisi de la demande d'homologation de deux ententes ayant pour objet de régler des actions collectives instituées en 2003 à l'encontre de la Banque CIBC et la Banque Amex dans quatre dossiers réunis. Ainsi, trois de ces dossiers ont été initiés dans le district de Montréal, soit les dossiers Fortin 500-06-000203-030, Corriveau 500-06-000372-066 et Lamoureux 500-06-000373-064. Le dossier St-Pierre

200-06-000033-038 entrepris dans le district de Québec, est confié à l'Honorable Denis Jacques.

[2] Une entente de règlement hors cour visant les quatre dossiers a été conclue, tant avec la défenderesse CIBC qu'avec la défenderesse Amex.

[3] C'est ainsi qu'une audition commune présidée par le juge Jacques et la soussignée et a eu lieu simultanément par le biais de la visio conférence pour les fins de trancher différentes questions.

[4] Le Tribunal doit, en premier lieu, décider s'il accepte de modifier la date butoir quant aux groupes visés dans les dossiers Corriveau et Lamoureux .

[5] Les demandes soumises au Tribunal se calquent sur un exercice à toute fin pratique identique à celui tenu en 2016 devant la juge responsable de l'époque, l'Honorable Claudine Roy pour les dossiers de Montréal et le juge Jacques pour le dossier de Québec.

[6] Par jugement de la juge Roy du 24 janvier 2017, appuyé par un jugement au même effet rendu par le juge Jacques le 27 janvier 2017, les demandes d'homologation des ententes alors présentées avaient été rejetées. Dans un jugement fort détaillé, la juge Roy s'était prononcée sur diverses questions et avait conclu que les ententes de règlement soumises pour approbation semblaient raisonnables et appropriées, mais avait refusé de les entériner en lien avec les éléments suivant :

1. Les demandes de modifier les dates butoirs de certains des groupes proposés, étaient acceptables mais pas toutes.
2. Il était inopportun et mal avisé de présenter une seule transaction à homologuer sujette au paiement d'honoraires extrajudiciaires et déboursés pour les avocats, estimant qu'il est préférable d'évaluer les deux questions par des analyses autonomes. L'intervention du Tribunal est limitée en ce qui a trait à l'homologation d'entente de règlement. La même contrainte n'est pas présente en ce qui concerne l'approbation ou le refus des demandes d'honoraires qui peuvent alors être modulés par le Tribunal.
3. La demande du cabinet SFP d'obtenir des honoraires correspondant à 25% des montants payables par les défenderesses incluant la portion qui revient aux membres est qualifiée d'excessive et injustifiée. Elle explique sa conclusion notamment à la lumière des honoraires déjà perçus par les avocats lors de jugements antérieurs ayant entérinés des ententes partielles de règlement hors cours souscrits avec d'autres défenderesses. Elle précise que la demande du cabinet Bourgoïn Gamache et Associés

(BGA) de réclamer des honoraires est non justifiée. À la lumière de ce qui précède, elle aurait accordé des honoraires totaux limités à 5% des montants promis par les défenderesses.

[7] Ce jugement a été confirmé par la Cour d'appel par un arrêt daté du 1^{er} mars 2018. En 2019, les demandeurs et les avocats SFP et BGA présentent de nouvelles ententes pour fin d'homologation et d'approbation des honoraires.

[8] Par les présentes, les demandeurs formulent les quatre demandes qui suivent :

- 1) l'homologation de l'entente avec la CIBC signée en 2019 qui reprend les termes de celle 2016 qui accepte de payer le même montant de 4 250 000\$ (en capital, intérêts et frais).
- 2) l'approbation des honoraires de 5% et les déboursés, soit 5% X 4 250 000\$, soit 212 500\$ avant taxes ou 244 321,88\$ avec TPS et TVQ, et les déboursés de 16 228,50\$, dont 10 061,67\$ sont payables par la CIBC. En 2016, les honoraires demandés étaient de 25 % et les déboursés étaient identiques.
- 3) l'homologation de l'entente avec Amex signée en 2019 qui reprend les termes de celle de 2016 visant à verser le même montant de 2 650 000\$ (en capital, intérêts et frais).
- 4) L'approbation des honoraires de 5% de 2 650 000\$, soit 132 500\$ avant taxes ou 152 341,88\$ avec TPS et TVQ et les déboursés de 6 166,83\$ payables par Amex. En 2016 les honoraires demandés étaient de 25 % et les déboursés les mêmes.

[9] Le Tribunal doit ainsi revoir les questions qui suivent :

- 1) Les dates butoirs des groupes
- 2) L'homologation des ententes
- 3) Les honoraires et déboursés payables.

LES DATES BUTOIRS

[10] La demande de modifier les dates butoirs des groupes a été analysée par la juge Roy¹, confirmée en tout point par la Cour d'Appel. Le Tribunal est d'accord et applique le même raisonnement. Il y a lieu de modifier la date butoir au 14 septembre

¹ *Option Consommateurs c. Banque Amex du Canada*, 2017 QCCS 200, par. 72 à 83.

2016 en ce qui concerne Amex et au 16 septembre 2016 en ce qui concerne CIBC. Ces dates correspondant aux dates auxquelles les ententes initiales ont été signées.

L'HOMOLOGATION DES ENTENTES

[11] Les ententes souscrites dans les quatre dossiers sont à nouveau soumises pour approbation. Quant aux quatre dossiers, la juge Roy et le juge Jacques avaient tous deux conclus après un examen minutieux que les ententes étaient raisonnables. Le Tribunal est d'accord avec l'analyse et abonde dans le même sens.

APPROBATION DES HONORAIRES ET DÉBOURSÉS

[12] À l'instar de la juge Roy, tel que confirmé par la Cour d'appel, il y a lieu d'approuver une demande visant à verser aux avocats des honoraires totaux de 5% des montants versés aux membres. Les membres sont alors avantagés car ils reçoivent 20 % de plus sur leurs indemnités prévues que lors de la première « ronde » soumise à la juge Roy et au Juge Jacques.

[13] Le jugement de la juge Roy et celui du juge Jacques abordent les honoraires selon l'historique du dossier et acceptent d'accorder un maximum de 5%. Pour le Tribunal, il s'agit d'un montant total. Il reviendra à SFP de décider, à la lumière d'entente dont la teneur n'a pas été dévoilée au Tribunal, s'ils acceptent d'en partager une portion avec BGA. Le Tribunal dans le présent dossier n'a pas à trancher entre ces avocats leur répartition des honoraires. Quant aux déboursés, ceux-ci sont approuvés et ne soulèvent aucune nouvelle question.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[14] **ACCUEILLE** la présente *Demande d'autorisation pour modifier les dates butoirs contenues aux descriptions des groupes à la suite de la transaction conclue entre Option Consommateurs et Banque Canadienne Impériale de Commerce*;

[15] **AUTORISE** la demanderesse à modifier comme suit la description des groupes pour les seules fins de l'approbation de la Transaction, pièce P-1 :

- dans le dossier portant le numéro 500-06-000372-066, « toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec la défenderesse Banque Canadienne Impériale de Commerce, pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce et qui se sont vues imposer, entre le 12 janvier 2001 et le [...] 16 septembre 2016, des frais qu'elles ont payés à la suite du dépassement de leur limite de crédit »;
- dans le dossier portant le numéro 500-06-000373-064, « toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable conclu au Québec avec

la défenderesse Banque Canadienne Impériale de Commerce, pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce, et qui ont payé à ces défenderesses, entre le 4 octobre 2001 et le [...] 16 septembre 2016 inclusivement, des frais d'avance de fonds pour des transactions au Canada ou à l'étranger »;

[16] **ACCUEILLE** la présente *Demande d'autorisation pour modifier les dates butoirs contenues aux descriptions des groupes à la suite de la transaction conclue entre Option Consommateurs et Banque Amex du Canada*;

[17] **AUTORISE** la demanderesse à modifier comme suit la description des groupes pour les seules fins de l'approbation de la Transaction, pièce P-2 :

- dans le dossier portant le numéro 500-06-000372-066, « toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec la défenderesse Banque Amex du Canada, pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce et qui se sont vues imposer, entre le 12 janvier 2001 et le [...] 14 septembre 2016, des frais qu'elles ont payés à la suite du dépassement de leur limite de crédit »;
- dans le dossier portant le numéro 500-06-000373-064, « toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable conclu au Québec avec la défenderesse Banque Amex du Canada, pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce, et qui ont payé à ces défenderesses, entre le 4 octobre 2001 et le [...] 14 septembre 2016 inclusivement, des frais d'avance de fonds pour des transactions au Canada ou à l'étranger »;

[18] **ACCUEILLE** la présente *Demande d'approbation d'une transaction conclue entre Option Consommateurs et Banque Canadienne Impériale de Commerce*;

[19] **DÉCLARE** que la Transaction, pièce P-1, est juste, équitable et dans l'intérêt des membres;

[20] **APPROUVE** la Transaction, pièce P-1;

[21] **ACCUEILLE** la présente *Demande d'approbation d'une transaction conclue entre Option Consommateurs et Banque Amex du Canada*;

[22] **DÉCLARE** que la Transaction, pièce P-2, est juste, équitable et dans l'intérêt des membres;

[23] **APPROUVE** la Transaction, pièce P-2;

[24] **ACCUEILLE** la présente *Demande d'approbation des honoraires et débours des avocats de la demanderesse*;

500-06-000203-030
500-06-000372-066
500-06-000373-064

PAGE : 7

[25] **APPROUVE** les honoraires payables à Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. c'est-à-dire 212 500\$ plus TPS (5%) et TVQ (9,975%), soit 244 321,88\$, payable par Banque Canadienne Impériale de Commerce;

[26] **APPROUVE** les débours payables à Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. soit 10 061,67\$ payable par Banque Canadienne Impériale de Commerce;

[27] **PREND ACTE** de l'engagement des avocats de la demanderesse, Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. de verser tout reliquat des sommes à être versées aux membres au Fonds d'aide aux actions collectives;

[28] **APPROUVE** les honoraires payables à Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. c'est-à-dire 132 500\$ plus TPS (5%) et TVQ (9,975%), soit 152 341,88\$, payable par Banque Amex du Canada;

[29] **APPROUVE** les débours payables à Sylvestre Painchaud et associés S.E.N.C.R.L. soit 6 166,83\$ payable par Banque Amex du Canada.

[30] **Le tout**, sans frais de justice.


CHANTAL CORRIVEAU, J.C.S.

Me Benoît Marion
Me Myriam Donato
SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L.
Pour la demanderesse

Me Éric Préfontaine
OSLER HOSKIN & HARCOURT LLP
Pour Banque Amex du Canada

Me Yves Martineau
Me Guillaume Boudreau-Simard
STIKEMAN ELLIOT
Pour la Banque Canadienne Impériale de Commerce et
Banque Laurentienne du Canada

500-06-000203-030
500-06-000372-066
500-06-000373-064

PAGE : 8

Me Isabelle Vendette
MCCARTHY TÉTRAULT
Pour la Banque Nationale du Canada,
Banque Toronto-Dominion et
Banque Canadian Tire

Me Ariane Bisaillon
BLAKE, CASSELS & GRAYDON
Pour la Banque Laurentienne

Date d'audience : Le 20 juin 2019

ANNEXES

P-1

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

N°: 500-06-000372-066

Class Action
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

and

WENDY LEE SIMPSON et al.

Designated Persons

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Defendants

N°: 500-06-000373-064

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

and

JUSTIN CHAUVETTE et al.

Designated Persons

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Defendants

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF QUÉBEC

N°: 200-06-000033-038

Class Action
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

Petitioner

and

JOËL-CHRISTIAN ST-PIERRE

Designated Person

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Respondents

SETTLEMENT AGREEMENT

I. PREAMBLE

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Serge Lamoureux, Vivian Mallay, Wendy Lee Simpson, Michel Méthot, Yvon Desrosiers, Benoît Nadeau, Michelle Griffith, Justin Chauvette, Marylou Corriveau, and Jean Audet against Bank of Montreal, Royal Bank of Canada, National Bank of Canada, Canadian Imperial Bank of Commerce (hereinafter "**CIBC**"), Citibank Canada, MBNA Canada, Amex Bank of Canada and Bank of Nova Scotia in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000372-066;

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Marylou Corriveau, Justin Chauvette, Vivian Mallay, Michelle Griffith, Pierre Cantara, Sylvain Jovet, Jacques Gagné, Benoît Nadeau, Jean-François Tremblay and Yvon Desrosiers against Amex Bank of Canada, CIBC, National Bank of Canada, Royal Bank of Canada, Bank of Nova Scotia, Laurentian Bank, President's Choice Bank, Toronto-Dominion Bank, Bank of Montreal, Citibank Canada, Fédération des Caisses Desjardins du Québec and MBNA Canada Bank in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000373-064;

WHEREAS a Re-Amended Motion for authorisation to bring a class action was filed by Option consommateurs and the designated person Joël-Christian St-Pierre against Bank of Montréal, Toronto-Dominion Bank, HSBC Bank of Canada, National Bank of Canada, Royal Bank of Canada, Laurentian Bank, Amex Bank of Canada, MBNA Canada Bank, CIBC, Citibank Canada, and Canadian Tire Bank in the Superior Court of Québec, District of Québec, file number 200-06-000033-038;

WHEREAS CIBC denies any responsibility and denies owing any amount whatsoever to the members of the classes covered by the Class Actions (as defined below);

WHEREAS Option consommateurs and CIBC agreed to a settlement on September 16, 2016 to settle the Class Actions between themselves only, without any admission whatsoever, and thus, in order to avoid additional costs and expenses related to eventual trials, the outcomes of which are uncertain;

WHEREAS the Superior Court of Quebec approved the notices in relation to this settlement and said notices were duly published in various newspapers on November 17, 2016;

WHEREAS the Superior Court of Quebec subsequently refused to approve this settlement itself and the Quebec Court of Appeal upheld this decision;

WHEREAS Option consommateurs and CIBC have decided to sign a new Settlement taking into account the reasons for refusal of the Superior Court of Quebec and the Quebec Court of Appeal, particularly the amount of fees to Option consommateurs' Attorneys;

WHEREAS the Parties confirm that all class members were previously given notice of the previous settlement, and therefore there is no need to publish new notices in relation to the Settlement because the Compensation remains the same. If the Court were to order nonetheless the publication of new notices, the publication costs of said notices shall be deducted from the Compensation;

WHEREAS Option consommateurs and Option consommateurs' Attorneys submit having concluded the Settlement as well as the previous one dated September 16, 2016 on the premise that the proportion attributed to the value of the St-Pierre case is 50 % of the global value of the Settlement;

FOR THESE REASONS, OPTION CONSOMMATEURS AND CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE AGREE TO THE FOLLOWING:

II. DEFINITIONS

Unless the context ascribes a different meaning, the definitions that follow apply to the Settlement and its Schedules. A word or phrase expressing the singular of a value must also include the plural and vice-versa.

"Account" means an account associated to a CIBC credit Cardholder with a Quebec postal code, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and regardless of the number of Cardholders associated to the Account;

"Additional Compensation Criteria" with respect to Accounts means the Accounts having the following characteristics which give rise to a distribution in accordance with paragraphs 15 to 20 of the Settlement:

1. the account is open on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
2. the Cardholder's first and last name appear on the electronic version of the account;
3. the account is associated with a valid Quebec mailing address and postal code;
4. the account is an Eligible Account;
5. the number of credit cards associated with the account is greater than zero;
6. any or all of the balance of the account has not been compromised, written off or charged off or is not 60 or more days past due;

7. is an account to which a supplementary disclosure statement is to be sent under the *Cost of Borrowing Regulations* SOR/2001-101, for the period in which the credit is to be applied;
8. is an account in respect of which one or more of the Cardholders has not exercised a right of exclusion as communicated to CIBC's Attorneys by Option consommateurs' Attorneys pursuant to the Settlement;
9. is an account for which transactional data exists in electronic format;

"Approval Judgment" means the decision of the Court approving the Settlement;

"Bank" means Canadian Imperial Bank of Commerce, sometimes referred to as "CIBC", as well as its affiliated entities, successors in title, beneficiaries, employees, managers, directors, and representatives;

"Bank's Attorneys" refers to the law firm of STIKEMAN ELLIOTT LLP;

"Cardholder" means a natural person who holds a CIBC credit card, used for purposes other than the operation of a business, issued in accordance with a contract extending variable credit entered into with CIBC;

"Class Actions" refers to the class actions brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket numbers 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 and to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 200-06-000033-038;

"Closing Judgment" means the decision of the Court approving the accounting;

"Compensation" means the amount that the Bank has undertaken to pay pursuant to paragraph 10 of the Settlement, i.e. \$4,250,000;

"Compensation Payment Date" means the date on which Eligible Accounts will receive the Fixed Compensation, that is within sixty (60) days following the Effective Date, or within a reasonable period thereafter;

"Corriveau Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000373-064;

"Court" refers to the Superior Court of Québec;

"Credit Notice" means the notice described at paragraph 20 of the Settlement (Schedules A and B);

"Date of Determination" means the date which falls before the Compensation Payment Date, but comes the closest possible to it, and on which the Eligible Accounts will be identified by the Bank in accordance with the Settlement;

"Date of Signature" means the date on which both Parties will have signed the original copy of this Settlement;

"Designated Persons" refers to the Members designated by Option consommateurs pursuant to Article 571 of the *Code of Civil Procedure* and acknowledged as such by the Court, namely Wendy Lee Simpson, Justin Chauvette and Joël-Christian St-Pierre;

"Direct Compensation" has the meaning defined at paragraph 11 of the Settlement;

"Documents" means, whatever the medium, all proceedings, affidavits, exhibits, transcripts of examinations, answers to undertakings, minutes of hearings or case management conferences and related transcripts, if appropriate, letters and emails exchanged between the Counsel for the Bank and the Counsel for Option consommateurs;

"Effective Date" means the date on which the Approval Judgment becomes final. For the purposes of this Settlement only, the Parties agree that the Approval Judgment will be final upon the expiry of the thirty (30) day delay from the date of the Approval Judgment or, if an appeal has been filed, at the time of dismissal of this appeal in the final instance;

"Eligible Account" means the Account of a Cardholder who fulfills the Additional Compensation Criteria;

"Fixed Compensation" has the meaning defined at paragraph 15 of the Settlement;

"Fonds d'aide" means the class action assistance fund created through the application of the *Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c R-2.1;

"Groups" refers to the three following groups together:

Lamoureux Class Action (Fees) Group: "All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who were charged or have paid over-limit fees between January 12, 2001 and September 16, 2016";

Lamoureux Class Action (Limit) Group: "All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who have the credit limit on their account increased between January 12, 2001 and September 30, 2010 inclusive without having explicitly requested such an increase";

Corriveau Class Action Group: "All natural persons party to a contract extending variable credit concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who, between October 4, 2001 and September 16, 2016, were charged or have paid cash advance fees for transactions in Canada or abroad";

St-Pierre Class Action Group: "All Québec consumers (as defined in the *Consumer Protection Act*) being or having been the holder of a credit card issued by one of the respondents, and having been provided with a grace period of less than twenty-one (21) days between the date their monthly statement was mailed and the date on which the Respondents require and/or can require credit charges between July 21, 2000 and September 16, 2016";

"Hearing to Approve the Settlement" means the hearing presided by the Court in order to determine if the Settlement must be approved upon a motion brought pursuant to Article 590 of the *Code of Civil Procedure* and in accordance with paragraphs 21 to 24 of the Settlement and for the authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only;

"Lamoureux Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000372-066;

"Member" means a person who belongs to at least one of the three Groups;

"Motion for Authorization" refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038;

"Motions to Institute Proceedings" refers to the motions to institute proceedings filed in either one of the Corriveau or Lamoureux Class Actions, as amended and/or particularized;

"Option consommateurs' Attorneys" refers to the law firm of Sylvestre Painchaud & Associés S.E.N.C.R.L. that represents the Plaintiff and the Designated Persons in the Corriveau Class Action and the Lamoureux Class Action and the law firm of BGA-LAW Avocats S.E.N.C.R.L. that represents the Petitioner and the Designated Persons in the St-Pierre Class Action. For the purposes of this Settlement, it is understood that the attorneys do not represent the Members individually. Any mention in this Settlement of communications with or payment to Option consommateurs' Attorneys shall mean only Sylvestre Painchaud & Associés S.E.N.C.R.L., who is hereby mandated by BGA-LAW Avocats S.E.N.C.R.L. to receive any communications or payments pursuant to this Settlement on its behalf;

"Parties" means the Plaintiff and the Bank;

"Period Covered" means the period i) in the case of the Lamoureux Class Action, from January 12, 2001 up until (a) September 16, 2016, for the Lamoureux Class Action (Fees) Group (b) September 30, 2010 for the Lamoureux Class Action (Limit) Group; ii) in the case of the Corriveau Class Action, from October 4, 2001 up until the September 16, 2016; and iii) in the case of the St-Pierre Class Action, from July 21, 2000 up until September 16, 2016;

"Plaintiff" means Option consommateurs;

"Releasing Parties" means Option consommateurs and its attorneys and all Members who have not exercised their Right of Exclusion as well as their mandataries, representatives, successors and assigns;

"Schedules" means all documents annexed by the Parties to the Settlement and which are identified at paragraph 65, as well as any other document that the Parties may add with the approval of the Court. However, the Parties may, without leave of the Court, amend the form and content of the Schedules upon consent insofar as these amendments are made in accordance with the provisions of the Settlement;

"Settlement" refers to this agreement, including its Schedules and subsequent amendments as well as any other subsequent agreement that the Parties may add with the authorization of the Court;

"St-Pierre Class Action" refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038;

"Truncate to the Nearest Cent" or **"Truncation"** refers to the truncation of an amount to the whole portion of the one-hundredth of a Canadian dollar. For example, the truncation to the one-hundredth of \$78.637 is \$78.63.

III. SCOPE AND EXTENT OF THE SETTLEMENT

1. The preamble and the definitions form an integral part of the Settlement;
2. Through the Settlement, the Plaintiff and the Bank wish to settle among themselves and on behalf of the Members including the Designated Persons, all claims, allegations, complaints or causes of action of any nature whatsoever connected to the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings and the Motion for Authorization, pursuant to the terms of the Settlement;
3. The Settlement is conditional upon its approval in its entirety by the Court (except for fees of Option consommateur's Attorneys which will be determined by the Court, as provided in Section XI below) otherwise the Settlement will be deemed null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups;
4. Option consommateurs and the Bank undertake to collaborate and put forth the efforts and means required to support and establish the fairness and reasonableness of the Settlement and to justify its basis so that it may be approved by the Court, and to also make joint representations before the Court during the hearings to obtain the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, and the Closing Judgment;
5. At the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs and the Bank will present a motion for permission to amend in order to modify the group's cut-off date in the Corriveau Class Action and Lamoureux Class Action (the Lamoureux Class Action (Fees) Group) to September 16, 2016;

6. For the sole purpose of approving the Settlement, Option consommateurs and the Bank will present an application for authorization to institute a class action in the St-Pierre Class Action;
7. The obtaining of the authorization provided for in paragraph 6 above is an essential condition of the Settlement, failing which the Settlement, at the Bank's discretion, will be null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

IV. FACTS AND CONSIDERATIONS UNDERLYING THE SETTLEMENT

8. The facts and considerations underlying the Settlement and justifying the agreement signed between the Parties as evidenced by the Settlement are as follows:
 - a. The Compensation is proportional to the risks and uncertainties inherent to Class Actions, whilst taking into account the constitutional issue regarding the application of the *Consumer Protection Act*, CQLR c P-40.1 to banks and its effect;
 - b. The Compensation is reasonable given not only the constitutional arguments raised, but also the risks associated with a trial and the comments regarding fees made by the Supreme Court of Canada in the *Marcotte* case and the impact of said comments on the merits of the *Corriveau* Class Action and *Lamoureux* Class Action;
 - c. The potential overlap of Group Members from one case to another, including the fact that a Member of one Group is most likely a Member of one or more of the other Groups;
 - d. The difficulty and expense for the Parties to evaluate the total amount of the claims of the Members in the *Lamoureux* Class Action for the unilateral credit limit increases and the *St-Pierre* Class Action, given the complexity of evaluating the number of variables to be taken into account as well as the time required to do so;
 - e. The Parties cannot be certain whether this evaluation process would allow to establish with sufficient accuracy the total amount of the claims of the Members in the *Lamoureux* Class Action for the unilateral credit limit increases and the *St-Pierre* Class Action;
 - f. The refusal of the Superior Court of Quebec to approve the settlement dated September 16, 2016, and the decision of the Quebec Court of Appeal to uphold this decision means that the amount distributed to each member will be higher than what was provided for in the settlement dated September 16, 2016 despite the passage of time;
9. Taking these facts into consideration and acknowledging that continuing the Class Actions would generate substantial costs and further delays, including the possibility of appeals, the Parties believe that the agreement evidenced by the Settlement is fair, timely, reasonable, and appropriate given the circumstances

and is in the best interest of the Members and the proper administration of justice;

V. FINANCIAL COMPENSATION BY THE BANK

10. The Bank will pay a Compensation in an amount of \$4,250,000 in full settlement (capital, interest, additional indemnity, taxes, and all fees and costs of any nature whatsoever) of all claims;
11. After deduction of the fees of Option consommateurs' Attorneys, to be determined separately by the Court, the balance of the Compensation payable by the Bank, minus the publication costs for any notices already published or to be published in relation to the settlement of the Class Actions with the Bank, will be distributed as Direct Compensation to the Eligible Accounts of the Members, in accordance with the terms set out in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
12. The costs associated with the implementation of the Direct Compensation to the Eligible Accounts are borne by the Bank, namely the costs related to the implementation of the mechanism for Direct Compensation of the Eligible Accounts in accordance with the terms set forth in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
13. Any problem related to the interpretation of the Settlement or its implementation, including technical difficulties or other, will be deferred to the Court so that it may decide the issue or give directions in this regard, as the case may be;
14. Notwithstanding the foregoing, if the Court does not approve the Settlement, the Bank will not assume the publication costs of the Notice of the Hearing to Approve the Settlement Hearing;

VI. COMPENSATION OF THE MEMBERS OF THE GROUPS

15. Each Eligible Account will receive an equal portion of the Direct Compensation pursuant to the following terms and procedures (the "**Fixed Compensation**");
16. The Fixed Compensation will be paid out on the Compensation Payment Date as a credit that will be applied directly to each Eligible Account;
17. The Fixed Compensation that will be credited to each Eligible Account on the Compensation Payment Date corresponds to the amount of the Direct Compensation divided by the total number of Eligible Accounts on the Date of Determination, Truncated to the Nearest Cent and distributed equally among each Eligible Account;
18. For greater certainty, the Fixed Compensation to be credited to the Eligible Accounts will be the same, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and only one Fixed Compensation will be credited to each Eligible Account, regardless of the number of Cardholders for this Account;
19. Members with Eligible Accounts who have not excluded themselves from the Class Actions and who have not exercised the Right of Exclusion will receive the

Fixed Compensation without having to present any claim or request in that regard;

20. The Bank will publish and distribute, at its own costs, a message (Schedules A and B) on the statements of account of all Eligible Accounts on which a credit was applied;

X. PROCEDURE FOR APPROVING THE SETTLEMENT

21. Immediately after the Date of Signature, Option consommateurs' Attorneys will file with the Court a motion to approve the Settlement and a motion for the authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only;
22. The Fonds d'aide must be notified by Option consommateurs' Attorneys of the motion to approve the Settlement in accordance with the provisions of the *Code of Civil Procedure*, the *Act respecting Class Actions*, and the *Rules of practice in civil matters of the Superior Court* in a timely manner before the Hearing to Approve the Settlement;
23. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys will jointly make representations before the Court to obtain the Approval Judgment approving the Settlement;
24. Should the Court refuse to grant the motion for approval of the Settlement, or refuse to approve the Settlement, the Settlement will be null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

XI. FEES AND DISBURSEMENTS OF OPTION CONSOMMATEURS' ATTORNEYS

25. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys will make their representations before the Court regarding the percentage of the Compensation to be paid to Option consommateurs' Attorneys as legal fees and extrajudicial costs and disbursements incurred and to be incurred until the Closing Judgment for the services rendered by Option consommateurs' Attorneys within the framework of the Class Actions and the Settlement. For more clarity, Option consommateurs' Attorneys' fees will be deducted from the Compensation amount;
26. No later than on the 20th day or within a reasonable delay before the Effective Date, Option consommateurs' Attorneys will provide the Bank with (i) an invoice setting out the amount of their fees and extrajudicial costs and disbursements as approved by the Court (including applicable taxes), and (ii) the wire transfer information;
27. On the Effective Date, CIBC will pay to Option consommateurs' Attorneys the amount representing legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements that will have been approved by the Court in the Approval Judgment;

28. In consideration for the payment of these legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements as approved by the Court, Option consommateurs' Attorneys will not claim from the Bank or from the Members of the Groups any other fee or disbursement, of any nature or source whatsoever, directly or indirectly, and will not charge any other percentage on the Compensation;
29. The Parties acknowledge that should the Court not approve the amount sought by Option consommateurs' Attorneys for their legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements, or approve any other lesser amount, this Settlement will remain valid and enforceable, and give rise to rights and obligations in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups provided therein;

XII. AMOUNT TO BE PAID TO THE FONDS D'AIDE

30. If, following the implementation, administration and execution of the Settlement, a balance remains (arising from, among other things, Truncation or Eligible Accounts closed between the Determination Date and the Compensation Payment Date), the Parties agree that such balance will be remitted in full to the Fonds d'aide, notwithstanding the fact that the *Regulation respecting the percentage withheld by the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c R-2.1, r 2 provides for the payment of a lesser portion;
31. The balance to be paid into the Fonds d'aide, if applicable, will be paid by the Bank, within a reasonable time following the Compensation Payment Date, by remitting to Option consommateurs' Attorneys the amount established in accordance with the terms and conditions of the previous paragraph;

XIII. ACCOUNTABILITY AND CLOSING JUDGMENT

32. The Bank will have to account for the implementation and execution of the Settlement within ninety (90) days of the Compensation Payment Date, or within a reasonable period thereafter;
33. In this regard, the Bank shall provide the following information, by the communication of one or more affidavits from one or more Bank representatives attesting to the accuracy and veracity of the facts, which shall be supported by the relevant documentation and evidence and shall be produced before the Court:
 - a. The fact that the Settlement was duly implemented and executed on the Compensation Payment Date;
 - b. The number of Eligible Accounts having received a Fixed Compensation on the Compensation Payment Date pursuant to the terms and conditions related to the disbursement of the Direct Compensation, provided for at paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
 - c. The amount of the Fixed Compensation deposited into the Eligible Accounts on the Compensation Payment Date;

- d. The fact that the Credit Notice was published and distributed on the statements of the Eligible Accounts in accordance with the terms and conditions provided for in paragraph 20 of the Settlement;
 - e. The remittance to Option consommateurs' Attorneys, on the Effective Date, of the amount that will have been approved by the Court for legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements incurred and to be incurred leading to the Closing Judgment, pursuant to the terms and conditions set forth in paragraphs 25 to 28 of the Settlement;
 - f. The remittance to Option consommateurs' Attorneys of the amount determined in accordance with the terms and conditions of paragraphs 30 and 31 of the Settlement;
34. Within ninety (90) days following the Compensation Payment Date, or within a reasonable delay thereafter, the Bank's Attorneys will file a motion with the Court to obtain the Closing Judgment in order to approve proper implementation and execution of the Settlement, which motion will be supported by the affidavits mentioned in the previous paragraph;
35. This motion to obtain the Closing Judgment must be served upon Option consommateurs' Attorneys and the Fonds d'aide at least five (5) clear working days before the date of its presentation before the Court;

XIV. RELEASE AND COMPENSATION OF OPTION CONSOMMATEURS

36. Effective on the date of the Closing Judgment, the Releasing Parties, through the Settlement, give full, general, and final releases in favour of the Bank, the Bank's subsidiaries and the Bank's Attorneys, and each of their affiliated companies, groups or divisions, mandataries, representatives, shareholders, directors, officers, insurers, employees, professionals, agents, predecessors, successors and assigns, including any person or entity for which CIBC is responsible for in fact or in law, for any claim whatsoever, demand or cause of action, of any nature whatsoever, including expert fees, costs, legal fees and attorney fees, which Option consommateurs, the Designated Persons and any Member had, now have, may have or could have had, directly or indirectly, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, their supporting exhibits, or the Documents, for the Period Covered;
37. No provision in the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by the Bank to any right or means of defence against any claim, demand, or cause of action by a Member who has exercised his Right of Exclusion or a renunciation by the Bank to any right or means of defence within the framework of the contestation of the Class Actions in the event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;
38. No provision of the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by Option consommateurs and the Members to any right, claim, demand, or cause of action against the Bank in the

event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;

39. No obligations, of any nature whatsoever, assumed by the Bank and the Bank's Attorneys in the execution of the Settlement, shall constitute an admission of the Bank's liability, nor more so than the Bank's consent to the Settlement or the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, or the Closing Judgment handed down by the Court;
40. Following the Closing Judgment, Option consommateurs and Options consommateurs' Attorneys will return all Documents to the Bank's Attorneys within sixty (60) days and undertake to keep the contents of said Documents confidential;
41. In the event that the Court approves the Settlement and the Bank executes all of its obligations arising from the Settlement, Option consommateurs and Option consommateurs' Attorneys will undertake, personally, not to directly or indirectly institute any suit, complaint, action or claim resulting, in whole or in part, from a cause, action, omission or any other fact or exhibit supporting the proceedings or the Documents, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, even for a period outside the Period Covered;

XV. SCHEDULES

42. The following schedules are an integral part of the Settlement and form part thereto as if they appear in the main body of the text:
 - Schedule A: Avis de crédit;
 - Schedule B: Notice of Credit ;
 - Schedule C: Unofficial French Translation of Settlement

XVI. FINAL PROVISIONS

43. The Settlement and its Schedules constitute the complete and full Settlement between the Parties;
44. The Settlement and its Schedules replace any other previous written or oral agreement regarding the object of the Class Actions;
45. The Settlement constitutes a full and final settlement of all disputes between the Parties and the Members with regard to the Class Actions and constitutes a transaction within the meaning of Articles 2631 and following of the *Civil Code of Québec*;
46. The Settlement may not be considered as an admission or acknowledgment by any of the Parties of the merits of any right, claim or means of defence;
47. The Settlement settles all Class Actions and must be considered as an inseparable and indivisible whole and any and all of its clauses are intrinsically linked and dependent on each other (except for the fees of Option consommateurs' Attorneys as specified hereinabove);

48. The Court has exclusive jurisdiction with regard to the implementation, execution, interpretation, management and application of the Settlement and its Schedules, and with regard to any dispute arising therefrom, if applicable The Settlement and its Schedules must be governed and interpreted in accordance with the laws in force in the Province of Québec and the Parties attorn to the exclusive jurisdiction of the Court in this regard;
49. Where the text of the notices to Members and the Settlement diverge, the text of the Settlement will prevail;
50. In the event of discrepancies between the English version of the Settlement and the unofficial French translation of the Settlement (Schedule I), or if a problem of interpretation were to arise, the English version of the Settlement shall prevail;
51. All costs associated with the implementation and the execution of the Settlement that were not specifically provided for in the Settlement, if applicable, will be borne by the party who incurred them and the reimbursement may not be claimed from any other party;
52. Any communication with a Party regarding the implementation and execution of the Settlement must be in writing, either by mail, fax, courier, or email (only if confirmation of receipt of the email is provided by the sender of the email and authorized by the recipient of the email) and must be addressed as follows:

To the attention of Option consommateurs or any of the Designated Persons

Mes Benoit Marion and Gilles Krief
SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-2881
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

To the Attention of the Bank


Mes Yves Martineau and Guillaume Boudreau-Simard
STIKEMAN ELLIOT LLP
1155 René-Lévesque Blvd. West
40th Floor
Montréal, QC, H3B 3V2
Telephone: 514 397-3000
Fax: 514 397-3222
Emails: ymartineau@stikeman.com

/ gboudreau-simard@stikeman.com

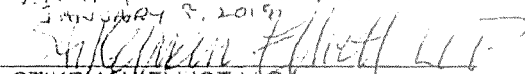
IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR
RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

January
December 17, 2018

OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff/ Petitioner


SYLVESTRE PAINCHAUD ET
ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Plaintiff

BGA-LAW AVOCATS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Petitioner in the St-Pierre
Class Action

17-11 Cj
CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE *DAVID CRAIG*
Defendant / Respondent
V.P. ACQUISITIONS & ENGAGEMENT
JANUARY 8, 2019

STIKEMAN ELLIOT LLP
Attorneys for Defendant / Respondent

IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR
RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

December ____, 2018

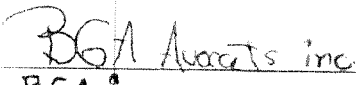


OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff/ Petitioner *St-Pierre De Bellefleur etc*

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE
Defendant / Respondent

SYLVESTRE PAINCHAUD ET
ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Plaintiff

STIKEMAN ELLIOT LLP
Attorneys for Defendant / Respondent



BGA inc
Attorneys for Petitioner in the St-Pierre
Class Action

SCHEDULE A

AVIS DE CRÉDIT

Avis de règlement – actions collectives : Suite au règlement des actions collectives entreprises par Option consommateurs au sujet de certaines pratiques applicables aux cartes de crédit, une entente de règlement, sans admission de responsabilité, a été approuvée par la Cour supérieure du Québec. Un crédit apparaissant sous la référence « actions collectives » a été appliqué à votre compte dans le cadre de ce règlement.

Pour plus d'information, consultez le www.option-consommateurs.org

SCHEDULE B
NOTICE OF CREDIT

Notice of Settlement – Class Actions: Further to the settlement of all actions instituted by Option consommateurs about certain credit card practices, a settlement agreement, without any admission, has been approved by the Superior Court. A credit appearing on your statement under the heading "class actions", was applied to your account as part of the settlement.

For more information, visit www.option-consommateurs.org

SCHEDULE C

UNOFFICIAL FRENCH TRANSLATION OF SETTLEMENT

P-2

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

N° : 500-06-000203-030

Class Actions
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

And

BENOIT FORTIN

Designated Person

v.

AMEX BANK OF CANADA

Defendant

N° : 500-06-000372-066

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

And

MARYLOU CORRIVEAU et al.

Designated Persons

v.

AMEX BANK OF CANADA et al.

Defendants

N° : 500-06-000373-064

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

And

MARYLOU CORRIVEAU et al.

Designated Persons

v.

AMEX BANK OF CANADA et al.

Defendants

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF QUÉBEC

Class Actions
SUPERIOR COURT

N° 200-06-000033-038

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

And

JOËL-CHRISTIAN ST-PIERRE

Designated Person

v.

AMEX BANK OF CANADA et al.

Defendants

SETTLEMENT AGREEMENT

I. PREAMBLE

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated person Benoît Fortin against Amex Bank of Canada in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000203-030;

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Marylou Corriveau, Serge Lamoureux, Vivian Mallay, Wendy Lee Simpson, Michel Méthot, Yvon Desrosiers, Benoît Nadeau, Michelle Griffith, Justin Chauvette and Jean Audet against Amex Bank of Canada, Bank of Montreal, Royal Bank of Canada, National Bank of Canada, Canadian Imperial Bank of Commerce, Citibank Canada, MBNA Canada and Bank of Nova Scotia in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000372-066;

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Marylou Corriveau, Justin Chauvette, Vivian Mallay, Michelle Griffith, Pierre Cantara, Sylvain Jouvét, Jacques Gagné, Benoît Nadeau, Jean-François Tremblay and Yvon Desrosiers against Amex Bank of Canada, Canadian Imperial Bank of Commerce, National Bank of Canada, Royal Bank of Canada, Bank of Nova Scotia, Laurentian Bank, President's Choice Bank, Toronto-Dominion Bank, Bank of Montreal, Citibank Canada, Fédération des Caisses Desjardins du Québec and MBNA Canada Bank in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000373-064;

WHEREAS a Re-Amended Motion for authorisation to bring a class action was filed by Option consommateurs and the designated person Joël-Christian St-Pierre against Laurentian Bank, Canadian Imperial Bank of Commerce, National Bank of Canada, Toronto-Dominion Bank, Bank of Montreal, HSBC Bank of Canada, Citibank Canada,

Amex Bank of Canada and Canadian Tire Bank in the Superior Court of Québec, District of Québec, file number 200-06-000033-038;

WHEREAS Amex Bank of Canada denies any responsibility and denies owing any amount whatsoever to the members of the classes covered by the Class Actions (as defined below);

WHEREAS Option consommateurs and Amex Bank of Canada have agreed to sign a settlement on September 14, 2016 to settle the Class Actions between themselves only, without any admission whatsoever, and thus, to avoid additional costs and expenses related to eventual trials, the outcomes of which are uncertain;

WHEREAS the Superior Court of Quebec refused to approve this settlement and the Quebec Court of Appeal upheld this decision;

WHEREAS Option consommateurs and Amex Bank of Canada have decided to sign a new Settlement taking into account the reasons for refusal of the Superior Court of Quebec and the Quebec Court of Appeal;

FOR THESE REASONS, OPTION CONSOMMATEURS AND AMEX BANK OF CANADA AGREE TO THE FOLLOWING:

II. DEFINITIONS

Unless the context ascribes a different meaning, the definitions that follow apply to the Settlement and its Schedules. A word or phrase expressing the singular of a value must also include the plural and vice-versa.

"Account" means an account associated to an AMEX credit Cardholder with a Quebec postal code, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and regardless of the number of Cardholders associated to the Account;

"Additional Compensation Criteria" with respect to Accounts means the Accounts having the following characteristics which give rise to a distribution in accordance with paragraphs 15 to 20 of the Settlement:

1. any or all the balance of the account is in good standing on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
2. the account is open and active on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
3. the Cardholder's first and last name appear on the electronic version of the account;
4. the account is associated with a valid Quebec mailing address and postal code;
5. the account is an Eligible Account;
6. the number of credit cards associated with the account is greater than zero;

7. is an account to which a supplementary disclosure statement is to be sent under the *Cost of Borrowing Regulations* SOR/2001-101, for the period in which the credit is to be applied, without consideration of that credit;
8. is an account in respect of which one or more of the Cardholders has not exercised a right of exclusion as communicated to AMEX's Attorneys by Option consommateurs' Attorneys pursuant to the Settlement;

"Approval Judgment" means the decision of the Court approving the Settlement;

"Bank" means Amex Bank of Canada, sometimes referred to as **"AMEX"**, as well as its affiliated entities, successors in title, beneficiaries, employees, managers, directors, and representatives;

"Bank's Attorneys" refers to the law firm of Osler, Hoskin & Harcourt LLP;

"Cardholder" means a natural person who is the primary holder of an AMEX credit card, used for purposes other than the operation of a business, issued in accordance with a contract extending variable credit entered into with AMEX;

"Class Actions" refers to the class actions brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket numbers 500-06-000203-030, 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 and to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 200-06-000033-038;

"Closing Judgment" means the decision of the Court approving the accounting;

"Compensation" means the amount that the Bank has undertaken to pay pursuant to paragraph 10 to 15 of the Settlement, i.e. an amount of \$2,650,000, as further detailed below;

"Compensation Payment Date" means the date on which Eligible Accounts will receive the Fixed Compensation, that is within ninety (90) days following the Effective Date, or within a reasonable period thereafter, but that does not fall within the Bank's annual technology freeze period which is expected to occur sometime between November 2019 and January 2020;

"Corriveau Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000373-064;

"Court" refers to the Superior Court of Québec;

"Credit Notice" means the notice described at paragraph 21 of the Settlement (Schedules I and J);

"Date of Determination" means the date which falls before the Compensation Payment Date, but comes the closest possible to it, and on which the Eligible Accounts will be identified by the Bank in accordance with the Settlement;

"Date of Notice of Hearing to Approve the Settlement" means the date on which the Notice of Hearing to Approve the Settlement is first published or distributed in accordance with paragraph 27 of the Settlement;

"Date of Signature" means the date on which both Parties will have signed the original copy of this Settlement;

"Designated Persons" refers to the Members designated by Option consommateurs pursuant to Article 571 of the *Code of Civil Procedure*, namely Benoît Fortin, Marylou Corriveau, Serge Lamoureux and Joël-Christian St-Pierre;

"Direct Compensation" has the meaning defined at paragraph 11 of the Settlement;

"Documents" means, whatever the medium, all proceedings, affidavits, exhibits, transcripts of examinations, answers to undertakings, minutes of hearings or case management conferences and related transcripts, if appropriate, letters and emails exchanged between the Counsel for the Bank and the Counsel for Option consommateurs;

"Effective Date" means the date on which the Approval Judgment becomes final. For the purposes of this Settlement only, the Parties agree that the Approval Judgment will be final upon the expiry of the thirty (30) day delay from the date of the Approval Judgment or, if an appeal has been filed, at the time of dismissal of this appeal in the final instance;

"Eligible Account" means the Account of a Cardholder who fulfills the Additional Compensation Criteria;

"Exclusion Deadline" means a thirty (30) day period following the publication in newspapers of the Court-approved Notice of Hearing to Approve the Settlement, during which period the Members who so wish may opt out from the Groups and the Settlement. If the Exclusion Deadline ends on a Saturday or on a non-working day, this deadline is extended to midnight of the next working day thereafter;

"Exclusion Process" means the procedure to exercise the Right of Exclusion under the terms and conditions set forth in paragraphs 32 to 35 of the Settlement;

"Fixed Compensation" has the meaning defined at paragraph 15 of the Settlement;

"Fonds d'aide" means the class action assistance fund created through the application of the *Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c F-3.2.0.1.1;

"Fortin Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank due to facts alleged in the Motion to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000203-030;

"Groups" means:

- a) the groups described in the judgements authorizing the bringing of the Fortin, Corriveau and Lamoureux Class Actions and as amended by the judgements rendered by the Court on October 27, 2010;

Corriveau Class Action: "[TRANSLATION] All natural persons party to a contract extending variable credit concluded in Québec with [...] Amex Bank of Canada [...] for purposes other than the operation of a business and who, between October 4, 2001 and September 30, 2010, have paid cash advance fees to Amex Bank of Canada for transactions in Canada or abroad";

Fortin Class Action: "[TRANSLATION] All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with Amex Bank of Canada for purposes other than the operation of a business and who, between July 18, 2000 and August 31, 2010, have paid credit charges to Amex Bank of Canada without having been granted the 21-day grace period provided for in the Consumer Protection Act to pay their monthly obligations";

Lamoureux Class Action: "[TRANSLATION] All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with [...] Amex Bank of Canada [...] for purposes other than the operation of a business and who, between January 12, 2001 and September 30th 2010, were charged fees which they paid for having exceeded their credit limit";

- b) The group for which authorization is being sought in the St-Pierre Class Action:

St-Pierre Class Action: "[TRANSLATION] All Québec consumers (as defined in the *Consumer Protection Act*) being or having been the holder of a credit card issued by one of the respondents, [...] and having been provided with a grace period of less than twenty-one (21) days between the date their monthly statement was mailed and the date on which the Respondents require and/or can require credit charges, excluding foreign exchange conversion fees and the group covered in the file bearing Court docket number 500-06-000203-030";

"Hearing to Approve the Settlement" means the hearing presided by the Court to determine if the Settlement must be approved upon a motion brought pursuant to Article 590 of the *Code of Civil Procedure* and in accordance with paragraphs 42 to 48 of the Settlement and for the authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only;

"Lamoureux Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000372-066;

"Member" means a person who belongs to at least one of the four Groups;

"Motion for Authorization" refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038 (St-Pierre Class Action);

"Motions to Institute Proceedings" refers to the motions to institute proceedings filed in either one of the Fortin, Corriveau or Lamoureux Class Actions, as amended and/or particularized;

"Notice of Hearing to Approve the Settlement" means the notice described in paragraph 25 of the Settlement to inform the Members of the Hearing to Approve the

Settlement and for Authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only (Schedules A and B);

"Objection" means the formulation of an objection by a Member to the Settlement or the fact that a Member presented arguments regarding the Settlement under Article 590 of the *Code of Civil Procedure*, in accordance with the terms and conditions set out at paragraphs 46 and 47 of the Settlement;

"Objection Form" means the form made available to the Members who wish to object to the Settlement. A copy of this form, the use of which is optional, is attached hereto (Schedules G and H);

"Option consommateurs' Attorneys" refers to the law firm of Sylvestre Painchaud & associés S.E.N.C.R.L. that represents the Plaintiff and the Designated Persons in the Fortin Class Action, Corriveau Class Action and the Lamoureux Class Action and the law firm of BGA inc. that represents the Plaintiff and the Designated Persons in the St-Pierre Class Action. For the purposes of this Settlement, it is understood that the attorneys do not represent the Members individually. Any mention in this Settlement of communications with or payment to Option consommateurs' Attorneys shall mean only Sylvestre Painchaud & associés S.E.N.C.R.L., who is hereby mandated by BGA inc. to receive any communications or payments pursuant to this Settlement on its behalf;

"Parties" means the Plaintiff, the Designated Persons and the Bank;

"Period Covered" means the period i) in the case of the Fortin Class Action, from July 18, 2000 to August 31, 2010; ii) in the case of the Lamoureux Class Action, from January 12, 2001 up until September 14, 2016; iii) in the case of the Corriveau Class Action, from October 4, 2001 up until September 14, 2016; and iv) in the case of the St-Pierre Class Action, from July 21, 2000 up until August 31, 2010;

"Plaintiff" means Option consommateurs;

"Pre-Approval Judgment" means the decision of the Court authorizing the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement;

"Releasing Parties" means Option consommateurs, its attorneys and Designated Persons, in their own name and in the name of the Members who have not exercised their Right of Exclusion as well as in the name of their mandataries, representatives, successors and assigns;

"Right of Exclusion" means the right of a Member to opt out from the Settlement in accordance with the terms and conditions set out at paragraphs 32 to 35 of the Settlement;

"Right of Withdrawal" has the meaning ascribed thereto at paragraphs 37 to 42 of the Settlement;

"Schedules" means all documents annexed by the Parties to the Settlement and which are identified at paragraph 66, as well as any other document that the Parties may add with the approval of the Court;

"Settlement" refers to this agreement, including its Schedules and subsequent amendments as well as any other subsequent agreement that the Parties may add with the authorization of the Court;

"St-Pierre Class Action" refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038;

"Truncate to the Nearest Cent" or **"Truncation"** refers to the truncation of an amount to the whole portion of the one-hundredth of a Canadian dollar. For example, the truncation to the one-hundredth of \$78.637 is \$78.63.

III. SCOPE AND EXTENT OF THE SETTLEMENT

1. The preamble and the definitions form an integral part of the Settlement;
2. Through the Settlement, the Plaintiff, the Designated Persons, and the Bank wish to settle among themselves and on behalf of the Members, all claims, allegations, complaints or causes of action of any nature whatsoever connected to the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings and the Motion for Authorization, pursuant to the terms of the Settlement;
3. The Settlement is conditional upon its approval in its entirety by the Court, otherwise the Settlement will be deemed null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups;
4. Option consommateurs, the Designated Persons, and the Bank undertake to collaborate and put forth the efforts and means required to support and establish the fairness and reasonableness of the Settlement and to justify its basis so that it may be approved by the Court, and to also make joint representations before the Court during the hearings to obtain the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, and the Closing Judgement;
5. At the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs, the Designated Persons, and the Bank will present a motion for permission to amend in order to modify the group's cut-off date in the Corriveau and Lamoureux Class Actions so that it be extended to September 14, 2016;
6. For the sole purpose to approve the Settlement, Option consommateurs, the Designated Person, and the Bank will present an application for authorization to institute a class action in the St-Pierre Class Action;

IV. FACTS AND CONSIDERATIONS UNDERLYING THE SETTLEMENT

7. The facts and considerations underlying the Settlement and justifying the agreement signed between the Parties as evidenced by the Settlement are as follows:
 - a. The Compensation is proportional to the risks and uncertainties inherent to Class Actions, whilst taking into account the constitutional issue regarding

the application of the *Consumer Protection Act*, CQLR c P-40.1 to banks and its effect;

- b. The Compensation is reasonable given not only the constitutional arguments raised, but also the risks associated with a trial and the comments regarding fees made by the Supreme Court of Canada in the *Marcotte* case and the impact of said comments on the merits of the Corriveau Class Action and Lamoureux Class Action;
 - c. The potential overlap of Group Members from one case to another, including the fact that a Member of one Group is most likely a Member of one or more of the other Groups;
 - d. The difficulty and expense for the Parties to evaluate the total amount of the claims of the Members in the Fortin Class Action and the St-Pierre Class Action, given the complexity of evaluating the number of variables to be taken into account as well as the time required to do so;
 - e. The Parties cannot be certain whether this evaluation process would allow to establish with sufficient accuracy the total amount of the claims of the Members in the Fortin Class Action and the St-Pierre Class Action;
 - f. The Bank has ceased the practice impugned in the Fortin Class Action and the St-Pierre Class Action since August 31, 2010;
 - g. The Superior Court of Quebec has approved a settlement in the matter of *Ptack v. Amex Bank of Canada* in Court docket 500-06-000227-047, which could affect the merits of the St-Pierre Class Action;
 - h. The Bank has provided Option consommateurs with a sworn declaration of Leonard Varaska about the St-Pierre Class Action facts, and more particularly the fact that the Bank did not impose finance charges where a member paid the entire balance owing on his or her statement of account within twenty-one (21) days from the date the statement of account was mailed to him or her;
 - i. The refusal of the Superior Court of Quebec to approve the first settlement and the decision of the Quebec Court of Appeal to uphold this decision means that the amount distributed to each member will be higher than that provided for in the first settlement despite the passage of time;
8. Taking these facts into consideration and acknowledging that continuing the Class Actions would generate substantial costs and further delays, including the possibility of appeals, the Parties believe that the agreement evidenced by the Settlement is fair, timely, reasonable, and appropriate given the circumstances and is in the best interest of the Members and the proper administration of justice;
9. Option consommateurs and Option consommateurs' Attorneys declare that they concluded the first settlement dated September 14, 2016 and the present settlement notably on the premise that the proportion attributed to the St-Pierre Class Action represents 24,5% of the total value of the settlement payment.

V. FINANCIAL COMPENSATION BY THE BANK

10. The Bank will pay a Compensation in an amount of \$2,650,000 in full settlement (capital, interest, additional indemnity, and all fees and costs of any nature whatsoever) of all claims, considering that the Period Covered in the Corriveau Class Action and the Lamoureux Class Action is limited to September 14, 2016;
11. After deduction of the fees of Option consommateurs' Attorneys, to be determined by the Court, the balance of the Compensation payable by the Bank, minus the publication costs for the Notice of Hearing to Approve the Settlement set out at paragraph 26 of the Settlement, will be distributed as Direct Compensation to the Eligible Accounts of the Members, in accordance with the terms set out in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
12. The costs associated with the implementation of the Direct Compensation to the Eligible Accounts are borne by the Bank, namely the costs related to the implementation of the mechanism for Direct Compensation of the Eligible Accounts in accordance with the terms set forth in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
13. Any problem related to the interpretation of the Settlement or its implementation, including technical difficulties or other, will be deferred to the Court so that it may decide the issue or give directions in this regard, as the case may be;
14. Notwithstanding the foregoing, if the Court does not approve the Settlement, or if the Bank exercises its Right of Withdrawal provided for at paragraphs 36 to 41 of the Settlement, the Bank will nevertheless assume the publication costs of the Notice of the Hearing to Approve the Settlement;

VI. COMPENSATION OF THE MEMBERS OF THE GROUPS

15. Each Eligible Account will receive an equal portion of the Direct Compensation pursuant to the following terms and procedures (the "Fixed Compensation");
16. The Fixed Compensation will be paid out on the Compensation Payment Date as a credit that will be applied directly to each Eligible Account;
17. The Fixed Compensation that will be credited to each Eligible Account on the Compensation Payment Date corresponds to the amount of the Direct Compensation divided by the total number of Eligible Accounts on the Date of Determination, Truncated to the Nearest Cent and distributed equally among each Eligible Account;
18. For greater certainty, the Fixed Compensation to be credited to the Eligible Accounts will be the same, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and only one Fixed Compensation will be credited to each Eligible Account, regardless of the number of Cardholders for this Account;
19. Members with Eligible Accounts who have not excluded themselves from the Class Actions and who have not exercised the Right of Exclusion will receive the Fixed Compensation without having to present any claim or request in that regard;

20. The Bank will publish and distribute, at its own costs, a message (Schedules I and J) on the statements of account of all Eligible Accounts on which a credit was applied;

VII. PRE-APPROVAL PROCEDURE FOR THE SETTLEMENT

21. Option consommateurs' Attorneys will file with the Court a motion for approval of the Notice of Hearing to Approve the Settlement;
22. During the presentation of the motion for approval of the Notice of Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys will jointly make representations before the Court in view of obtaining the Pre-Approval Judgment, which will authorize the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement;
23. The Notice of Hearing to Approve the Settlement will be the only notice given to Members with regard to the Settlement and, following the approval of the Settlement by the Court, no other notice will be published or distributed to the Members following the Approval Judgment or the Closing Judgment, notwithstanding Article 591 of the *Code of Civil Procedure*;
24. The Parties acknowledge that the Court can modify the text and terms for the publication and distribution of the Notice of Hearing to Approve the Settlement, and that this shall not serve as a ground for nullifying or terminating the Settlement, unless such modifications bring about a significant and substantial increase in costs for the publication and distribution of the Notice of Hearing to Approve the Settlement;
25. The Notice of Hearing to Approve the Settlement shall indicate, *inter alia*:
- a. The existence of the Class Actions and a description of the Members;
 - b. The fact that a Settlement has been concluded and that it will be presented to the Court for approval, specifying the date, location, and time of the Hearing to Approve the Settlement;
 - c. The Direct Compensation of the Members provided for in the Settlement as well as the terms and conditions related thereto;
 - d. The consequences and effects of the approval of the Settlement by the Court;
 - e. The existence of the Right of Exclusion and the Exclusion Process;
 - f. The right of the Members to be heard before the Court with regard to the Settlement;
 - g. The fact that the Notice of Hearing to Approve the Settlement will be the only notice with respect to the Settlement that will be given to the Members of the Groups and that, once that Court has approved the Settlement, no other notice will be published or distributed to the Members of the Groups

following the Approval Judgment or Closing Judgment, notwithstanding Article 591 of the *Code of Civil Procedure*;

26. The Notice of Hearing to Approve the Settlement will be distributed and published in accordance with the following terms:
 - a. One single publication in two French newspapers, namely *La Presse Plus* and *Le Soleil*, and one English newspaper, namely *The Gazette*, within thirty (30) days following the Pre-Approval Judgment. The Bank will submit the drafts prepared by these newspapers for the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement in accordance with Schedules A and B to Option consommateurs' Attorneys and will do so at least three (3) days preceding these newspapers' deadline so that they may verify its wording and, if required, make the necessary corrections with the collaboration of the Bank's Attorneys. The fees for the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement pursuant to this subparagraph will be deducted from the Direct Compensation;
 - b. The creation of a hyperlink on the French and English versions of the homepage of Option consommateurs' website (www.option-consommateurs.org) to a webpage containing an electronic version of the Settlement and Schedules A, B, E, F, G and H and any press release that will have been published by Option consommateurs in accordance with the terms of the Settlement, at the expense of Option consommateurs, as of the date of publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement in the newspapers, until the forty-fifth (45th) day following the Compensation Payment Date;
 - c. The creation of a hyperlink on the French and English versions of the "Class Actions" webpage of Option consommateurs' Attorneys' website (www.spavovats.ca) to an electronic version of the Settlement and Schedules A, B, E, F, G and H, at the expense of Option consommateurs and/or Option consommateurs' Attorneys, as of the date of publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement in the newspapers, until the forty-fifth (45th) day following the Effective Date;
27. Within ten (10) days of the filing of the motion for approval of the Notice of Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs may publish a press release and give interviews relating exclusively to the contents of the press release and in accordance with the conditions of the Settlement that are the subject of Schedules C and D, and, unless otherwise agreed and subject to the following paragraphs, no other press release or interview shall be published or given (as the case may be) by the Bank or Option consommateurs or their respective Attorneys in connection with the filing of the motion for approval of the Notice of Hearing to Approve the Settlement. Option consommateurs agrees to notify the Bank's Attorneys by electronic mail at least twenty-four (24) hours prior to the publication, distribution, or communication of the press release. This notice must be given on a business day, between 8:30 a.m. and 1:00 p.m.;
28. Within five (5) days of the Approval Judgment, Option consommateurs may publish the press release and may give interviews discussing the judgment, but exclusively

related to the content of the press release. This press release shall substantially repeat, with necessary modifications, the content of the draft press release at Schedules C and D and, unless otherwise agreed, no other press release or interview will be published or given (as the case may be) by Option consommateurs or its Attorneys regarding the Settlement. Option consommateurs agrees to notify the Bank's Attorneys by electronic mail a notice of twenty-four (24) hours prior to the publication, distribution or communication of the press release. This notice will have to be given on a business day, between 8:30 a.m. and 1:00 p.m. The Parties will be authorized to give media interviews without prior consent from other Parties, as long as their comments are essentially the same as those contained in the draft press release.

29. Subject to their duty of disclosure and other legal obligations, the Parties agree to make an effort in order to preserve the confidentiality of their negotiations and the current Settlement up until the Date of Signature. It is understood that the Bank, Option consommateurs and their respective Attorneys may discuss the Settlement in question with attorneys for the other defendants in the Class Actions, subject to their undertaking not to make public the existence or the content of the negotiations or the Settlement; however, the Bank and the Bank's Attorneys may not disclose the amount of the Settlement to the attorneys for the other defendants of the Class Actions until Option consommateurs' Attorneys disclose said amount or when it is otherwise made public;
30. Notwithstanding the foregoing, if the confidentiality of this Settlement is compromised, the Parties and their respective Attorneys may answer journalists' questions while ensuring that the text of Schedules C and D is substantially respected;
31. In the event that the Court refuses to grant the motion for approval of the Notice of Hearing to Approve the Settlement, refuses to authorize the St-Pierre Class Action for settlement purposes only or refuses to authorize the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement barring significant and substantial modifications impacting the implementation and execution of the Settlement, the Settlement would be null and void and would not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

VIII. OPTING OUT OF THE SETTLEMENT

32. Members have the right to exclude themselves from the Group and the Settlement;
33. The exercise by a Member of the Right of Exclusion results in the loss of any rights under the Settlement and the loss of the quality of Member;
34. The Member who wishes to exercise his Right of Exclusion must send to the Court clerk before the expiry of the Deadline to Opt Out, a written request to opt out, duly signed by the Member and containing the following information:
 - a. The file number for the Class Actions in question;
 - b. The name and contact information (name, address and telephone number) of the Member exercising his Right of Exclusion;

- c. The Member's account number;
- d. The name of the Bank;
- e. The request for exclusion must be sent to the following address before the expiry of the Deadline to Opt Out:

Clerk of the Superior Court of Quebec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1 Notre-Dame Street East
Suite 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B5

References:

Fortin Class Action 500-06-000203-030
Lamoureux Class Action 500-06-000372-066
Corriveau Class Action 500-06-000373-064

or

Clerk of the Superior Court of Quebec
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC
300, boulevard Jean-Lesage
Québec (Québec) G1K 8K6

Reference:

St-Pierre Class Action 200-06-000003-038

- 35. Members who do not exercise their Right of Exclusion in accordance with the Exclusion Process before the expiry of the Deadline to Opt Out will be irrevocably deemed to have chosen to participate in the Settlement and will be bound by the Settlement following its approval by the Court and by any subsequent Court judgment or order, as the case may be;

IX. RIGHT OF WITHDRAWAL

- 36. On the seventh (7th) day before the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys will provide the Bank's Attorneys with the list of Members who have exercised their Right of Exclusion, including their contact information;
- 37. In the event that more than five hundred (500) Members exercise their Right of Exclusion, the Bank will be entitled to end its participation and to terminate the Settlement. The exercise of the Right of Withdrawal is entirely to the discretion of the Bank, without having to give notice to, consult with or obtain the consent of Option consommateurs or Option consommateurs' Attorneys;
- 38. The Right of Withdrawal shall be exercised no later than two (2) days before the Hearing to Approve the Settlement;

39. The Right of Withdrawal will be exercised through service by bailiff, by the Bank's Attorneys upon Option consommateurs' Attorneys, of a notice to this effect and through the communication of this notice to the Court;
40. In the event that the Bank was to exercise the Right of Withdrawal, the Settlement would be null and void and would not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;
41. In the event that the Bank was to exercise the Right of Withdrawal, the Court could order it to publish and disseminate a notice to the Members to inform them that it has exercised its Right of Withdrawal, that the Settlement is null and void, and that the Class Actions will continue. The Bank would be responsible for the costs associated with the publication and distribution of such notice.

X. PROCEDURE FOR APPROVING THE SETTLEMENT

42. Following the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys will file with the Court a motion to approve the Settlement for the holding of the Hearing to Approve the Settlement;
43. The Fonds d'aide must be notified by Option consommateurs' Attorneys of the motion to approve the Settlement in accordance with the provisions of the *Code of Civil Procedure*, the *Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, and the *Rules of practice in civil matters of the Superior Court* in a timely manner before the Hearing to Approve the Settlement;
44. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys will jointly make representations before the Court to obtain the Approval Judgment approving the Settlement;
45. The Hearing to Approve the Settlement may not be held before the expiry of a thirty (30) day delay following the publication of the Notice of Hearing to Approve the Settlement in the newspapers (Schedules A and B);
46. Members who wish to do so will be able to present an Objection during the Hearing to Approve the Settlement before the Court. In this respect, Members who wish to make an Objection are invited to inform Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys in writing of the reasons for their Objection at least five (5) days before the Hearing to Approve the Settlement by communicating a document containing the following information:
 - a. The file number of the Class Actions in question;
 - b. The name and contact information of the Member making an Objection;
 - c. The account number of the Member making an Objection;
 - d. A brief description of the reasons for the Objection;
47. The Objection may be submitted to Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys to the addresses mentioned at paragraph 76 of the Settlement.

The Members who wish to present an Objection may, without being obligated to do so, use the Objection Form (Schedules G and H) to formulate their Objection;

48. Should the Court refuse to grant the motion for approval of the Settlement, or refuse to approve the Settlement, the Settlement will be null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

XI. FEES AND DISBURSEMENTS OF OPTION CONSOMMATEURS' ATTORNEYS

49. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys will make their representations before the Court regarding the percentage of the Compensation to be paid to Option consommateurs' Attorneys as legal fees and extrajudicial costs and disbursements incurred and to be incurred until the Closing Judgment for the services rendered by Option consommateurs' Attorneys within the framework of the Class Actions and the Settlement. For more clarity, Option consommateurs' Attorneys' fees will be deducted from the Compensation amount;
50. No later than on the 20th day or within a reasonable delay before the Effective Date, Option consommateurs' Attorneys will provide the Bank with (i) an invoice setting out the amount of their fees and extrajudicial costs and disbursements as approved by the Court (including applicable taxes), and (ii) the wire transfer information;
51. On the Effective Date, the Bank will pay to Option consommateurs' Attorneys the amount representing legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements that will have been approved by the Court in the Approval Judgment;
52. In consideration for the payment of these legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements, as approved by the Court, Option consommateurs' Attorneys will not claim from the Bank or from the Members of the Groups, any other fee or disbursement, of any nature or source whatsoever, directly or indirectly, and will not charge any other percentage on the Compensation;
53. The Parties acknowledge that should the Court not approve the amount sought by Option consommateurs' Attorneys for their legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements, or approve any other lesser amount, this Settlement will remain valid and enforceable, and give rise to the rights and obligations in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups provided therein;

XII. AMOUNT TO BE PAID TO THE FONDS D'AIDE

54. If, following the implementation, administration and execution of the Settlement, a balance remains (arising from, among other things, Truncation or Eligible Accounts closed between the Determination Date and the Compensation Payment Date), the Parties agree that such balance will be remitted in full to the Fonds d'aide, notwithstanding the fact that the *Regulation respecting the percentage withheld by the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c R-2.1, r 2 provides for the payment of a lesser portion;
55. The balance to be paid into the Fonds d'aide, if applicable, will be paid by the Bank, within a reasonable time following the Compensation Payment Date, by remitting

to Option consommateurs' Attorneys the amount established in accordance with the terms and conditions of the previous paragraph;

XIII. ACCOUNTABILITY AND CLOSING JUDGMENT

56. The Bank will have to account for the implementation and execution of the Settlement within ninety (90) days of the Compensation Payment Date, or within a reasonable period thereafter;
57. In this regard, the Bank shall provide the following information, by the communication of one or more affidavits from one or more Bank representatives attesting to the accuracy and veracity of the facts, which shall be supported by the relevant documentation and evidence and shall be produced before the Court:
 - a. The fact that the Settlement was duly implemented and executed on the Compensation Payment Date;
 - b. The number of Eligible Accounts having received a Fixed Compensation on the Compensation Payment Date pursuant to the terms and conditions related to the disbursement of the Direct Compensation, provided for at paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
 - c. The amount of the Fixed Compensation credited to each Eligible Accounts on the Compensation Payment Date;
 - d. The fact that the Credit Notice was published and distributed on the statements of the Eligible Accounts in accordance with the terms and conditions provided for in paragraph 20 of the Settlement;
 - e. The remittance to Option consommateurs' Attorneys, on the Effective Date, of the amount that will have been approved by the Court for legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements incurred and to be incurred leading to the Closing Judgment, pursuant to the terms and conditions set forth in paragraphs 50 to 52 of the Settlement;
 - f. The remittance to Option consommateurs' Attorneys of the amount determined in accordance with the terms and conditions of paragraphs 54 and 55 of the Settlement;
58. Within ninety (90) days following the Compensation Payment Date, or within a reasonable delay thereafter, the Bank's Attorneys will file a motion with the Court to obtain the Closing Judgment in order to approve proper implementation and execution of the Settlement, which motion will be supported by the affidavits mentioned in the previous paragraph;
59. This motion to obtain the Closing Judgment must be served upon Option consommateurs' Attorneys and the Fonds d'aide at least five (5) clear working days before the date of its presentation before the Court;

XIV. RELEASE AND COMPENSATION OF OPTION CONSOMMATEURS AND DESIGNATED PERSONS

60. Effective on the date of the Closing Judgment, the Releasing Parties, through the Settlement, give full, general, and final release in favour of the Bank and the Bank's Attorneys, their mandataries, representatives, insurers, employees, professionals, agents, successors and assigns for any claim whatsoever, demand or cause of action, of any nature whatsoever, including expert fees, costs, legal fees and attorney fees, which Option consommateurs, the Designated Persons and the Group Members had, or could have had, directly or indirectly, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, their supporting exhibits, or the Documents for the Period Covered;
61. No provision in the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by the Bank to any right or means of defence against any claim, demand, or cause of action by a Member who has exercised his Right of Exclusion or a renunciation by the Bank to any right or means of defence within the framework of the contestation of the Class Actions in the event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;
62. No provision of the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by Option consommateurs, the Designated Persons and the Members to any right, claim, demand, or cause of action against the Bank in the event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;
63. No obligations, of any nature whatsoever, assumed by the Bank and the Bank's Attorneys in the execution of the Settlement, shall constitute an admission of the Bank's liability, nor more so than the Bank's consent to the Settlement or the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, or the Closing Judgment handed down by the Court;
64. Following the Closing Judgment, Option consommateurs and Options consommateurs' Attorneys will return the Documents to the Bank's Attorneys within sixty (60) days and undertake to keep the contents of the Bank's Documents confidential;
65. In the event that the Court approves the Settlement and the Bank executes all of its obligations arising from the Settlement, Option consommateurs, the Designated Persons, and Option consommateurs' Attorneys will undertake not to directly or indirectly institute any suit, complaint, action or claim resulting, in whole or in part, from a cause, action, omission or any other fact or exhibit supporting the proceedings or the Documents, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, even for a period outside the Period Covered;

XV. SCHEDULES

66. The following schedules are an integral part of the Settlement and form part thereto as if they appear in the main body of the text:

- Schedule A: Avis d'audience d'approbation de l'entente de règlement;
- Schedule B: Notice of Hearing to Approve the Settlement;
- Schedule C: Communiqué de presse d'Option consommateurs;
- Schedule D: Option consommateurs Press Release
- Schedule E: Questions et réponses;
- Schedule F: Questions and answers;
- Schedule G: Formulaire d'objection;
- Schedule H: Objection Form;
- Schedule I: Avis de crédit;
- Schedule J: Notice of Credit
- Schedule K: Unofficial French Translation of Settlement Agreement

XVI. FINAL PROVISIONS

67. The Settlement and its Schedules constitute the complete and full Settlement between the Parties;
68. The Settlement and its Schedules replace any other previous written or oral agreement regarding the object of the Class Actions;
69. The Settlement constitutes a full and final settlement of all disputes between the Parties and the Members with regard to the Class Actions and constitutes a transaction within the meaning of Articles 2631 and following of the *Civil Code of Québec*;
70. The Settlement may not be considered as an admission or acknowledgment by any of the Parties of the merits of any right, claim or means of defence;
71. The Settlement settles all Class Actions and must be considered as an inseparable and indivisible whole and any and all of its clauses are intrinsically linked and dependent on each other;
72. The Court has exclusive jurisdiction with regard to the implementation, execution, interpretation, management and application of the Settlement and its Schedules, and with regard to any dispute arising therefrom, if applicable The Settlement and its Schedules must be governed and interpreted in accordance with the laws in force in the Province of Québec and the Parties attorn to the exclusive jurisdiction of the Court in this regard;
73. Where the text of the notices to Members and the Settlement diverge, the text of the Settlement will prevail;
74. In the event of discrepancies between the English version of the Settlement and the unofficial French translation of the Settlement (Schedule K), or if a problem of interpretation were to arise, the English version of the Settlement shall prevail.
75. All costs associated with the implementation and the execution of the Settlement that were not specifically provided for in the Settlement, if applicable, will be borne by the party who incurred them and the reimbursement may not be claimed from any other party;

76. Any communication with a Party regarding the implementation and execution of the Settlement must be in writing, either by mail, fax, courier, or email (only if confirmation of receipt of the email is provided by the sender of the email and authorized by the recipient of the email) and must be addressed as follows:

To the attention of Option consommateurs or any of the Designated Persons

Mes Benoit Marion and Gilles Krief
SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-2881
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

To the Attention of the Bank

Mes Éric Préfontaine and Jessica Harding
OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000, de La Gauchetière Street West
Suite 2100
Montréal, QC, H3B 4W5
Telephone: 514 904-8100
Fax: 514 904-8101
Emails: eprefontaine@osler.com / jharding@osler.com

IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

April ____, 2019

OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff

AMEX BANK OF CANADA
Defendant

SYLVESTRE PAINCHAUD &
ASSOCIÉS
Attorneys for Plaintiff

OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Attorneys for Defendant

BGA inc.
Attorneys for Plaintiff in the St-Pierre
Class Action

76. Any communication with a Party regarding the implementation and execution of the Settlement must be in writing, either by mail, fax, courier, or email (only if confirmation of receipt of the email is provided by the sender of the email and authorized by the recipient of the email) and must be addressed as follows:

To the attention of Option consommateurs or any of the Designated Persons

Mes Benoît Marion and Gilles Krief
SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-2881
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

To the Attention of the Bank

Mes Éric Préfontaine and Jessica Harding
OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000, de La Gauchetière Street West
Suite 2100
Montréal, QC, H3B 4W5
Telephone: 514 904-8100
Fax: 514 904-8101
Emails: eprefontaine@osler.com / jharding@osler.com


IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

April 23, 2019

OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff

SYLVESTRE PAINCHAUD &
ASSOCIÉS
Attorneys for Plaintiff

BGA inc.
Attorneys for Plaintiff in the St-Pierre
Class Action


AMEX BANK OF CANADA
Defendant


OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Attorneys for Defendant

76. Any communication with a Party regarding the implementation and execution of the Settlement must be in writing, either by mail, fax, courier, or email (only if confirmation of receipt of the email is provided by the sender of the email and authorized by the recipient of the email) and must be addressed as follows:

To the attention of Option consommateurs or any of the Designated Persons

Mes Benoit Marion and Gilles Krief
SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-2881
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

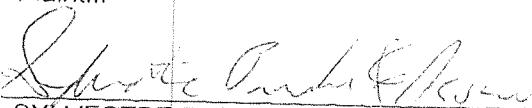
To the Attention of the Bank

Mes Éric Préfontaine and Jessica Harding
OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000, de La Gauchetière Street West
Suite 2100
Montréal, QC, H3B 4W5
Telephone: 514 904-8100
Fax: 514 904-8101
Emails: eprefontaine@osler.com / jharding@osler.com

IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSUMMATEURS, THE BANK AND THEIR
RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

April 23, 2019

OPTION CONSUMMATEURS
Plaintiff



SYLVESTRE PAINCHAUD &
ASSOCIÉS
Attorneys for Plaintiff



AMEX BANK OF CANADA
Defendant



OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Attorneys for Defendant

BGA inc.
Attorneys for Plaintiff in the St-Pierre
Class Action

SCHEDULE A

AVIS D'AUDIENCE D'APPROBATION DE LA TRANSACTION

Actions collectives concernant les cartes de crédit de la Banque Amex du Canada

Entente de 2 650 000 \$

Une entente est intervenue entre Option consommateurs et la Banque Amex du Canada (« AMEX ») dans le cadre de trois actions collectives instituées et une demande d'autorisation pour instituer d'une action collective contre AMEX et plusieurs autres institutions financières.

Les actions collectives visent les pratiques suivantes liées aux cartes de crédit AMEX :

1. L'absence de délai de grâce complet de 21 jours;
2. La facturation de frais de crédit en l'absence de délai de grâce de 21 jours;
3. La facturation de frais de dépassement de la limite de crédit; et
4. La facturation de frais d'avance de fonds.

Cette entente, qui doit être approuvée par le tribunal peut avoir des conséquences sur vos droits.

Veuillez lire attentivement cet avis.

INFORMATION DE BASE

Pourquoi cet avis est-il publié?

Cet avis a pour but de vous informer qu'Option consommateurs et AMEX ont convenu d'une entente mettant fin aux actions collectives et à la demande d'autorisation pour instituer d'une action collective contre AMEX seulement. Option consommateurs et ses procureurs sont d'avis que le règlement sert au mieux les intérêts des membres; ils demanderont à la Cour supérieure de l'approuver.

La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver cette entente et modifier la période visée par les actions collectives. Vous pouvez assister à l'audience qui aura lieu le • à • en salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Que visent les actions collectives?

Actions collectives Fortin: Option consommateurs prétend que, entre le 18 juillet 2000, et le 31 août 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en facturant des frais de crédit tout en omettant d'accorder un délai de grâce d'au moins 21 jours pour que les membres acquittent leurs obligations;

Action collective St-Pierre : Option consommateurs prétend qu'entre le 21 juillet 2000 et le 31 août 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en en omettant d'accorder un délai de grâce d'au moins 21 jours pour que les membres acquittent leurs obligations;

Action collective Lamoureux : Option consommateurs prétend que, entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en imposant des frais aux membres à la suite du dépassement de leur limite de crédit.

Action collective Corriveau : Option consommateurs prétend que, entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en n'incluant pas dans le calcul du taux de crédit les frais imposés aux membres pour des avances de fonds.

AMEX conteste le bien-fondé des quatre actions collectives et déclare s'être conformée en tout temps à la législation applicable.

Qui sont les membres des groupes?
--

Vous êtes membre de l'un ou l'autre des groupes si vous rencontrez toutes les conditions suivantes :

1. Vous êtes une personne physique;
2. Vous êtes partie à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec AMEX;
3. Vous n'avez pas utilisé votre carte de crédit aux fins de l'exploitation d'un commerce; et
4. L'une ou l'autre des situations suivantes s'applique à vous :
 - a. Entre le 18 juillet 2000 et le 31 août 2010, vous avez payé des frais de crédit sans vous voir accorder de délai de grâce de 21 jours pour acquitter vos obligations (Action collective Fortin);
 - b. Vous avez payé des frais pour le dépassement de votre limite de crédit entre le 12 janvier 2001 et le 14 septembre 2016 inclusivement (Action collective Lamoureux);
 - c. Vous avez payé des frais d'avance de fonds entre le 4 octobre 2001 et le 14 septembre 2016 inclusivement (Action collective Corriveau);
 - d. Entre le 21 juillet 2000 et le 31 août 2010, on ne vous a pas accordé de délai de grâce complet de 21 jours pour acquitter vos obligations (Action collective St-Pierre);

ÉLARGISSEMENT DES GROUPES : bien que les groupes tels que définis dans les actions collectives Lamoureux et Corriveau ont comme date butoir le 30 septembre 2010, les parties à l'entente demandent d'inclure tous les détenteurs de cartes de crédit jusqu'au 14 septembre 2016 ou toute autre date que déterminera le tribunal. Dans l'Action collective St-Pierre, la date butoir du 31 août 2010 sera soumise pour décision au tribunal. Les personnes concernées par cet élargissement devraient porter une attention particulière à la section S'EXCLURE si elles ne désirent pas recevoir d'indemnité ou être liées par les actions collectives.

RÉSUMÉ DE L'ENTENTE

Quel est le montant de l'entente?

Sans admission de responsabilité, AMEX accepte de verser une somme totale de 2 650 000 \$ en règlement complet et final des réclamations des membres des groupes.

Comment l'argent sera-t-il distribué?

Après déduction des honoraires des avocats que le tribunal déterminera, le solde de la somme du règlement, moins les coûts de publication de l'avis, sera distribuée à titre d'indemnisation directe en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit à la consommation qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

Qui peut recevoir une part de l'indemnité?

Une indemnité pourrait être versée à votre compte de carte de crédit AMEX si votre compte est ouvert et actif, qu'il est associé à une adresse de facturation au Québec, qu'il n'est pas en défaut et qu'il répond aux critères d'indemnisation additionnels définis dans l'entente.

Si votre compte remplit les critères d'indemnisation additionnels définis dans l'entente, votre part de l'indemnité directe sera versée directement dans votre compte sous la forme d'un crédit, **sans que vous n'ayez à faire quoi que ce soit.**

Le montant exact de la part de l'indemnité directe qui sera versée à chacun des comptes de carte de crédit à la consommation ne sera connu qu'au moment de la distribution. Les parties estiment cependant que cette part devait correspondre à approximativement ● \$.

S'EXCLURE

Si vous ne désirez pas être liés par cette entente pour quelque raison que ce soit, vous devez prendre des mesures pour vous exclure du groupe.

Qu'arrivera-t-il si je m'exclus?

Si vous vous excluez :

1. Vous ne recevrez aucune indemnité en vertu de l'entente;

2. Vous ne serez pas lié par les actions collectives et cette entente;
3. Vous ne pourrez pas vous objecter à cette entente.

Qu'arrivera-t-il si je ne m'exclus pas?

Si vous ne vous excluez pas :

1. Si vous détenez un compte de carte de crédit à la consommation remplissant les critères d'admissibilité prévus à l'entente, vous recevrez un crédit équivalent à votre part de l'indemnité directe;
2. Vous renoncerez à votre droit d'intenter vos propres poursuites contre AMEX relativement à l'absence de délai de grâce de 21 jours, aux frais de dépassement de limite de crédit et aux frais d'avance de fonds; et
3. Vous pourrez vous objecter à l'entente.

Comment s'exclure?

Pour vous exclure, vous devez transmettre au greffier de la Cour supérieure une demande d'exclusion dûment signée qui contient les renseignements suivants :

1. Les numéros de dossier des recours collectifs : 500-06-000203-030, 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 ou 200-06-000003-038;
2. Votre nom et vos coordonnées;
3. Vos numéros de compte de carte de crédit AMEX.

La demande d'exclusion doit être transmise avant le ● à l'adresse suivante :

Greffé de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Référence : 500-06-000203-030, 500-06-000372-066 et 500-06-000373-064

ou

Greffé de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC
300, boulevard Jean-Lesage
Québec (Québec) G1K 8K6

Référence: 200-06-000003-038

OBJECTION À L'ENTENTE

Vous pouvez dire au tribunal que vous n'êtes pas d'accord avec cette entente ou présenter vos arguments au tribunal.

Comment puis-je présenter mes arguments au tribunal ou dire que je ne suis pas d'accord avec les termes de cette entente?

Pour présenter votre objection ou vos arguments au tribunal, vous devrez vous présenter à l'audience qui aura lieu le • à • en salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quoique cela ne soit pas obligatoire, il est également suggéré de remplir et de transmettre, avant l'audition, le formulaire d'objection qui peut être téléchargé sur le site Internet d'Option consommateurs, ou le site de leurs procureurs, ou qui peut être obtenu par la poste (voir la section « Obtenir plus d'information »). Prenez soin d'expliquer pourquoi vous n'êtes pas d'accord avec l'entente.

Ai-je besoin d'un avocat pour m'objecter?

Non. Vous pouvez vous objecter sans prendre un avocat. Si vous voulez être représenté par un avocat, vous pourrez retenir ses services à vos frais.

Si je m'objecte et que l'entente est approuvée, serai-je encore éligible à recevoir une part de l'indemnité?

Oui. Vous recevrez tout de même votre part de l'indemnité directe si vous avez un compte qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

OBTENIR PLUS D'INFORMATION

Pour obtenir plus d'information et pour avoir accès au texte de l'entente, aux annexes et aux différents formulaires, nous vous invitons à consulter les sites internet suivants :

- Option consommateurs : www.option-consommateurs.org
- Les Procureurs d'Option consommateurs : www.spavocats.ca

L'information disponible sur ces sites sera mise à jour au besoin, suivant l'évolution du dossier. Vous pouvez également vous adresser directement aux procureurs des parties :

Procureurs d'Option consommateurs

Procureurs de la Banque

SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS
Mes Benoit Marion et Gilles Krief

OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Mes Éric Préfontaine et Jessica Harding

740 Avenue Atwater
Montréal (Québec) H4C 2G9
Téléphone : 514 937-288
Télécopieur : 514 937-6529

1000 De La Gauchetière Ouest
Bureau 2100
Montréal (Québec) H3B 4W5
Téléphone : 514 904-8100

Courriels :
b.marion@spavocats.ca
g.krief@spavocats.ca

Télécopieur : 514 904-8101
Courriels :
eprefontaine@osler.com
jharding@osler.com

Aucun autre avis ne sera publié ou diffusé en lien avec l'entente.

En cas de divergence entre cet avis et l'entente, l'entente prévaut.

La publication de cet avis a été approuvée par le tribunal.

SCHEDULE B

NOTICE OF HEARING TO APPROVE THE SETTLEMENT

Class actions concerning Amex Bank of Canada credit cards

\$2,650,000 Settlement

Option consommateurs and Amex Bank of Canada ("AMEX") have reached an agreement in three class actions and one motion for leave to bring a class action filed against AMEX and several other financial institutions.

The class actions cover the following practices related to AMEX credit cards:

1. The absence of a complete 21-day grace period;
2. The charging of credit fees in the absence of a 21-day grace period;
3. The charging of over-limit fees; and
4. The charging of cash advance fees.

This settlement, which must be Court-approved, may affect your rights.

Please read this notice carefully.

BASIC INFORMATION

Why is this notice published?

The purpose of this notice is to inform you that Option consommateurs and AMEX have reached a settlement putting an end to the class actions and the motion for leave to bring a class action filed against AMEX. Option consommateurs and its attorneys believe that the settlement is the best solution for the members; they will ask the Superior Court to approve it.

The Superior Court will hold a hearing to determine whether it will approve the settlement and modify the time period of the class actions. You may attend the hearing, which will be held on •, at • in Room • of the Montreal Courthouse, located at 1 Notre-Dame Street East in Montréal.

What was the purpose of the class actions?

Fortin and St-Pierre Class Actions: Option consommateurs claims that, between July 18, 2000 and August 31, 2010, AMEX contravened the *Consumer Protection Act* by charging credit fees while failing to grant the class members a 21-day grace period to meet their obligations;

St-Pierre Class Action: Option consommateurs claims that, between July 20, 2000, and August 31, 2010, AMEX contravened the *Consumer Protection Act* by failing to grant the class members a 21-day grace period to meet their obligations;

Lamoureux Class Action: Option consommateurs claims that, between January 12, 2001 and September 30, 2010, AMEX contravened the *Consumer Protection Act* by charging the class members a fee when they went over their credit limit.

Corriveau Class Action: Option consommateurs claims that, between October 4, 2001 and September 30, 2010, AMEX contravened the *Consumer Protection Act* by failing to include in the calculation of credit rate, the fee charged to the class members when they used their credit card to obtain a cash advance.

AMEX contests the merits of the four class actions and asserts that it has complied with applicable legislation at all times.

Who are the group members?

You are a member of either one of the groups if you meet all of the following conditions:

1. You are a natural person;
2. You are a party to a contract extending variable credit (credit card) that was entered into in Québec with AMEX;
3. You have not used your credit card for the purposes of operating a business; and
4. One or more of the following applies to you:
 - a. At any time between July 18, 2000 and August 31, 2010, you paid credit charges without having been granted a 21-day grace period to pay to meet your obligations (Fortin class Action);
 - b. You paid over-limit fees between January 12, 2001 and September 14, 2016 inclusively (Lamoureux Class Action);
 - c. You paid cash advance fees between October 4, 2001 and September 14, 2016 inclusively (Corriveau Class Action);
 - d. At any time between July 20, 2000 and August 31, 2010, you have not been granted with a complete 21-day grace period to pay to meet your obligations (St-Pierre Class Action);

GROUPS EXTENSION: although groups as defined in the Lamoureux and Corriveau Class Actions have a deadline of September 30, 2010, the parties to the Settlement request to include all credit card holders up to September 14, 2016 or any other date to be determined by the Court. The parties to the Settlement request to include all credit card holders up to August 31, 2010, in the St-Pierre Class Action. The persons concerned by this extension should pay particular attention to the section **OPTING OUT** if they do not wish to receive any compensation or be bound by the Class Actions.

SETTLEMENT SUMMARY

What is the settlement amount?

Without any admission of liability, AMEX agrees to pay a total amount of \$2,650,000 in full and final settlement of the class members' claims.

How will the money be distributed?

After deduction of the fees to be determined by the Court, the balance of the settlement amount, minus the notice publication costs, will be distributed as direct compensation, to be distributed in equal shares to each of the eligible consumer credit card accounts that meet the criteria defined in the settlement agreement.

Who may receive a share of the compensation?

A share of the compensation could be credited to your AMEX credit card account if your account is open and active, if it is associated to a billing address in Québec, if it is not in default, and if it meets the additional compensation criteria defined in the settlement.

If your account meets the additional compensation criteria defined in the settlement, your share of the direct compensation will be credited directly to your account, **without you having to take any action whatsoever.**

The exact amount of the direct compensation that will be credited to each consumer credit card account will only be known at the time of distribution. However, the parties estimate that this share should be approximately \$ ●.

OPTING OUT

If you do not wish to be bound by this settlement for any reason, you must take steps to exclude yourself from the class.

What will happen if I exclude myself?

If you exclude yourself:

1. You will not receive any compensation under the settlement;
2. You will not be bound by the class actions or this settlement;
3. You will not be able to object to this settlement.

What happens if I do not exclude myself?

If you do not exclude yourself:

1. If you have a consumer credit card account that meets the criteria defined in the settlement agreement, you will receive a credit equal to your share of the direct compensation;
2. You will forfeit the right to take your own legal action against AMEX with respect to the absence of a 21-day grace period, over-limit fees, and cash advance fees; and
3. You will be able to object to the settlement.

How can I exclude myself?

To exclude yourself, you must send a duly signed request for exclusion containing the following information to the clerk of the Superior Court:

1. The Court docket numbers for the class actions: 500-06-000203-030, 500-06-000372-066 and 500-06-000373-064;
2. Your name and contact information;
3. Your AMEX credit card account numbers.

Requests for exclusion must be sent by registered or certified mail before ● to the following address:

Clerk of the Superior Court of Quebec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1 Notre-Dame Street East
Suite 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

References: 500-06-000203-030, 500-06-000372-066 and 500-06-000373-064

or

Clerk of the Superior Court of Quebec
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC
300, boulevard Jean-Lesage
Québec (Québec) G1K 8K6

Reference:

St-Pierre Class Action 200-06-000003-038

OBJECTION TO THE SETTLEMENT

You may tell the Court that you do not agree with this settlement or present your arguments to the Court.

How can I present my objection or present my arguments to the Court?

To present your objection or arguments to the Court, you must attend the hearing that will be held on •, at • in room • of the Montréal Courthouse, located at 1 Notre-Dame Street East in Montréal.

Although you are not obligated to do so, it is suggested that you also fill out and send an objection form before the hearing. The objection form can be downloaded from the websites of Option consommateurs or its attorneys or obtained by mail (see "For More Information" below). Make sure that you explain why you do not agree with the settlement.

Do I need an attorney to object?

No. You may object without the assistance of an attorney. If you wish to be represented by an attorney, you may hire one at your own expense.

If I object to the settlement and it is approved, will I remain eligible to receive a share of the compensation?

Yes. You will still receive your share of the direct compensation if you have an account that meets the admissibility criteria defined in the settlement agreement.

FOR MORE INFORMATION

For more information and to access the text of the settlement agreement, its schedules and other forms, please consult the following websites:

- Option consommateurs: www.option-consommateurs.org
- The Attorneys for Option consommateurs: <http://www.spavocats.ca>

The information available on these websites will be updated as required, following the development of the case. You may also contact the attorneys for the parties.

Attorneys for Option consommateurs

SYLVESTRE PAINCHAUD &
ASSOCIÉS
Mes Benoit Marion and Gilles Krief

740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-288
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca /
g.krief@spavocats.ca

Attorneys for the Bank

OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
Mes Éric Préfontaine and Jessica
Harding

1000, de La Gauchetière Street West
Suite 2100
Montréal, QC, H3B 4W5
Telephone: 514 904-8100
Fax: 514 904-8101
Emails: eprefontaine@osler.com /
jharding@osler.com

No other notice will be published or distributed in connection with the settlement.

In case of any discrepancy between this notice and the agreement, the settlement agreement shall prevail.

The publication of this notice has been approved by the Court.

SCHEDULE C

COMMUNIQUÉ DE PRESSE D'OPTION CONSOMMATEURS

Actions collectives : Option consommateurs signe une entente avec une banque qui accepte de verser 2 650 000 \$

Montréal, 2019 – Option consommateurs a conclu une entente avec Banque Amex du Canada (« AMEX »), soit l'une des nombreuses institutions financières qui faisaient l'objet d'actions collectives concernant des cartes de crédit.

AMEX a accepté de verser 2 650 000 \$ dans le cadre de cette entente, sans admission de responsabilité.

L'entente doit être approuvée par la Cour supérieure du Québec lors d'une audience qui se tiendra au Palais de justice de Montréal à une date qui sera déterminée par la Cour.

Des ententes similaires conclues avec d'autres banques ont déjà été approuvées par le tribunal et d'autres seront soumises pour approbation d'ici peu.

Rappel des faits

À partir de 2003, Option consommateurs a déposé des recours collectifs contre des institutions financières. L'organisme soutient notamment que les consommateurs ont droit à être compensés dans les quatre cas suivants : (1) ils n'ont pas eu droit à un délai de grâce complet de 21 jours; (2) ils ont payé des frais de crédit sans se voir accorder de délai de grâce de 21 jours, (3) ils se sont vu facturer et ont payés des frais pour avoir dépassé leur limite de crédit, ou (4) ils ont payé des frais d'avance de fonds.

Ces allégations n'ont pas été prouvées devant le tribunal.

Les membres visés

Cette entente a été conclue pour les personnes qui possèdent une carte de crédit émise par AMEX. Pour être membres des actions collectives, ces personnes doivent avoir été dans l'une ou l'autre des quatre situations mentionnées précédemment. Par contre, elles ne doivent pas avoir utilisé leur carte de crédit pour les fins d'un commerce.

Pour être dédommagé

Afin de recevoir l'indemnité à laquelle ils ont droit, les membres visés par cette entente n'ont aucune démarche spécifique à entreprendre. Un crédit sera appliqué directement aux comptes de carte de crédit à la consommation qui remplissent les critères d'indemnisation additionnels prévus dans l'entente. Pour connaître ces critères, [cliquez ici](#).

Option consommateurs est représentée par le cabinet d'avocats Sylvestre Painchaud & Associés S.E.NC.R.L. (Me Benoît Marion et Me Gilles Krief).

Pour plus d'information sur l'évolution des dossiers au cours des prochains mois, les consommateurs peuvent consulter les sites Web suivants :

- Option consommateurs : www.option-consommateurs.org
- Procureurs d'Option consommateurs : www.sfpavocats.ca/recours-collectifs

À propos d'Option consommateurs

Créée en 1983, Option consommateurs est une association vouée à la défense et à la promotion des droits des consommateurs. Pour ce faire, elle est engagée dans près d'une vingtaine d'actions collectives et s'intéresse aux questions liées à la santé, à l'agroalimentaire, à l'énergie, aux services financiers et aux pratiques commerciales.

Renseignements :

Sylvie De Bellefeuille, avocate, Option consommateurs, 514 598-0620 poste 249,
sdebellefeuille@option-consommateurs.org

SCHEDULE D

OPTION CONSOMMATEURS PRESS RELEASE

Class Actions: Option consommateurs signs an agreement with a bank in the amount of \$2,650,000

Montreal , 2019 – Option consommateurs has entered into an agreement with Amex Bank of Canada (« AMEX »), one of the many financial institutions involved in class actions relating to credit cards.

AMEX has agreed to pay \$2,650,000 as part of this agreement, without admission of liability.

The agreement must be approved by the Superior Court of Quebec during a hearing which will be held at the Montreal Courthouse on a date to be determined by the Court.

Similar agreements reached with other banks have already been approved by the Court and others will be submitted for approval shortly.

Overview of facts

Starting in 2003, Option consommateurs filed class actions against 12 financial institutions. The organization submits *inter alia* that consumers are entitled to be compensated in the following four situations: (1) they were not provided with a complete 21-day grace period, (2) they paid credit charges without having been provided with a 21-day grace period, (2) they were charged and paid over-limit fees, or (3) they paid cash advance fees.

These allegations have not been established before the Court.

Members affected

This agreement has been concluded for the individuals who hold a credit card issued by AMEX. To be a member of the class actions, these individuals must have been in one or more of the four situations mentioned above. However, the individuals must not have used their card for the purposes of conducting a business.

How to receive compensation

In order to receive the compensation to which they are entitled, the members covered by this agreement do not have to take any action whatsoever. A credit will be applied directly to the consumer credit card accounts that fulfil the compensation criteria provided for in the agreement. To access these criteria, [click here](#).

Option consommateurs is represented by the law firm Sylvestre Painchaud & Associés LLP (Me Benoit Marion and Me Gilles Krief).

For more information regarding the development of the cases over the following months, consumers may consult the following Web sites:

- Option consommateurs : www.option-consommateurs.org
- Procureurs d'Option consommateurs : www.spavocats.ca

About Option consommateurs

Founded in 1983, Option consommateurs is an association devoted in advocating and promoting the rights of consumers. To achieve this, it is involved in approximately twenty class actions and is interested in issues relating to health, agrofood, energy, financial services and commercial practices.

Information:

Sylvie de Bellefeuille, lawyer, 514 598-0620 extension 249, sdebellefeuille@option-consommateurs.org

SCHEDULE E

QUESTIONS ET RÉPONSES

Pourquoi un avis a-t-il été publié dans les journaux?

L'avis a pour but d'informer les membres de quatre actions collectives liées aux cartes de crédit émises par Banque Amex du Canada (« AMEX ») qu'Option consommateurs et AMEX ont convenu d'une entente pour ces recours.

Quel sont les objets des recours collectifs?

Dans le cadre des actions collectives, Option consommateurs prétend qu'AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* par les pratiques suivantes liées aux cartes de crédit : l'absence de délai de grâce complet de 21 jours, l'imposition de frais de crédit sans accorder de délai de grâce de 21 jours au consommateur pour que celui-ci acquitte ses obligations, la facturation de frais de dépassement de limite de crédit et la facturation de frais d'avances de fonds. Ces allégations n'ont pas été prouvées en Cour. AMEX nie toute responsabilité et déclare s'être conformée en tout temps à la législation applicable.

Qui est visé par l'entente?

L'indemnité directe sera distribuée en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente. Le compte doit être ouvert et actif et détenu par une personne physique.

Que prévoit l'entente?

Sans admission de responsabilité, AMEX a accepté de verser une somme totale de 2 650 000 \$ en règlement complet et final des réclamations des membres.

Est-ce que l'entente doit être approuvée par le tribunal?

Oui. La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver l'entente. Cette audience aura lieu le • à • dans la salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Est-ce qu'Option consommateurs est satisfaite de l'entente?

Oui. Option consommateurs et ses procureurs sont d'avis que le règlement sert au mieux les intérêts des membres et demanderont à la Cour supérieure de l'approuver.

Comment la somme de 2 650 000 \$ sera-t-elle distribuée?

Après déduction des honoraires des procureurs d'Option consommateurs, le solde de la somme payée par AMEX, moins le coût de publication des avis, sera distribué en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

Qui peut recevoir une part de l'indemnité?

Les personnes physiques qui détiennent une carte de crédit active émise par AMEX remplissant les critères d'admissibilité prévus à l'entente recevront une part égale de l'indemnité directe. Pour l'instant, il n'est pas possible d'établir avec certitude le nombre de personnes qui recevront une part de l'indemnité.

Quelles démarches doit-on faire pour recevoir une part de l'indemnité?

Vous n'avez rien à faire pour recevoir votre part de l'indemnité. Un crédit sera appliqué directement à tous les comptes de carte de crédit qui remplissent les critères d'admissibilité prévus à l'entente. Pour l'instant, il n'est pas possible de déterminer la valeur exacte du crédit qui sera appliqué à chaque compte.

Quand l'indemnité sera-t-elle créditée aux comptes?

Les crédits seront appliqués aux comptes éligibles au plus tard dans les 90 jours suivant la date où le jugement approuvant l'entente deviendra définitif.

Quels sont les critères d'admissibilité pour avoir droit à un crédit?

Pour être éligible à un crédit, le compte de carte de crédit doit remplir les critères suivants :

1. qui est ouvert et actif à la Date de détermination ainsi qu'à la Date de paiement de l'indemnité;
2. pour lequel le nom et le prénom du Détenteur figurent sur la version électronique du Compte;
3. auquel sont associés une adresse postale valide et un code postal se trouvant au Québec;
4. auquel est associé un nombre de cartes de crédit qui est supérieur à zéro;
5. dont tout ou partie du solde est en règle ou dont le paiement n'est pas en souffrance depuis 60 jours au plus;
6. pour lequel une déclaration supplémentaire doit être envoyée conformément au *Règlement sur le coût d'emprunt* DORS/2001-101, à l'égard de la période pendant laquelle le crédit doit être appliqué, sans égard à ce crédit;
7. à l'égard duquel un ou plusieurs des Détenteurs n'ont pas exercé un Droit d'exclusion communiqué aux Procureurs de la Banque par les Procureurs d'Option consommateurs conformément à la Transaction;

SCHEDULE F

QUESTIONS AND ANSWERS

Why was a notice published in the newspapers?

The purpose of the notice is to inform the members of four class actions relating to credit cards issued by Amex Bank of Canada ("AMEX") that Option consommateurs and AMEX have agreed to settle.

What was the purpose of the class actions?

In the context of the class actions, Option consommateurs claimed that AMEX contravened the *Consumer Protection Act* by failing to grant the class members a 21-day grace period, charging credit fees while failing to grant the class members a 21-day grace period to meet their obligations, by charging over limit fees and by charging cash advance fees. These allegations have not been proven in Court. AMEX denies all liability and asserts that it has complied with applicable legislation at all times.

Who is covered by the settlement?

All credit card accounts that meet the eligibility criteria set out in the settlement will receive an equal portion of the direct compensation. The account must be open and active and held by a natural person.

What does the settlement entail?

Without any admission of liability, AMEX has agreed to pay a total amount of \$2,650,000 in full and final settlement of the class members' claims.

Must the settlement be approved by the Court?

Yes. The Superior Court will hold a hearing to determine if it should approve the settlement. This hearing will be held on •, at • in room • of the Montreal Courthouse, located at 1 Notre-Dame Street East in Montréal.

Is Option consommateurs satisfied with the settlement?

Yes. Option consommateurs and its attorneys believe that the settlement is in the best interests of the members and will seek to have it approved by the Superior Court.

How will the amount of \$2,650,000 be distributed?

After deduction of Option consommateurs' attorneys' fees, the balance of the amount paid by AMEX, minus the notice publication costs, will be distributed equally to each of the consumer credit card accounts that meet the eligibility criteria defined in the settlement.

Who may receive a share of the compensation?

All natural persons who hold an active credit card issued by AMEX and who meet the eligibility criteria defined in the settlement will receive an equal share of the direct

compensation. The exact number of persons who will receive a share of the compensation is not known at this time.

What steps must be taken to receive a share of the compensation?

You do not have to take any action whatsoever to receive your share of the compensation. A share of the direct compensation will be credited directly to all credit card accounts that meet the eligibility criteria defined in the settlement. The exact amount that will be credited to each account is not known at this time.

When will the compensation be credited to the accounts?

The credits will be applied to the eligible accounts within 90 days following the date on which the judgement approving the settlement becomes final.

What are the eligibility criteria to qualify for a credit?

To be eligible for a credit, the credit card account must meet the following criteria :

1. any or all of the balance of the account is in good standing on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
2. the account is open and active on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
3. the Cardholder's first and last name appear on the electronic version of the account;
4. the account is associated with a valid Quebec mailing address and postal code;
5. the number of credit cards associated with the account is greater than zero;
6. is an account to which a supplementary disclosure statement is to be sent under the *Cost of Borrowing Regulations* SOR/2001-101, for the period in which the credit is to be applied, without consideration of that credit;
7. is an account in respect of which one or more of the Cardholders has not exercised a right of exclusion as communicated to AMEX's Attorneys by Option consommateurs' Attorneys pursuant to the Settlement;

SCHEDULE G
FORMULAIRE D'OBJECTION

FORMULAIRE D'OBJECTION	
<p><u>Veuillez utiliser ce formulaire <u>seulement</u> si vous vous objectez à ce que le Tribunal approuve la Transaction. N'utilisez pas ce formulaire si vous désirez vous exclure des groupes visés par les recours collectifs.</u></p>	
<p><u>IDENTIFICATION</u></p>	
Nom :	Prénom :
Adresse de résidence :	
<p><u>BANQUE ET NUMÉRO DE COMPTE</u></p>	
<p>Vous devez indiquer si votre carte de crédit est une carte émise par Banque AMEX du Canada (« AMEX ») et votre numéro de compte de carte de crédit AMEX :</p> <p><input type="checkbox"/> J'ai une carte de crédit AMEX</p> <p>Numéro de compte de carte de crédit :</p>	
<p>MOTIFS D'OBJECTION OU PRÉTENTIONS À L'ENCONTRE DE LA TRANSACTION</p>	
<p>(Veuillez joindre une page additionnelle si cet espace est insuffisant)</p>	
Signature :	Date :
<p>Nous vous invitons à transmettre ce formulaire dûment complété au plus tard le • à l'une des adresses suivantes :</p>	
<p>Mes Benoit Marion et Gilles Krief SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. 740 Avenue Atwater Montréal (Québec) H4C 2G9</p>	<p>Mes Éric Préfontaine et Jessica Harding OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L. /s.r.l. 1000 De La Gauchetière Ouest Bureau 2100 Montréal (Québec) H3B 4W5</p>

SCHEDULE H
OBJECTION FORM

OBJECTION FORM	
<p>Please use this form <u>only</u> if you object to the Court approving this Settlement. <u>Do not use this form if you wish to exclude yourself from the groups covered by the class actions.</u></p>	
<u>IDENTIFICATION</u>	
Family name:	Given Name:
Home address:	
<u>BANK AND ACCOUNT NUMBER</u>	
<p>You must indicate whether your credit card is card issued by AMEX Bank of Canada ("AMEX") and provide the account number of your AMEX credit card:</p> <p><input type="checkbox"/> I have an AMEX credit card</p> <p>Credit card account number:</p>	
<u>REASONS FOR OBJECTING OR REPRESENTATIONS WITH RESPECT TO THE SETTLEMENT</u>	
<p>(Please attach an additional page if the space above is insufficient)</p>	
Signature:	Date:
Please send your duly completed form to either of the following addresses by • at the latest:	
Mes Benoit Marion and Gilles Krief SYLVESTRE PAINCHAUD & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. 740 Atwater Avenue Montréal, QC, H4C 2G9	Mes Éric Préfontaine and Jessica Harding OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP 1000, de La Gauchetière Street West Suite 2100 Montréal, QC, H3B 4W5

SCHEDULE I
AVIS DE CRÉDIT

Si votre compte remplit les critères d'admissibilité prévus à la transaction, un crédit apparaissant sur votre relevé sous la référence « Crédit – actions collectives » a été appliqué à votre compte dans le cadre d'une transaction approuvée par la Cour supérieure du Québec.

Pour plus d'information, consultez le www.option-consommateurs.org

SCHEDULE J
NOTICE OF CREDIT

If your account met the eligibility criteria defined in the settlement, a credit appearing on your statement under the heading "Class Action Credit", was applied to your account as part of a settlement approved by the Superior Court of Quebec.

For more information, visit www.option-consommateurs.org

SCHEDULE K

UNOFFICIAL FRENCH TRANSLATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000203-030

Actions collectives
COUR SUPÉRIEURE

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

BENOIT FORTIN

Personne désignée

c.

BANQUE AMEX DU CANADA

Défenderesse

N° : 500-06-000373-066

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

MARYLOU CORRIVEAU et al.

Personnes désignées

c.

BANQUE AMEX DU CANADA et al.

Défenderesses

N° : 500-06-000373-064

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

MARYLOU CORRIVEAU et al.

Personnes désignées

c.

BANQUE AMEX DU CANADA et al.

Défenderesses

CONVENTION DE TRANSACTION

I. PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT l'action collective exercée par Option consommateurs et la personne désignée Benoît Fortin à l'encontre de Banque Amex du Canada dans le dossier de la Cour supérieure du Québec, district judiciaire de Montréal, portant le numéro 500-06-000203-030;

CONSIDÉRANT l' action collective exercée par Option consommateurs et les personnes désignées Marylou Corriveau, Serge Lamoureux, Vivian Mallay, Wendy Lee Simpson, Michel Méthot, Yvon Desrosiers, Benoît Nadeau, Michelle Griffith, Justin Chauvette et Jean Audet à l'encontre de Banque Amex du Canada, Banque de Montréal, Banque Royale du Canada, Banque Nationale du Canada, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Citibanque Canada, MBNA Canada et Banque de Nouvelle-Écosse dans le dossier de la Cour supérieure du Québec, district judiciaire de Montréal, portant le numéro 500-06-000372-066;

CONSIDÉRANT l' action collective exercée par Option consommateurs et les personnes désignées Marylou Corriveau, Justin Chauvette, Vivian Mallay, Michelle Griffith, Pierre Cantara, Sylvain Jovet, Jacques Gagné, Benoît Nadeau, Jean-François Tremblay et Yvon Desrosiers à l'encontre de Banque Amex du Canada, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, Banque Royale du Canada, Banque de Nouvelle-Écosse, Banque Laurentienne, Banque le Choix du Président, La Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal, Citibanque Canada, Fédération des Caisses Desjardins du Québec et Banque MBNA Canada dans le dossier de la Cour supérieure du Québec, district judiciaire de Montréal, portant le numéro 500-06-000373-064;

CONSIDÉRANT la Demande ré-amendée pour permission d'instituer une action collective déposée par Option consommateur et le représentant Joël-Christian St-Pierre à l'encontre de Banque Laurentienne, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, La Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal, Banque HSBC du Canada, Citibanque Canada, Banque Amex du Canada et la Banque Canadian Tire dans le dossier de la Cour supérieure du Québec, District de Québec, portant le numéro 200-06-000033-038;

CONSIDÉRANT que Banque Amex du Canada a produit des défenses dans le cadre des Action collectives, dans lesquelles elle nie toute responsabilité et nie devoir quelque montant que ce soit aux membres des groupes visés par les Actions collectives;

CONSIDÉRANT qu'Option consommateurs et Banque Amex du Canada ont décidé de conclure une transaction en date du 14 septembre 2016 pour régler les Actions collectives entre elles seulement, sans admission quelconque, et ce, dans le but d'éviter le frais et déboursés additionnels liés à la tenue d'un procès éventuel dont l'issue est incertaine;

CONSIDÉRANT le refus de la Cour supérieure du Québec d'approuver le règlement et que cette décision fut maintenue par la Cour d'appel du Québec;

CONSIDÉRANT qu'Option consommateurs et Banque Amex du Canada ont décidé de conclure une nouvelle mouture du règlement prenant en compte les motifs du refus d'approbation par la Cour supérieure du Québec confirmé par la Cour d'appel du Québec;

POUR CES CONSIDÉRATIONS, OPTION CONSOMMATEURS ET BANQUE AMEX DU CANADA CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

II. DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'impose un sens différent, les définitions qui suivent s'appliquent à la Transaction et à ses Annexes. Un mot ou une expression qui exprime un nombre doit s'interpréter de façon à ce que le singulier comprenne le pluriel et vice-versa. Il en va de même pour un mot ou une expression employés au genre masculin, qui doit s'interpréter comme comprenant le féminin et vice-versa, lorsque cela s'avère opportun;

« **Actions collectives** » désigne les actions collectives que la Demanderesse exerce notamment contre la Banque en raison, entre autres, des faits allégués aux Demandes introductives d'instance déposées aux dossiers de la Cour supérieure du Québec portant les numéros 500-06-000203-030, 500-06-000373-066 et 500-06-000373-064 et au dossier 200-06-000033-038;

« **Annexes** » désigne tous les documents que les Parties ont annexés à la Transaction et qui sont identifiés au paragraphe 66, ainsi que tout autre document que les Parties pourraient y annexer avec l'approbation du Tribunal.

« **Audience d'approbation** » désigne l'audience que présidera le Tribunal pour déterminer si la Transaction doit être approuvée sur Demande faite selon l'article 590 du *Code de procédure civile* et conformément aux paragraphes 42 à 48 de la Transaction ainsi que pour l'autorisation dans l'Action collective St-Pierre uniquement;

« **Avis d'audience d'approbation** » désigne l'avis décrit au paragraphe 25 de la Transaction visant à informer les Membre de la tenue de l'Audience d'approbation de la Transaction (Annexes A et B);

« **Avis de crédit** » désigne l'avis décrit au paragraphe 21 de la Transaction (Annexes I et J),

« **Banque** » désigne Banque Amex du Canada parfois appelée « **AMEX** », ainsi que ses entités affiliées, successeurs en titre, ayant droits, employés, dirigeants, administrateurs et représentants;

« **Compte** » désigne un compte lié à une carte de crédit AMEX d'un Détenteur et dont le code postal lié à l'adresse du Détenteur en est un du Québec, sans égard au fait que plusieurs détenteurs soient associés à ladite carte ou que le détenteur soit membre du groupe;

« **Compte admissible** » désigne le Compte d'un Détenteur qui remplit les Critères d'indemnisation additionnels;

« **Critères d'indemnisation additionnels** » à l'égard des Comptes signifie les Comptes ayant les caractéristiques suivantes qui donnent droit à une distribution conformément aux paragraphes 15 à 20 de la Transaction à la Date de détermination, à savoir un Compte :

1. qui est ouvert;
2. pour lequel le nom et le prénom du Détenteur figurent sur la version électronique du Compte;
3. auquel sont associés une adresse postale valide et un code postal se trouvant au Québec;
4. auquel est associé un nombre de cartes de crédit qui est supérieur à zéro;
5. dont tout ou partie du solde n'a pas été radé ou compromis ou dont le paiement n'est pas en souffrance depuis 60 jours au plus;
6. pour lequel une déclaration supplémentaire doit être envoyée conformément au *Règlement sur le coût d'emprunt* DORS/2001-101, à l'égard de la période pendant laquelle le crédit doit être appliqué, sans égard à ce crédit;
7. à l'égard duquel un ou plusieurs des Détenteurs n'ont pas exercé un Droit d'exclusion communiqué aux Procureurs de la Banque par les Procureurs d'Option consommateurs conformément à la Transaction;
8. pour lequel des données transactionnelles existent sous forme électronique;

« **Date de l'avis d'audition d'approbation de la Transaction** » désigne la date à laquelle l'avis d'audition pour l'approbation de la Transaction est publiée ou distribué, en vertu du paragraphe 27 de la Transaction;

« **Date d'entrée en vigueur** » désigne la date à laquelle le Jugement d'approbation devient définitif. Pour les fins des présentes seulement, les Parties conviennent que le Jugement d'approbation deviendra définitif à l'expiration d'un délai de trente (30) jours de la date du Jugement d'approbation ou, si un appel a été interjeté, au moment du rejet de cet appel en dernière instance;

« **Date de détermination** » désigne la date qui survient avant la Date de paiement de l'Indemnité, mais qui s'en approche le plus possible, et à laquelle les Comptes admissibles seront identifiés par la Banque conformément à la Transaction;

« **Date de signature** » désigne à laquelle les deux Parties auront signé l'original de la présente Transaction;

« **Date de paiement de l'Indemnité** » désigne la date à laquelle les Comptes admissibles recevront l'Indemnité forfaitaire, soit dans les quatre-vingt-dix jours (90) suivant la Date d'entrée en vigueur, ou dans un délai raisonnable suivant cette période, sauf entre novembre 2019 et janvier 2020;

« **Délai d'exclusion** » désigne une période de trente (30) jours suivant la publication dans les journaux de l'Avis d'audience d'approbation approuvé par le Tribunal, au cours de laquelle les Membres qui le désirent peuvent s'exclure des Groupes et de la Transaction. Si le Délai d'exclusion prend fin un samedi ou un jour non juridique, ce délai est prolongé jusqu'à minuit le premier jour juridique suivant;

« **Demande d'autorisation** » désigne la demande ré-amendée pour autorisation d'instituer une action collective devant la Cour supérieure du Québec, district de Québec, dans le dossier 200-06-000033-038 (Action collective St-Pierre);

« **Demandes introductives d'instance** » désigne les demandes introductives d'instance déposées dans le cadre de l'un ou l'autre des Actions collectives Fortin, Coriveau ou Lamoureux, telles qu'amendées et/ou précisées;

« **Demanderesse** » désigne Option consommateurs;

« **Détenteur** » désigne une personne physique détentrice d'une carte de crédit AMEX, pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce, émise en vertu d'un contrat de crédit variable conclu avec AMEX;

« **Documents** » désigne, quel que soit le support, tous les actes de procédures, affidavits, pièces, transcriptions d'interrogatoires, réponses aux engagements, procès-verbaux d'audience ou de conférence de gestion et les transcriptions y reliées, le cas échéant, lettres et courriels échangés entre les Procureurs de la Banque et les Procureurs d'Option consommateurs ou entre ces derniers et le Tribunal;

« **Droit d'exclusion** » désigne le droit d'un Membre de s'exclure de la Transaction conformément aux termes et modalités prévus aux paragraphes 32 à 35 de la Transaction;

« **Droit de retrait** » a le sens indiqué aux paragraphes 37 à 42 de la Transaction;

« **Fonds d'aide** » désigne le Fonds d'aide aux actions collectives créé en application de la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, L.R.Q., chapitre F-3.2.0.1.1;

« **Formulaire d'objection** » désigne le formulaire mis à la disposition des Membres qui désirent s'opposer à la Transaction. Une copie de ce formulaire, dont l'utilisation est facultative, est annexée aux présentes (Annexes G et H);

« **Groupes** » désigne :

- a) les groupes décrits dans les jugements autorisant les Actions collectives Fortin, Coriveau et Lamoureux, tels qu'amendés par les jugements rendus par le Tribunal le 27 octobre 2010 :

Action collective Coriveau : « Toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable conclu au Québec avec [...] Banque Amex du Canada [...] pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce, et qui ont payé [...] à Banque Amex du Canada, entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010, des frais d'avance de fonds pour des transactions au Canada ou à l'étranger ».

Action collective Fortin : « Toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec la Banque Amex du Canada pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce et qui ont payé, entre le 18 juillet 2000 et le 31 août 2010, à la Banque Amex du Canada des frais de crédit sans se voir accorder le délai de grâce d'au moins 21 jours prévus à la Loi sur la protection du consommateur pour qu'elles acquittent leurs obligations mensuelles »;

Action collective Lamoureux : « Toutes les personnes physiques qui sont parties à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec [...] Banque Amex du Canada [...] pour une fin autre que celle de l'exploitation d'un commerce et qui se sont vu imposer, entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010, des frais qu'elles ont payés à la suite du dépassement de leur limite de crédit »;

- b) Le groupe en faveur duquel une autorisation est recherchée dans l'Action collective St-Pierre :

Action collective St-Pierre : « Tous les consommateurs au Québec (au sens de la Loi sur la protection du consommateur) étant ou ayant été détenteurs d'une carte de crédit émise par l'une des intimées, et s'étant vus imposer une période inférieure à vingt-et-un (21) jours entre la date à laquelle leur état de compte mensuel leur fut posté et la date à laquelle les intimées peuvent exiger ou exigent des frais de crédit, à l'exclusion des frais de conversion de devises étrangères et du groupe visé dans le dossier de cour 500-06-000203-030 »;

« **Indemnisation directe** » a le sens indiqué au paragraphe 11 de la Transaction;

« **Indemnité** » désigne la somme que la Banque s'est engagée à payer au terme des paragraphes 10 à 15 de la Transaction, soit 2 650 000 \$;

« **Indemnité forfaitaire** » a le sens indiqué au paragraphe 15 de la Transaction;

« **Jugement d'approbation** » désigne la décision du Tribunal visant à approuver la Transaction;

« **Jugement de pré-approbation** » désigne la décision du Tribunal visant à autoriser la publication de l'Avis d'audience d'approbation;

« **Jugement de clôture** » désigne la décision du Tribunal approuvant la reddition de comptes;

« **Membre** » désigne une personne qui fait partie d'au moins un des quatre Groupes;

« **Objection** » désigne la formulation d'une objection par un Membre à la Transaction ou le fait par un Membre de faire valoir ses prétentions sur la Transaction conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile*, en fonction des termes et modalités proposés aux paragraphes 46 et 47 de la Transaction;

« **Parties** » désigne la Demanderesse, les Personnes désignées et la Banque;

« **Parties donnant quittance** » désigne Option consommateurs, ses procureurs et les Personnes désignées, en leurs propres nom et aux noms des Membres n'ayant pas exercé leur Droit d'exclusion ainsi qu'au nom de leurs mandataires, représentants, ayant cause et ayants droit;

« **Période visée** » désigne la période i) dans le cas de l'Action collective Fortin, du 18 juillet 2000 jusqu'au 31 août 2010; ii) dans le cas de l'Action collective Lamoureux, du 12 janvier 2001 jusqu'au 14 septembre 2016; iii) dans le cas de l'Action collective Corriveau, du 4 octobre jusqu'au 14 septembre 2016; et iv) dans le cas de l'Action collective St-Pierre, du 21 juillet 2000 jusqu'au 31 août 2010;

« **Personnes désignées** » les Membres désignés par Option consommateurs en vertu de l'article 571 du *Code de procédure civile* et reconnus comme tels par le Tribunal, à savoir Benoît Fortin, Marylou Corriveau, Serge Lamoureux et Joël-Christian St-Pierre;

« **Procédure d'exclusion** » désigne la procédure d'exercice du Droit d'exclusion conformément aux termes et modalités prévus aux paragraphes 32 à 35 de la Transaction;

« **Procureurs de la Banque** » désigne le cabinet Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L. / s.r.l.;

« **Procureurs d'Option consommateurs** » désigne le cabinet Sylvestre Fafard Painchaud S.E.N.C.R.L. qui représente la Demanderesse et les Personnes désignées dans le cadre des Actions collectives Fortin, Corriveau et Lamoureux ainsi que le cabinet BGA Inc. qui représente la Demanderesse et les Personnes Désignées dans le cadre de l'Action collective St-Pierre. Aux fins des présentes, il est entendu que lesdits procureurs ne représentent pas les Membres individuellement. Toute mention dans la Transaction de communications ou de paiements aux procureurs d'Option consommateurs réfère uniquement au cabinet Sylvestre Painchaud & associées S.E.N.C.R.L., qui ont été mandatés par le cabinet BGA Inc. afin de recevoir toute communication et tout paiement en vertu de la Transaction;

« **Action collective Corriveau** » désigne l'action collective que la Demanderesse a intenté notamment contre la Banque en raison des faits allégués à la Demande introductive d'instance déposée au dossier de la Cour supérieure du Québec portant le numéro 500-06-000373-064;

« **Action collective Fortin** » désigne l'action collective que la Demanderesse a intenté contre la Banque en raison des faits allégués à la Demande introductive d'instance déposée au dossier de la Cour supérieure du Québec portant le numéro 500-06-000203-030;

« **Action collective Lamoureux** » désigne l'action collective que la Demanderesse a intenté notamment contre la Banque en raison des faits allégués à la Demande introductive d'instance déposée au dossier de la Cour supérieure du Québec portant le numéro 500-06-000373-066;

« **Action collective St-Pierre** » désigne la Demande en autorisation d'exercer une action collective déposée au dossier de la Cour supérieure du Québec, district de Québec, portant le numéro 200-06-000033-038;

« **Transaction** » désigne la présente convention, y compris ses Annexes et modifications subséquente ainsi que toute autre convention subséquente que les Parties pourraient y ajouter avec l'autorisation du Tribunal;

« **Tribunal** » désigne la Cour supérieure du Québec;

« **Tronquer à la cent** » ou « **Troncature** » désigne la troncature d'un montant à la partie entière du centième de dollars canadien. Par exemple, la troncature au centième de 78,637\$ est 78,63 \$.

III. PORTÉE ET ÉTENDUE DE LA TRANSACTION

1. Le préambule et les définitions font partie intégrante de la Transaction;
2. Par la Transaction, la Demanderesse, les Personnes Désignées et la Banque désirent régler entre elles et au nom des Membres toutes les réclamations, toutes les allégations, tous les reproches ou causes d'action de quelque nature que ce soit en lien avec les faits allégués aux Demandes introductives d'instance, et ce, suivant les modalités de la Transaction;
3. La Transaction est conditionnelle à ce que le Tribunal l'approuve entièrement faute de quoi la Transaction sera réputée nulle et non avenue et ne sera génératrice d'aucun droit ou obligation en faveur ou à l'encontre des Parties, des Personnes désignées et des Membres des Groupes;
4. Option consommateurs, les Personnes désignées et la Banque s'engagent à collaborer et à mettre en œuvre les efforts et les moyens requis afin d'appuyer et de démontrer le caractère juste et raisonnable de la Transaction et de justifier le fondement de celle-ci afin qu'elle soit approuvée par le Tribunal, ainsi que d'effectuer de façon conjointe les représentations devant le Tribunal dans le cadre des auditions visant l'obtention du Jugement de pré-approbation, du Jugement d'approbation et du Jugement de Clôture;
5. Option consommateurs, les Personnes désignées et la Banque présenteront au moment de l'Audience d'Approbation une Demande pour autorisation d'amender afin de modifier la date butoir du groupe dans les actions collectives Corriveau et Lamoureux pour qu'elle soit prolongée au 14 septembre 2016;
6. Pour les fins de l'approbation de la Transaction, Option consommateurs, la Personne désignée et la Banque présenteront une Demande pour autorisation d'instituer une action collective dans l'Action collective St-Pierre;

IV. FAITS ET CONSIDÉRATIONS SOUS-JACENTS À LA TRANSACTION

7. Les faits et considérations sous-jacents à la Transaction et justifiant l'entente intervenue entre les Parties telle qu'attestée par la Transaction sont les suivants :

- a. L'Indemnité est proportionnelle aux risques et aux incertitudes inhérents aux Actions collectives, en tenant compte de la question constitutionnelle se rapportant à l'applicabilité aux banques de la *Loi sur la protection du consommateur*, LRQ, c.P-40.1 et à son effet;
- b. L'Indemnité est raisonnable compte tenu non seulement des arguments constitutionnels soulevés, mais également des risques reliés à un procès et des commentaires concernant les frais formulés par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Marcotte* ainsi que l'impact desdits commentaires sur le mérite des Actions collectives Coriveau et Lamoureux;
- c. Le chevauchement potentiel des Membres des Groupes d'une action collective à l'autre, notamment le fait qu'un Membre d'un Groupe serait vraisemblablement Membre d'un ou des autres Groupes;
- d. Il serait difficile et onéreux pour les Parties d'estimer le montant des réclamations totales des Membres dans le cadre des Actions collectives Fortin et St-Pierre, vu la complexité de l'estimation du nombre de variables dont il faut tenir compte et le délai nécessaire pour ce faire;
- e. Les Parties ne peuvent savoir avec certitude si ce processus d'estimation permettrait d'établir de façon suffisamment exacte le montant total des réclamations des Membres dans le cadre des Actions collectives Fortin et St-Pierre;
- f. La Banque a cessé la pratique reprochée dans le cadre des Actions collectives Fortin et St-Pierre depuis le 31 août 2010;
- g. La Cour supérieure du Québec a approuvé une transaction dans le dossier *Ptack c. Banque Amex du Canada* portant le numéro 500-06-000227-047, ce qui pourrait affecter l'issue au mérite de l'Action collective St-Pierre;
- h. La Banque a communiqué à Option consommateurs une déclaration assermentée de Leonard Varaska à propos des faits dans l'Action collective St-Pierre, et plus particulièrement le fait que la Banque n'aurait pas imposé de frais de finance lorsque le détenteur acquittait l'intégralité de la balance due en vertu de son relevé de compte dans les vingt-et-un (21) jours de la date à laquelle ledit relevé lui a été envoyé par la poste;
- i. Le refus de la Cour supérieure du Québec d'approuver la première Transaction ainsi que la confirmation dudit refus par la Cour d'appel du Québec implique que le montant à être distribué à chaque membre sera

supérieure au montant prévu dans la première Transaction, malgré le temps écoulé;

8. Tenant compte de ces faits, et reconnaissant que la poursuite des Actions collectives engendrerait des coûts substantiels et des délais additionnels, incluant la possibilité d'appels, les Parties estiment que l'entente attestée par la Transaction est juste, opportune, raisonnable et appropriée dans les circonstances et dans le meilleur intérêt des Membres et d'une saine administration de la justice;
9. Option Consommateurs et ses Procureurs déclarent avoir conclu la première Transaction datée du 14 septembre 2016 et la présente Transaction notamment suivant la prémisse que la proportion attribuable à l'Action collective St-Pierre représenterait 24.5% de la valeur totale de l'indemnité à être versée;

V. CONTREPARTIE FINANCIÈRE DE LA BANQUE

10. La Banque versera une Indemnité de 2 650 000 \$ en paiement complet (capital, intérêts, indemnité additionnelle et tous les frais et coûts de quelque nature) de toutes les réclamations, considérant que la période couverte par les Actions collectives Corriveau et Lamoureux est limitée au 14 septembre 2016;
11. Après déduction des honoraires des Procureurs d'Option consommateurs, à être déterminée par le Tribunal, le solde de l'Indemnité payable par la Banque, moins les coûts de publication de l'Avis d'audience d'approbation prévu au paragraphe 26 de la Transaction, sera distribué à titre d'Indemnisation directe versée aux Comptes Admissibles des Membres, selon les modalités prévues aux paragraphes 15 à 20 de la Transaction;
12. Les coûts relatifs à la mise en œuvre de l'Indemnisation directe versée aux Comptes Admissibles seront assumés par la Banque, à savoir les coûts relatifs à l'implantation du mécanisme d'Indemnisation directe des Comptes Admissibles selon les modalités prévues aux paragraphes 15 à 20 de la Transaction;
13. Tout problème lié à l'interprétation de la Transaction ou à sa mise en œuvre, y compris les difficultés techniques ou autres, sera déferé au Tribunal pour que ce dernier tranche la question ou donne des directives à cet égard, selon le cas;
14. Nonobstant ce qui précède, dans l'éventualité où le Tribunal n'approuverait pas la présente Transaction ou encore dans l'éventualité où la Banque exercerait son Droit de retrait prévu aux paragraphes 36 à 41 de la Transaction, la Banque assumera néanmoins les frais de publication de l'Avis d'audience d'approbation;

VI. INDEMNISATION DES MEMBRES DU GROUPE

15. Chacun des Comptes Admissibles recevra une part égale de l'Indemnisation directe selon le processus et les modalités suivants (l'« Indemnité forfaitaire »);
16. L'Indemnité forfaitaire sera versée à la Date de paiement de l'Indemnité par l'entremise d'un crédit appliqué directement à chacun des Compte admissibles;
17. L'Indemnité forfaitaire qui sera créditée à chacun des Comptes admissibles à la Date de paiement de l'Indemnité correspond au montant de l'Indemnisation directe divisé par le nombre total de Comptes admissibles à la Date de détermination, tronqué à la cent et répartie de façon égale dans chacun des Comptes admissibles;
18. Pour plus de certitude, l'Indemnité forfaitaire devant être créditée aux Comptes admissibles sera la même, peu importe que le Détenteur soit Membre d'un ou de plusieurs Groupes et une seule Indemnité forfaitaire sera créditée à chaque Compte admissible, sans égard au nombre de Détenteur de ce compte ou la présence d'un Détenteur principal;
19. Les Membres détenant des Comptes admissibles ne s'étant pas exclus des Actions collectives et n'ayant pas exercé le Droit d'exclusion recevront l'Indemnité forfaitaire sans avoir à formuler quelque réclamation ou autre demande que ce soit à cet égard;
20. La Banque publiera et diffusera, à ses frais, un message (Annexes I et J) sur les états de compte sur lesquels apparaîtront le crédit appliqué aux Comptes admissibles;

VII. PROCÉDURE DE PRÉ-APPROBATION DE LA TRANSACTION

21. Les Procureurs d'Option consommateurs produiront auprès du Tribunal une Demande pour approbation de l'Avis d'audience d'approbation;
22. Au cours de l'audition de la Demande pour approbation de l'Avis d'audience d'approbation, les Procureurs d'Option consommateurs et les Procureurs de la Banque effectueront de façon conjointe des représentations devant le Tribunal en vue de solliciter l'obtention du Jugement de pré-approbation, lequel vise l'autorisation de publier l'Avis d'audience d'approbation;
23. L'Avis d'audience d'approbation constitue le seul avis qui sera donné aux Membres eu égard à la Transaction et, suite à l'approbation de la Transaction par le Tribunal, aucun autre avis ne sera publié ou diffusé aux Membres suite au Jugement d'Approbation ou au Jugement de Clôture, et ce, nonobstant l'article 591 du *Code de procédure civile*;

24. Les Parties reconnaissent que le Tribunal peut modifier le texte et les modalités de diffusion et de publication de l'Avis d'audience d'approbation, ce qui ne constitue pas un motif de nullité ni de résiliation de la Transaction, à moins que de telles modifications n'entraînent une augmentation significative et substantielle des frais de diffusion et de publication de l'Avis d'audience d'approbation;

25. L'Avis d'audience d'approbation indiquera notamment :

- a. L'existence des Actions collectives et la définition des Membres;
- b. La survenance de la Transaction et le fait qu'elle sera soumise au Tribunal pour approbation, en spécifiant la date, le lieu et l'heure de l'Audience d'approbation;
- c. L'Indemnisation directe des Membres prévue à la Transaction et les modalités et conditions y afférentes;
- d. Les conséquences et les effets de l'approbation de la Transaction par le Tribunal;
- e. L'existence du Droit d'exclusion et de la Procédure d'exclusion;
- f. Le droit des Membres de se faire entendre devant le Tribunal eu égard à la Transaction;
- g. Le fait que l'Avis d'audience d'approbation sera le seul avis aux Membres des Groupes eu égard à la Transaction et que, suite à l'approbation de la Transaction par le Tribunal, aucun autre avis ne sera publié ou diffusé aux Membres des Groupes suite au Jugement d'approbation ou au Jugement de clôture, et ce, nonobstant l'article 591 du *Code de procédure civile*;

26. L'Avis d'audience d'approbation sera diffusé et publié en fonction des modalités suivantes :

- a. Une parution unique dans deux journaux francophones, en l'occurrence *La Presse Plus* et *Le Soleil*, et un journal anglophone, en l'occurrence *The Gazette*, dans un délai de trente (30) jours suivant le Jugement de pré-approbation. La Banque transmettra les épreuves préparées par ces quotidiens pour la publication de l'Avis d'audience d'approbation en fonction des Annexes A et B aux Procureurs d'Option consommateurs au moins trois (3) jours précédant la date de tombée de ces quotidiens afin qu'ils puissent en vérifier la rédaction et, le cas échéant, y apporter les modifications nécessaires, avec la collaboration des Procureurs de la Banque. Les frais de publication de l'Avis d'audience d'approbation en

fonction du présent sous-paragraphe seront déduits de l'Indemnisation directe;

- b. La création d'un hyperlien sur les versions française et anglaise de la page d'accueil du site Internet d'Option consommateurs (www.option-consummateurs.org) vers une page Internet contenant une version électronique de la Transaction et des Annexes A, B, E, F, G et H et de tout communiqué de presse qui aura été publié par Option consommateurs conformément aux conditions de la Transaction, et ce, aux frais d'Option consommateurs, et ce, de la date de parution de l'Avis d'audience d'approbation dans les journaux, jusqu'au quarante-cinquième (45^e) jour suivant la Date de paiement de l'Indemnité;
 - c. La création d'un hyperlien sur les versions française et anglaise de la page « Actions collectives » du site Internet des Procureurs d'Option consommateurs (www.spavocats.ca/fr/action-collective) renvoyant à une version électronique de la Transaction et des Annexes A, B, E, F, G et H, et ce, aux frais d'Option consommateurs et/ou des Procureurs d'Option consommateurs, et ce, de la date de parution de l'Avis d'approbation dans les journaux, jusqu'au quarante-cinquième (45^e) jour suivant la Date d'entrée en vigueur;
27. Dans les dix (10) jours du dépôt de la Demande pour approbation de l'Avis d'audience d'approbation, Option consommateurs pourra publier un communiqué de presse et donner des entrevues se rapportant exclusivement au contenu du communiqué de presse et conformément aux conditions de la Transaction faisant l'objet des Annexes C et D, et, à moins d'entente à l'effet contraire et sous réserve des paragraphes suivants, aucun autre communiqué de presse ou entrevue ne sera par la suite publié ou donnée (selon le cas) par la Banque ou par Option consommateurs ou leurs Procureurs respectifs en lien avec le dépôt de la Demande pour approbation de l'Avis d'audience d'approbation. Option consommateurs s'engage à donner à la Banque un préavis par courriel d'au moins vingt-quatre (24) heures préalablement à la publication, diffusion ou communication de ce communiqué de presse. Ce préavis devra être donnée entre 8h30 et 13h, un jour ouvrable;
28. Dans les cinq (5) jours du Jugement d'approbation, Option consommateurs pourra publier le communiqué de presse et donner des entrevues faisant état de ce jugement, mais se rapportant exclusivement au contenu du communiqué de presse. Ce communiqué de presse devra reprendre substantiellement, avec les adaptations nécessaires, le contenu du projet de communiqué de presse de l'Annexe C et, à moins d'entente à l'effet contraire, aucun autre communiqué de presse ou entrevue ne sera par la suite oublié ou donné (selon le cas) par Option consommateurs ou par ses Procureurs en lien avec la Transaction. Option consommateurs s'engage à donner à la Banque par l'entremise de leurs Procureurs respectifs un préavis par courriel d'au moins vingt-quatre (24) heures préalablement à la publication, diffusion ou communication de ce communiqué

de presse. Ce préavis devra être donné entre 8h30 et 13h, un jour ouvrable. Les Parties seront autorisées à donner des entrevues dans les médias sans obtenir d'abord le consentement des autres Parties, à condition que leurs commentaires seront essentiellement les mêmes que ceux contenus dans le projet de communiqué de presse;

29. Sous réserves de leur obligation de divulgation et autres obligations légales, les Parties s'entendent à faire un effort afin de conserver leurs négociations et la présente Transaction confidentielles jusqu'à la Date de signature. Il est entendu que la Banque, Option consommateurs et leurs Procureurs respectifs pourront discuter de la Transaction visée avec les procureurs des autres parties défenderesses aux présentes Actions collectives, sous réserve de leur engagement de ne pas rendre public l'existence ou le contenu des négociations ou de la Transaction; cependant, la Banque et les Procureurs de la Banque ne devront pas divulguer le montant de la Transaction aux procureurs des autres parties défenderesses aux Actions collectives jusqu'à ce que ce montant soit divulgué par les Procureurs d'Option consommateurs ou qu'il soit rendu public autrement;
30. Nonobstant ce qui précède, si la confidentialité de la présente Transaction était compromise, les Parties et leurs Procureurs respectifs pourront répondre aux questions des journalistes tout en s'assurant de respecter substantiellement le texte des Annexes C et D;
31. Dans l'éventualité où le Tribunal refuserait d'accueillir la Demande pour approbation de l'Avis d'audience d'approbation ou refuserait d'autoriser la publication de l'Avis d'audience d'approbation à moins de modifications significatives et substantielles ayant un impact sur la mise en œuvre et l'exécution de la Transaction, la Transaction serait nulle et non avenue et ne serait génératrice d'aucun droit ou obligation en faveur ou à l'encontre des Parties;

VIII. EXCLUSION DE LA TRANSACTION

32. Les Membres ont le droit de s'exclure de la Transaction;
33. L'exercice du Droit d'exclusion par un Membre entraîne la perte du droit au bénéfice de la Transaction et la perte de la qualité de Membre;
34. Le Membre désirant exercer son Droit d'exclusion doit obligatoirement, avant l'expiration du Délai d'exclusion, transmettre par courrier recommandé ou certifié au greffier du Tribunal, une demande d'exclusion écrite et dûment signée par le Membre et contenant les renseignements suivants :
 - a. Le numéro de dossier des Actions collectives visées;
 - b. Le nom et les coordonnées du Membre exerçant son Droit d'exclusion;

- c. Le numéro de compte du Membre;
- d. Le nom de la Banque;
- e. La demande d'exclusion doit être transmise à l'adresse suivante avant l'expiration de la date limite d'exclusion :

Grefte de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Références :

Action collective Fortin 500-06-000203-030
Action collective Lamoureux 500-06-000372-066
Action collective Corriveau 500-06-000373-064

OU

Grefte de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC
300, boulevard Jean-Lesage
Québec (Québec) G1K 8K6

Référence :

Action collective St-Pierre 200-06-000003-038

35. Les Membres qui n'auront pas exercé le Droit d'exclusion suivant la Procédure d'exclusion avant l'expiration du Délai d'exclusion seront irrévocablement réputés avoir choisi de participer à la Transaction et seront liés par la Transaction suite à son approbation par le Tribunal et par tout jugement ou ordonnance postérieurs du Tribunal s'il en est;

IX. DROIT DE RETRAIT

36. Les Procureurs d'Option consommateurs communiqueront aux Procureurs de la Banque, le septième (7^e) jour avant l'Audience d'approbation, la liste des Membres ayant exercé le Droit d'exclusion, y compris leurs coordonnées;
37. Dans l'éventualité où plus de cinq cents (500) Membres exerceraient le Droit d'exclusion, la Banque aurait le droit de mettre un terme à sa participation et de résilier la Transaction. L'exercice du Droit de retrait résulte de la seule volonté de la Banque, sans qu'il ne soit nécessaire d'aviser ou de consulter Option consommateurs ou les Procureurs d'Option consommateurs ou d'obtenir leur consentement;

38. L'exercice du Droit de retrait sera réalisé au plus tard deux (2) jours avant l'Audience d'approbation;
39. L'exercice du Droit de retrait sera réalisé par la signification par huissier, par les Procureurs de la Banque aux Procureurs d'Option consommateurs, d'un avis à cet égard et par la communication de cet avis au Tribunal;
40. Dans l'éventualité où la Banque déciderait d'exercer le Droit de retrait, la Transaction serait nulle et non avenue et ne serait génératrice d'aucun droit ou obligation en faveur ou à l'encontre des Parties;
41. Dans l'éventualité où la Banque déciderait d'exercer le Droit de retrait, le Tribunal pourrait lui ordonner de publier et de diffuser un avis aux Membres pour les informer qu'elle a exercé son Droit de retrait, que la Transaction est nulle et non avenue et que les procédures des Actions collectives se poursuivent. La Banque assumerait les frais de diffusion et de publication d'un tel avis;

X. PROCÉDURE D'APPROBATION DE LA TRANSACTION

42. Après la publication de l'Avis d'audience d'approbation, les Procureurs d'Option consommateurs produiront auprès du Tribunal une Demande en approbation de la Transaction pour la tenue de l'Audience d'approbation;
43. La Demande en approbation de la Transaction devra avoir été signifiée par les Procureurs d'Option consommateurs au Fonds d'aide conformément aux dispositions du *Code de procédure civile*, à la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives* et au *Règlement de procédure civile de la Cour supérieure* en tout temps opportun avant l'Audience d'approbation;
44. Au cours de l'Audience d'approbation, les Procureurs d'Option consommateurs et les Procureurs de la Banque effectueront de façon conjointe les représentations devant le Tribunal pour l'obtention du Jugement d'approbation, lequel vise l'approbation de la Transaction;
45. L'Audience d'approbation ne pourra avoir lieu avant l'expiration d'un délai de trente (30) jours suivant la publication dans les journaux de l'Avis d'audience d'approbation (Annexes A et B);
46. Les Membres qui le désirent pourront faire valoir une Objection lors de l'Audience d'approbation devant le Tribunal. À cet égard, les Membres qui désirent formuler une Objection sont invités à informer par écrit les Procureurs d'Option consommateurs et les Procureurs de la Banque des motifs de leur Objection au moins cinq (5) jours avant l'Audience d'approbation par la communication d'un document contenant les renseignements suivants :
 - a. Le numéro de dossier des Actions collectives visées;
 - b. Le nom et les coordonnées du Membre formulant une Objection;
 - c. Le numéro de compte du Membre formulant une Objection;

d. Une description sommaire des motifs d'objection;

47. L'Objection peut être transmise aux Procureurs d'Option consommateurs et aux Procureurs de la Banque aux adresses mentionnées au paragraphe 76 de la Transaction. Les Membres qui désirent formuler une Objection pourront, sans y être tenus, utiliser le Formulaire d'objection (Annexes G et H) pour formuler leur Objection;
48. Dans l'éventualité où le Tribunal refuserait d'accueillir la Demande pour approbation de la Transaction, ou qu'il refuserait d'approuver la Transaction, la Transaction serait nulle et non avenue et ne serait génératrice d'aucun droit ou obligation en faveur ou à l'encontre des Parties;

XI. HONORAIRES ET DÉBOURS DES PROCUREURS D'OPTION CONSOMMATEURS

49. Au cours de l'Audience d'approbation, les Procureurs d'Option consommateurs feront leurs représentations devant le Tribunal relativement au pourcentage de l'Indemnité à être payée qui devrait être versé aux Procureurs d'Option consommateurs à titre d'honoraires judiciaires et extrajudiciaires et de débours engagés et à engager jusqu'au Jugement de clôture pour les services rendus par les Procureurs d'Option consommateur dans le cadre des Actions collectives et de la Transaction. Pour être plus claire, les honoraires des Procureurs d'Option consommateur seront déduits du montant de l'Indemnité;
50. Pas plus tard que le 20^e jour ou dans un délai raisonnable avant la Date d'entrée en vigueur, les Procureurs d'Option consommateurs communiqueront à la Banque : (i) un état de compte contenant les montants des honoraires judiciaires et extrajudiciaires ainsi que des débours, tels qu'approuvés par le Tribunal (incluant les taxes applicables), et (ii) les informations requises pour le transfert de fonds;
51. À la Date d'entrée en vigueur, la Banque versera aux Procureurs d'Option consommateurs le montant correspondant aux honoraires judiciaires et extrajudiciaires, frais d'experts et débours qui auront été approuvés par le Tribunal dans le cadre du Jugement d'approbation;
52. En considération du paiement de ces honoraires judiciaires et extrajudiciaires, frais d'experts et débours, les Procureurs d'Option consommateurs ne réclameront de la Banque ou des Membres des Groupes aucun autre honoraire ou débours, de quelque nature ou source que ce soit, directement ou indirectement, et ne prélèveront aucun autre pourcentage sur l'Indemnité;
53. Les Parties reconnaissent que dans l'éventualité où le Tribunal n'approuve pas les montants soumis par les Procureurs d'Options consommateurs pour leurs honoraires judiciaires et extrajudiciaires, frais d'experts et débours, ou que le Tribunal approuve un montant inférieur, la présente Transaction demeure valide et en vigueur, et est génératrice de droits et d'obligation en faveur et à l'encontre

des Parties, Personnes Désignées et Membres des Groupes décrit dans la présente;

XII. MONTANT À ÊTRE VERSÉ AU FONDS D'AIDE

54. Si, suite à la mise en œuvre, l'administration et l'exécution de la Transaction, il existe un reliquat (pouvant découler entre autres de la Troncature ou de Comptes admissibles fermés entre la Date de Détermination et la Date de paiement de l'Indemnité), les Parties conviennent que l'entièreté de ce reliquat sera remis au Fonds d'aide, et ce, nonobstant le fait que le *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives* (chapitre R-2.1,r. 2) prévoit le paiement d'une portion moindre;
55. Le reliquat à être versé au Fonds d'aide, le cas échéant, sera payé par la Banque, dans un délai raisonnable suivant la Date de paiement de l'Indemnité, par la remise aux Procureurs d'Option consommateurs du montant déterminé selon les modalités et conditions du paragraphe précédent;

XIII. REDDITION DE COMPTES ET JUGEMENT DE CLÔTURE

56. La Banque devra rendre compte de la mise en œuvre et de l'exécution de la Transaction dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de paiement de l'Indemnité, ou dans un délai raisonnable suivant cette date;
57. À cet égard, la Banque devra transmettre et indiquer les informations suivantes, par la communication d'un ou plusieurs affidavits émanant d'un ou plusieurs représentants de la Banque attestant de l'exactitude et de la véracité des faits énoncés, lesquels affidavits seront appuyés par la documentation et les pièces justificatives appropriées et seront produits devant le Tribunal :
- a. Le fait que la Transaction a dûment été mise en œuvre et exécutée à la Date de paiement de l'Indemnité;
 - b. Le nombre de Comptes admissibles ayant reçu une Indemnité forfaitaire à la Date de paiement de l'Indemnité en fonction des termes et modalités pour la remise de l'Indemnisation directe prévus aux paragraphes 15 à 20 de la Transaction;
 - c. Le montant de l'Indemnité forfaitaire remise dans les Comptes admissibles à la Date de paiement de l'Indemnité;
 - d. Le fait que l'Avis de crédit a été publié et diffusé aux états de compte des Comptes admissibles conformément aux termes et modalités prévus au paragraphe 20 de la Transaction;
 - e. La remise aux Procureurs d'Option consommateurs, à la Date d'entrée en vigueur, du montant qui aura été approuvé par le Tribunal pour les honoraires judiciaires et extrajudiciaires, frais d'experts et débours

engagés et à engager jusqu'au Jugement de clôture, en fonction des termes et modalités prévus aux paragraphes 50 à 52 de la Transaction;

- f. La remise aux Procureurs d'Option consommateurs du montant déterminé selon les modalités et conditions des paragraphes 54 et 55 de la Transaction;

58. Dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Date de paiement de l'Indemnité, les Procureurs de la Banque produiront auprès du Tribunal une Demande pour obtention du Jugement de clôture afin de faire approuver la bonne mise en œuvre et exécution de la Transaction, laquelle Demande sera appuyée des affidavits mentionnés au paragraphe précédent;

59. Cette Demande pour l'obtention d'un Jugement de clôture devra être signifiée aux Procureurs d'Option consommateurs et au Fonds d'aide au moins cinq (5) jours juridiques francs avant sa date de présentation devant le Tribunal;

XIV. QUITTANCE ET CONTREPARTIE D'OPTION CONSOMMATEURS ET DES PERSONNES DÉSIGNÉES

60. Avec effet à la date du Jugement de clôture, les Parties donnant quittance, de par la Transaction, donnent quittance complète, générale et finale en faveur de la Banque et des Procureurs de la Banque, de leurs mandataires, représentants, assureurs, employés, professionnels, préposés, ayants cause et ayants droit de toute réclamation quelconque, demande ou cause d'action, de quelque nature que ce soit, incluant les frais d'experts, débours, les frais judiciaires et les honoraires d'avocats, qu'Option consommateurs, les Personnes désignées et les Membres des Groupes avaient, ont ou pourraient avoir, directement ou indirectement, relativement aux faits allégués aux procédures dans le cadre des Actions collectives, les pièces à leur soutien ou les Documents et ce, pour la Période visée;

61. Aucune disposition de la Transaction ne saurait constituer et ne saurait être interprétée ou considérée comme constituant une renonciation par la Banque à tout droit ou moyen de défense à l'encontre de quelque réclamation, demande ou cause d'action d'un Membre ayant exercé le Droit d'exclusion ou ne renonciation par la Banque à tout droit ou moyen de défense dans le cadre de la contestation des Actions collectives dans l'éventualité où la Transaction ne serait pas approuvée par le Tribunal ou devenait autrement nulle et non avenue en application de l'une ou l'autre des dispositions de la Transaction;

62. Aucune disposition de la Transaction ne saurait constituer ou ne saurait être interprétée ou considérée comme constituant une renonciation par Option consommateurs, les Personnes désignées et les Membres à tout droit, réclamation, demande ou cause d'action à l'encontre de la Banque dans l'éventualité où la Transaction ne serait pas approuvée par le Tribunal ou deviendrait autrement nulle et non avenue en application de l'une ou l'autre des dispositions de la Transaction;

63. Aucune des obligations, de quelque nature que ce soit, assumées par la Banque et les Procureurs de la Banque en exécution de la Transaction, ne constituent une admission de responsabilité de la Banque, pas plus que ne saurait l'être le consentement de la Banque à la survenance de la Transaction ou à ce que le Tribunal prononce le Jugement de pré-approbation, le Jugement d'approbation ou le Jugement de clôture;
64. Suivant le Jugement de clôture, Option consommateurs et les Procureurs d'Option consommateurs retourneront aux Procureurs de la Banque tout document dans un délai de soixante (60) jours et s'engagent à garder confidentiel le contenu des Documents de la Banque;
65. Dans l'éventualité où le Tribunal approuverait la Transaction et que la Banque exécuterait toutes ses obligations découlant de la Transaction, Option consommateurs, les Personnes désignées et les Procureurs d'Option consommateurs s'engageraient à ne pas directement ou indirectement, instituer toute poursuite, plainte, action, réclamation, résultant, en tout ou en partie, d'une cause, d'un acte, d'une omission ou de tout autre fait ou pièces au soutien des procédures ou des Documents, relativement aux faits allégués dans les procédures dans le cadre des Actions collectives;

XV. ANNEXES

66. Les Annexes suivantes font partie intégrante de la Transaction et y sont intégrées comme si elles figuraient dans le corps principal du texte :

- Annexe A : Avis d'audience d'approbation de la Transaction;
- Annexe B : Notice of Hearing to Approve the Settlement;
- Annexe C : Communiqué de presse d'Option consommateurs;
- Annexe D : Option Consommateur Press Release;
- Annexe E : Questions et réponses;
- Annexe F : Questions and answers;
- Annexe G : Formulaire d'objection;
- Annexe H : Objection Form;
- Annexe I : Avis de crédit;
- Annexe J : Notice of Credit;
- Annexe K : Unofficial French Translation of Settlement Agreement.

XVI. DISPOSITIONS FINALES

67. La Transaction et ses Annexes constituent la Transaction complète et entière entre les Parties;
68. La Transaction et ses Annexes remplacent toute autre entente préalable écrite ou orale concernant l'objet des Actions collectives;

69. La Transaction constitue un règlement complet et final de tout différend entre les Parties et les Membres eu égard aux Actions collectives et constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*;
70. La Transaction ne saurait être considérée comme une admission ou une reconnaissance par aucune des Parties du bien fondé de tout droit, réclamation ou moyen de défense;
71. La Transaction vise le règlement de toutes les Actions collectives et doit être considérée comme un tout indissociable et indivisible et toute et chacune de ses clauses sont intrinsèquement liées et dépendantes les unes des autres;
72. Le Tribunal a compétence exclusive eu égard à la mise en œuvre, l'exécution, l'interprétation, la gestion et l'application de la Transaction et de ses Annexes, ainsi qu'à l'égard de tout litige susceptible d'en découler, le cas échéant. La Transaction et ses Annexes doivent être régies et interprétées selon les lois en vigueur dans la province de Québec et les Parties se soumettent à la compétence exclusive du Tribunal à cet égard;
73. En cas de divergence entre le texte des Avis aux Membres et de la Transaction, le texte de la Transaction prévaudra;
- s
74. En cas de divergence entre la version anglaise de la Transaction et la traduction française non officielle de la Transaction (Annexe K) ou si une difficulté d'interprétation survient, la version anglaise de la Transaction prévaudra;
75. Tous les coûts associés à la mise en œuvre et à l'exécution de la Transaction n'ayant pas été spécifiquement prévus par la Transaction, le cas échéant, seront à la charge de la partie les ayant engagés et le remboursement ne pourra en être réclamé auprès de quelque autre partie;
76. Toute communication à une Partie eu égard à la mise en œuvre et à l'exécution de la Transaction doit être faite par écrit, soit par la poste, par télécopieur, par messenger ou par courriel (seulement si une confirmation de réception de courriel est prévue par l'expéditeur du courriel et autorisé par le destinataire du courriel) et doit être adressée comme suit :

À l'attention d'Option consommateurs ou des Personnes désignées

Mes Benoit Marion et Gilles Krief
SYLVESTRE FAFARD PAINCHAUD S.E.N.C.R.L.
740 Avenue Atwater
Montréal (Québec) H4C 2G9
Téléphone : 514 937-2881
Télécopieur : 514 937-6529
Courriels : b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

À l'attention de la Banque

Mes Éric Préfontaine et Jessica Harding

OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L. /s.r.l.
1000 De La Gauchetière Ouest
Bureau 2100
Montréal (Québec) H3B 4W5
Téléphone : 514 904-8100
Télécopieur : 514 904-8101
Courriels : eprefontaine@osler.com / jharding@osler.com

EN FOI DE QUOI, OPTION CONSOMMATEURS, LA BANQUE ET LEURS
PROCUREURS RESPECTIFS ONT SIGNÉ :

Le __ avril 2019

OPTION CONSOMMATEURS
Demanderesse

BANQUE AMEX DU CANADA
Défenderesse

SYLVESTRE FAFARD PAINCHAUD
Procureurs de la Demanderesse

OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Procureurs de la Défenderesse

BGA inc.
Procureurs de la Demanderesse (Action
collective St-Pierre)

ANNEXE A
AVIS D'AUDIENCE D'APPROBATION DE LA TRANSACTION

Actions collectives concernant les cartes de crédit de la Banque Amex du Canada

Entente de 2 650 000 \$

Une entente est intervenue entre Option consommateurs et la Banque Amex du Canada (« AMEX ») dans le cadre de quatre actions collectives instituées contre AMEX et plusieurs autres institutions financières.

Les actions collectives visent les pratiques suivantes liées aux cartes de crédit AMEX :

1. L'absence de délai de grâce complet de 21 jours;
2. La facturation de frais de crédit en l'absence de délai de grâce de 21 jours;
3. La facturation de frais de dépassement de la limite de crédit; et
4. La facturation de frais d'avance de fonds.

Cette entente, qui doit être approuvée par le tribunal peut avoir des conséquences sur vos droits.

Veuillez lire attentivement cet avis.

INFORMATION DE BASE

Pourquoi cet avis est-il publié?

Cet avis a pour but de vous informer qu'Option consommateurs et AMEX ont convenu d'une entente mettant fin aux actions collectives contre AMEX. Option consommateurs et ses procureurs sont d'avis que le règlement sert au mieux les intérêts des membres; ils demanderont à la Cour supérieure de l'approuver.

La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver cette entente et modifier la période visée par les actions collectives. Vous pouvez assister à l'audience qui aura lieu le • à • en salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Que visent les actions collectives?

Actions collective Fortin: Option consommateurs prétend que, entre le 18 juillet 2000 et le 31 août 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en facturant des frais de crédit tout en omettant d'accorder un délai de grâce d'au moins 21 jours pour que les membres acquittent leurs obligations mensuelles

Actions collective St-Pierre : Option consommateurs prétend qu'entre le 21 juillet 2000 et le 31 août 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en omettant d'accorder un délai de grâce d'au moins 21 jours pour que les membres acquittent leurs obligations;

Actions collective Lamoureux : Option consommateurs prétend que, entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en imposant des frais aux membres suite au dépassement de leur limite de crédit.

Actions collective Corriveau : Option consommateurs prétend que, entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010, AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en n'incluant pas dans le calcul du taux de crédit les frais imposés aux membres pour des avances de fonds.

AMEX conteste le bien-fondé des quatre actions collectives et déclare s'être conformé en tout temps à la législation applicable.

Qui sont les membres des groupes?

Vous êtes membre de l'un ou l'autre des groupes si vous rencontrez toutes les conditions suivantes :

1. Vous êtes une personne physique;
2. Vous êtes ou étiez partie à un contrat de crédit variable (carte de crédit) conclu au Québec avec AMEX;
3. Vous n'avez pas utilisé votre carte de crédit aux fins de l'exploitation d'un commerce; et
4. L'une ou l'autre des situations suivantes s'applique à vous :
 - a. Entre le 18 juillet 2000 et le 31 août 2010, vous avez payé des frais de crédit sans vous voir accorder de délai de grâce de 21 jours pour acquitter vos obligations (Action collective Fortin);
 - b. Vous avez payé des frais pour le dépassement de votre limite de crédit entre le 12 janvier 2001 et le 14 septembre 2016 inclusivement (Action collective Lamoureux);
 - c. Vous avez payé des frais d'avance de fonds entre le 4 octobre 2001 et le 14 septembre 2016 inclusivement (Action collective Corriveau);
 - d. Entre le 21 juillet 2000 et le 31 août 2010, on ne vous a pas accordé de délai de grâce complet de 21 jours pour acquitter vos obligations (Action collective St-Pierre);

ÉLARGISSEMENT DES GROUPES : bien que les groupes tels que définis dans les actions collectives Lamoureux et Corriveau ont comme date butoir le 30 septembre 2010, les parties à l'entente demandent d'inclure tous les détenteurs de cartes de crédit jusqu'au 14 septembre 2016 ou toute autre date que déterminera le Tribunal. Dans l'Action collective St-Pierre, la date butoir du 31 août 2010

sera soumise pour décision au tribunal. Les personnes concernées par cet élargissement devraient porter une attention particulière à la section S'EXCLURE si elles ne désirent pas recevoir d'indemnité ou être liées par les actions collectives.

RÉSUMÉ DE L'ENTENTE

Quel est le montant de l'entente?

Sans admission de responsabilité, AMEX accepte de verser une somme totale de 2 650 000 \$ en règlement complet et final des réclamations des membres des groupes.

Comment l'argent sera-t-il distribué?

Après déduction des honoraires des avocats que le tribunal déterminera, le solde de la somme du règlement, moins les coûts de publication de l'avis, sera distribuée à titre d'indemnisation directe en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit à la consommation qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

Qui peut recevoir une part de l'indemnité?

Une indemnité pourrait être versée à votre compte de carte de crédit AMEX si votre compte est ouvert et actif, qu'il est associé à une adresse de facturation au Québec, qu'il n'est pas en défaut et qu'il répond aux critères d'indemnisation additionnels définis dans l'entente.

Si votre compte remplit les critères d'indemnisation additionnels définis dans l'entente, votre part de l'indemnité directe sera versée directement dans votre compte sous la forme d'un crédit, **sans que vous n'ayez à faire quoi que ce soit.**

Le montant exact de la part de l'indemnité directe qui sera versée à chacun des comptes de carte de crédit ne sera connu qu'au moment de la distribution. Les parties estiment cependant que cette part devait correspondre à approximativement 9\$.

S'EXCLURE

Si vous ne désirez pas être liés par cette entente pour quelque raison que ce soit, vous devez prendre des mesures pour vous exclure du groupe.

Qu'arrivera-t-il si je m'exclus?

Si vous vous excluez :

1. Vous ne recevrez aucune indemnité en vertu de l'entente;
2. Vous ne serez pas lié par les actions collectives ou cette entente;
3. Vous ne pourrez pas vous objecter à cette entente.

Qu'arrivera-t-il si je ne m'exclus pas?

Si vous ne vous excluez pas :

1. Si vous détenez un compte de carte de crédit remplissant les critères d'admissibilité prévus à l'entente, vous recevrez un crédit équivalent à votre part de l'indemnité directe;
2. Vous renoncerez à votre droit d'intenter vos propres poursuites contre AMEX relativement à l'absence de délai de grâce de 21 jours, aux frais de dépassement de limite de crédit et aux frais d'avance de fonds; et
3. Vous pourrez vous objecter à l'entente.

Comment d'exclure?

Pour vous exclure, vous devez transmettre au greffier de la Cour supérieure une demande d'exclusion dûment signée qui contient les renseignements suivants :

1. Les numéros de dossier des actions collectives: 500-06-000203-030, 500-06-000373-066, 500-06-000373-064 ou 200-06-000003-038;
2. Votre nom et vos coordonnées;
3. Vos numéros de compte de carte de crédit AMEX.

La demande d'exclusion doit être transmise avant le ● à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120

Montréal (Québec) H2Y 1B5

Référence : 500-06-000203-030, 500-06-000373-066 et 500-06-000373-064

Ou

Greffier de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC
300, boulevard Jean-Lesage
Québec (Québec) G1K 8K6
Référence : 200-06-000003-038

OBJECTION À L'ENTENTE

Vous pouvez dire au tribunal que vous n'êtes pas d'accord avec cette entente ou présenter vos arguments au tribunal.

Comment puis-je présenter mes arguments au tribunal ou dire que je ne suis pas d'accord avec les termes de cette entente?

Pour présenter votre objection ou vos arguments au tribunal, vous devrez vous présenter à l'audience qui aura lieu le • à • en salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quoique cela ne soit pas obligatoire, il est également suggéré de remplir et de transmettre, avant l'audition, le formulaire d'objection qui peut être téléchargé sur le site internet d'Option consommateurs, ou le site de leurs procureurs, ou qui peut être obtenu par la poste (voir la section « Obtenir plus d'information »). Prenez soin d'expliquer pourquoi vous n'êtes pas d'accord avec l'entente.

Ai-je besoin d'un avocat pour m'objecter?

Non. Vous pouvez vous objecter sans prendre un avocat. Si vous voulez être représenté par un avocat, vous pourrez retenir ses services à vos frais.

Si je m'objecte et que l'entente est approuvée, serai-je encore admissible à recevoir une part de l'indemnité?

Oui. Vous recevrez tout de même votre part de l'indemnité directe si vous avez un compte qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

OBTENIR PLUS D'INFORMATION

Pour obtenir plus d'information et pour avoir accès au texte de l'entente, aux annexes et aux différents formulaires, nous vous invitons à consulter les sites internet suivants :

- Option consommateurs : www.option-consommateurs.org
- Les Procureurs d'Option consommateurs : www.spavocats.ca/fr/action-collective

L'information disponible sur ces sites sera mise à jour au besoin, suivant l'évolution du dossier. Vous pouvez également vous adresser directement aux procureurs des parties :

Procureurs d'Option consommateurs

SYLVESTRE FAFARD PAINCHAUD
Mes Benoît Marion et Gilles Krief

740 Avenue Atwater
Montréal (Québec) H4C 2G9
Téléphone : 514 937-288
Télécopieur : 514 937-6529
Courriels : b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

Procureurs de la Banque

OSLER, HOSKIN & HARCOURT
Mes Éric Préfontaine et Jessica Harding

1000 De La Gauchetière Ouest
Bureau 2100
Montréal (Québec) H3B 4W5
Téléphone : 514 904-8100
Télécopieur : 514 904-8101
Courriels : eprefontaine@osler.com / jharding@osler.com

Aucun autre avis ne sera publié ou diffusé en lien avec l'entente.

En cas de divergence entre cet avis et l'entente, l'entente prévaut.

La publication de cet avis a été approuvée par le tribunal.

ANNEXE B
VERSION ANGLAISE DE L'AVIS D'AUDIENCE
D'APPROBATION DE LA TRANSACTION

ANNEXE C
COMMUNIQUÉ DE PRESSE D'OPTION CONSOMMATEURS

Actions collectives : Option consommateurs signe une entente avec une banque – 2 650 000 \$ pourraient être versés

Montréal, 2019 – Option consommateurs a conclu une entente avec Banque Amex du Canada (« AMEX »), soit l'une des 12 institutions financières qui faisaient l'objet d'actions collectives concernant des cartes de crédit.

AMEX a accepté de verser 2 650 000 \$ dans le cadre de cette entente, sans admission de responsabilité.

L'entente doit être approuvée par la Cour supérieure du Québec lors d'une audience qui se tiendra au Palais de justice de Montréal à une date qui sera déterminée par la Cour.

Des ententes similaires conclues avec d'autres banques ont déjà été approuvées par le tribunal et d'autres seront soumises pour approbation d'ici peu.

Rappel des faits

À partir de 2003, Option consommateurs a déposé des actions collectives contre 12 institutions financières. L'organisme soutient notamment que les consommateurs ont droit à être compensés dans les quatre cas suivants : (1) ils n'ont pas eu droit à un délai de grâce complet de 21 jours; (2) ils ont payé des frais de crédit sans se voir accorder de délai de grâce de 21 jours, (3) ils se sont vu facturer et ont payés des frais pour avoir dépassé leur limite de crédit, ou (4) ils ont payé des frais d'avance de fonds.

Ces allégations n'ont pas été prouvées devant le tribunal.

Les membres visés

Cette entente a été conclue pour les personnes qui possèdent une carte de crédit émise par AMEX. Pour être membres des actions collectives, ces personnes doivent avoir été dans l'une ou l'autre des trois situations mentionnées précédemment. Par contre, elles ne doivent pas avoir utilisé leur carte de crédit pour les fins d'un commerce.

Pour être dédommagé

Afin de recevoir l'indemnité à laquelle ils ont droit, les membres visés par cette entente n'ont aucune démarche spécifique à entreprendre. Un crédit sera appliqué directement aux comptes de carte de crédit qui remplissent les critères d'indemnisation additionnels prévus dans l'entente. Pour connaître ces critères, [cliquez ici](#).

Option consommateurs est représentée par le cabinet d'avocats Sylvestre Fafard Painchaud S.E.NC.R.L. (Me Benoit Marion et Me Gilles Krief).

Pour plus d'information sur l'évolution des dossiers au cours des prochains mois, les consommateurs peuvent consulter les sites Web suivants :

- Option consommateurs : www.option-consommateurs.org

- Procureurs d'Option consommateurs : www.spavocats.ca/fr/action-collective

À propos d'Option consommateurs

Créée en 1983, Option consommateurs est une association vouée à la défense et à la promotion des droits des consommateurs. Pour ce faire, elle est engagée dans près d'une vingtaine d'actions collectives et s'intéresse aux questions liées à la santé, à l'agroalimentaire, à l'énergie, aux services financiers et aux pratiques commerciales.

Renseignements :

Sylvie de Bellefeuille, avocate, Option consommateurs, 514 598-0620 poste 249, sdebellefeuille@option-consommateurs.org

ANNEXE D

VERSION ANGLAISE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE
D'OPTION CONSOMMATEURS

ANNEXE E

QUESTIONS ET RÉPONSES

Pourquoi un avis a-t-il été publié dans les journaux?

L'avis a pour but d'informer les membres de quatre actions collectives liées aux cartes de crédit émises par Banque Amex du Canada (« AMEX ») qu'Option consommateurs et AMEX ont convenu d'une entente pour ces actions collectives.

Quel sont les objets des actions collectives?

Dans le cadre des actions collectives, Option consommateurs prétend qu'AMEX aurait contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* par les pratiques suivantes liées aux cartes de crédit : l'absence de délai de grâce complet de 21 jours, l'imposition de frais de crédit sans accorder de délai de grâce de 21 jours au consommateur pour que celui-ci acquitte ses obligations, la facturation de frais de dépassement de limite de crédit et la facturation de frais d'avances de fonds. Ces allégations n'ont pas été prouvées en Cour. AMEX nie toute responsabilité et déclare s'être conformée en tout temps à la législation applicable.

Qui est visé par l'entente?

L'indemnité directe sera distribuée en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente. Le compte doit être ouvert et détenu par une personne physique.

Que prévoit l'entente?

Sans admission de responsabilité, AMEX a accepté de verser une somme totale de 2 650 000 \$ en règlement complet et final des réclamations des membres.

Est-ce que l'entente doit être approuvée par le tribunal?

Oui. La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver l'entente. Cette audience aura lieu le • à • heures, dans la salle • du Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Est-ce qu'Option consommateurs est satisfaite de l'entente?

Oui. Option consommateurs et ses procureurs sont d'avis que le règlement sert au mieux les intérêts des membres et demanderont à la Cour supérieure de l'approuver.

Comment la somme de 2 650 000 \$ sera-t-elle distribuée?

Après déduction des honoraires des procureurs d'Option consommateurs, le solde de la somme payée par AMEX, moins le coût de publication des avis, sera distribué en parts égales à chacun des comptes de carte de crédit qui remplit les critères d'admissibilité prévus à l'entente.

Qui peut recevoir une part de l'indemnité?

Les personnes physiques qui détiennent une carte de crédit active émise par AMEX remplissant les critères d'admissibilité prévus à l'entente recevront une part égale de l'indemnité directe. Pour l'instant, il n'est pas possible d'établir avec certitude le nombre de personnes qui recevront une part de l'indemnité.

Quelles démarches doit-on faire pour recevoir une part de l'indemnité?

Vous n'avez rien à faire pour recevoir votre part de l'indemnité. Un crédit sera appliqué directement à tous les comptes de carte de crédit qui remplissent les critères d'admissibilité prévus à l'entente. Pour l'instant, il n'est pas possible de déterminer la valeur exacte du crédit qui sera appliqué à chaque compte.

Quand l'indemnité sera-t-elle créditée aux comptes?

Les crédits seront appliqués aux comptes admissibles au plus tard dans les 90 jours suivant la date où le jugement approuvant l'entente deviendra définitif.

Quels sont les critères d'admissibilité pour avoir droit à un crédit?

Pour être admissible à un crédit, le compte de carte de crédit doit remplir les critères suivants :

1. qui est ouvert et actif à la Date de détermination ainsi qu'à la Date de paiement de l'indemnité;
2. pour lequel le nom et le prénom du Détenteur figurent sur la version électronique du Compte;
3. auquel sont associés une adresse postale valide et un code postal se trouvant au Québec;
4. auquel est associé un nombre de cartes de crédit qui est supérieur à zéro;
5. dont tout ou partie du solde n'a pas été radé ou compromis ou dont le paiement n'est pas en souffrance depuis 60 jours au plus;
6. pour lequel une déclaration supplémentaire doit être envoyée conformément au *Règlement sur le coût d'emprunt* DORS/2001-101, à l'égard de la période pendant laquelle le crédit doit être appliqué, sans égard à ce crédit;
7. à l'égard duquel un ou plusieurs des Détenteurs n'ont pas exercé un Droit d'exclusion communiqué aux Procureurs de la Banque par les Procureurs d'Option consommateurs conformément à la Transaction;

ANNEXE F

VERSION ANGLAISE DES QUESTIONS ET RÉPONSES

**ANNEXE G
FORMULAIRE D'OBJECTION**

FORMULAIRE D'OBJECTION	
<p>Veuillez utiliser ce formulaire <u>seulement</u> si vous vous objectez à ce que le Tribunal approuve la Transaction. <u>N'utilisez pas ce formulaire si vous désirez vous exclure des groupes visés par les actions collectives.</u></p>	
IDENTIFICATION	
Nom :	Prénom :
Adresse de résidence :	
BANQUE ET NUMÉRO DE COMPTE	
<p>Vous devez indiquer si votre carte de crédit est une carte émise par Banque AMEX du Canada (« AMEX ») et votre numéro de compte de carte de crédit AMEX :</p> <p><input type="checkbox"/> J'ai une carte de crédit AMEX</p> <p>Numéro de compte de carte de crédit :</p>	
MOTIFS D'OBJECTION OU PRÉTENTIONS À L'ENCONTRE DE LA TRANSACTION	
<p>(Veuillez joindre une page additionnelle si cet espace est insuffisant)</p>	
Signature :	Date :
<p>Nous vous invitons à transmettre ce formulaire dûment complété au plus tard le • 2015 à l'une des adresses suivantes :</p>	
<p>Mes Benoit Marion et Gilles Krief SYLVESTRE FAFARD PAINCHAUD S.E.N.C.R.L. 740 Avenue Atwater Montréal (Québec) H4C 2G9</p>	<p>Mes Éric Préfontaine et Jessica Harding OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L. /s.r.l. 1000 De La Gauchetière Ouest Bureau 2100 Montréal (Québec) H3B 4W5</p>

ANNEXE H
VERSION ANGLAISE DU FORMULAIRE D'OBJECTION

ANNEXE I
AVIS DE CRÉDIT

Si votre compte remplit les critères d'admissibilité prévus à la transaction, un crédit apparaissant sur votre relevé sous la référence « actions collectives » a été appliqué à votre compte dans le cadre d'une transaction approuvée par la Cour supérieure du Québec.

Pour plus d'information, consultez le www.option-consommateurs.org

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

N°: 500-06-000372-066

Class Action
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

and

WENDY LEE SIMPSON et al.

Designated Persons

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Defendants

N°: 500-06-000373-064

OPTION CONSOMMATEURS

Plaintiff

and

JUSTIN CHAUVETTE et al.

Designated Persons

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Defendants

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF QUÉBEC

N°: 200-06-000033-038

Class Action
SUPERIOR COURT

OPTION CONSOMMATEURS

Petitioner

and

JOËL-CHRISTIAN ST-PIERRE

Designated Person

v.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE et al.

Respondents

SETTLEMENT AGREEMENT

I. PREAMBLE

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Serge Lamoureux, Vivian Mallay, Wendy Lee Simpson, Michel Méthot, Yvon Desrosiers, Benoît Nadeau, Michelle Griffith, Justin Chauvette, Marylou Corriveau, and Jean Audet against Bank of Montreal, Royal Bank of Canada, National Bank of Canada, Canadian Imperial Bank of Commerce (hereinafter "**CIBC**"), Citibank Canada, MBNA Canada, Amex Bank of Canada and Bank of Nova Scotia in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000372-066;

WHEREAS a class action was brought by Option consommateurs and the designated persons Marylou Corriveau, Justin Chauvette, Vivian Mallay, Michelle Griffith, Pierre Cantara, Sylvain Juvet, Jacques Gagné, Benoît Nadeau, Jean-François Tremblay and Yvon Desrosiers against Amex Bank of Canada, CIBC, National Bank of Canada, Royal Bank of Canada, Bank of Nova Scotia, Laurentian Bank, President's Choice Bank, Toronto-Dominion Bank, Bank of Montreal, Citibank Canada, Fédération des Caisses Desjardins du Québec and MBNA Canada Bank in the Superior Court of Québec, District of Montreal, file number 500-06-000373-064;

WHEREAS a Re-Amended Motion for authorisation to bring a class action was filed by Option consommateurs and the designated person Joël-Christian St-Pierre against Bank of Montréal, Toronto-Dominion Bank, HSBC Bank of Canada, National Bank of Canada, Royal Bank of Canada, Laurentian Bank, Amex Bank of Canada, MBNA Canada Bank, CIBC, Citibank Canada, and Canadian Tire Bank in the Superior Court of Québec, District of Québec, file number 200-06-000033-038;

WHEREAS CIBC denies any responsibility and denies owing any amount whatsoever to the members of the classes covered by the Class Actions (as defined below);

WHEREAS Option consommateurs and CIBC agreed to a settlement on September 16, 2016 to settle the Class Actions between themselves only, without any admission whatsoever, and thus, in order to avoid additional costs and expenses related to eventual trials, the outcomes of which are uncertain;

WHEREAS the Superior Court of Quebec approved the notices in relation to this settlement and said notices were duly published in various newspapers on November 17, 2016;

WHEREAS the Superior Court of Quebec subsequently refused to approve this settlement itself and the Quebec Court of Appeal upheld this decision;

WHEREAS Option consommateurs and CIBC have decided to sign a new Settlement taking into account the reasons for refusal of the Superior Court of Quebec and the Quebec Court of Appeal, particularly the amount of fees to Option consommateurs' Attorneys;

WHEREAS the Parties confirm that all class members were previously given notice of the previous settlement, and therefore there is no need to publish new notices in relation to the Settlement because the Compensation remains the same. If the Court were to order nonetheless the publication of new notices, the publication costs of said notices shall be deducted from the Compensation;

WHEREAS Option consommateurs and Option consommateurs' Attorneys submit having concluded the Settlement as well as the previous one dated September 16, 2016 on the premise that the proportion attributed to the value of the St-Pierre case is 50 % of the global value of the Settlement;

FOR THESE REASONS, OPTION CONSOMMATEURS AND CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE AGREE TO THE FOLLOWING:

II. DEFINITIONS

Unless the context ascribes a different meaning, the definitions that follow apply to the Settlement and its Schedules. A word or phrase expressing the singular of a value must also include the plural and vice-versa.

"Account" means an account associated to a CIBC credit Cardholder with a Quebec postal code, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and regardless of the number of Cardholders associated to the Account;

"Additional Compensation Criteria" with respect to Accounts means the Accounts having the following characteristics which give rise to a distribution in accordance with paragraphs 15 to 20 of the Settlement:

1. the account is open on the Date of Determination as well as on the Compensation Payment Date;
2. the Cardholder's first and last name appear on the electronic version of the account;
3. the account is associated with a valid Quebec mailing address and postal code;
4. the account is an Eligible Account;
5. the number of credit cards associated with the account is greater than zero;
6. any or all of the balance of the account has not been compromised, written off or charged off or is not 60 or more days past due;

7. is an account to which a supplementary disclosure statement is to be sent under the *Cost of Borrowing Regulations* SOR/2001-101, for the period in which the credit is to be applied;
8. is an account in respect of which one or more of the Cardholders has not exercised a right of exclusion as communicated to CIBC's Attorneys by Option consommateurs' Attorneys pursuant to the Settlement;
9. is an account for which transactional data exists in electronic format;

"Approval Judgment" means the decision of the Court approving the Settlement;

"Bank" means Canadian Imperial Bank of Commerce, sometimes referred to as **"CIBC"**, as well as its affiliated entities, successors in title, beneficiaries, employees, managers, directors, and representatives;

"Bank's Attorneys" refers to the law firm of STIKEMAN ELLIOTT LLP;

"Cardholder" means a natural person who holds a CIBC credit card, used for purposes other than the operation of a business, issued in accordance with a contract extending variable credit entered into with CIBC;

"Class Actions" refers to the class actions brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket numbers 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 and to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 200-06-000033-038;

"Closing Judgment" means the decision of the Court approving the accounting;

"Compensation" means the amount that the Bank has undertaken to pay pursuant to paragraph 10 of the Settlement, i.e. \$4,250,000;

"Compensation Payment Date" means the date on which Eligible Accounts will receive the Fixed Compensation, that is within sixty (60) days following the Effective Date, or within a reasonable period thereafter;

"Corriveau Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000373-064;

"Court" refers to the Superior Court of Québec;

"Credit Notice" means the notice described at paragraph 20 of the Settlement (Schedules A and B);

"Date of Determination" means the date which falls before the Compensation Payment Date, but comes the closest possible to it, and on which the Eligible Accounts will be identified by the Bank in accordance with the Settlement;

“Date of Signature” means the date on which both Parties will have signed the original copy of this Settlement;

“Designated Persons” refers to the Members designated by Option consommateurs pursuant to Article 571 of the *Code of Civil Procedure* and acknowledged as such by the Court, namely Wendy Lee Simpson, Justin Chauvette and Joël-Christian St-Pierre;

“Direct Compensation” has the meaning defined at paragraph 11 of the Settlement;

“Documents” means, whatever the medium, all proceedings, affidavits, exhibits, transcripts of examinations, answers to undertakings, minutes of hearings or case management conferences and related transcripts, if appropriate, letters and emails exchanged between the Counsel for the Bank and the Counsel for Option consommateurs;

“Effective Date” means the date on which the Approval Judgment becomes final. For the purposes of this Settlement only, the Parties agree that the Approval Judgment will be final upon the expiry of the thirty (30) day delay from the date of the Approval Judgment or, if an appeal has been filed, at the time of dismissal of this appeal in the final instance;

“Eligible Account” means the Account of a Cardholder who fulfills the Additional Compensation Criteria;

“Fixed Compensation” has the meaning defined at paragraph 15 of the Settlement;

“Fonds d’aide” means the class action assistance fund created through the application of the *Act Respecting the Fonds d’aide aux actions collectives*, CQLR c R-2.1;

“Groups” refers to the three following groups together:

Lamoureux Class Action (Fees) Group: “All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who were charged or have paid over-limit fees between January 12, 2001 and September 16, 2016”;

Lamoureux Class Action (Limit) Group: “All natural persons party to a contract extending variable credit (credit card) concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who have the credit limit on their account increased between January 12, 2001 and September 30, 2010 inclusive without having explicitly requested such an increase”;

Corriveau Class Action Group: “All natural persons party to a contract extending variable credit concluded in Québec with Canadian Imperial Bank of Commerce for purposes other than the operation of a business and who, between October 4, 2001 and September 16, 2016, were charged or have paid cash advance fees for transactions in Canada or abroad”;

St-Pierre Class Action Group: "All Québec consumers (as defined in the *Consumer Protection Act*) being or having been the holder of a credit card issued by one of the respondents, and having been provided with a grace period of less than twenty-one (21) days between the date their monthly statement was mailed and the date on which the Respondents require and/or can require credit charges between July 21, 2000 and September 16, 2016";

"Hearing to Approve the Settlement" means the hearing presided by the Court in order to determine if the Settlement must be approved upon a motion brought pursuant to Article 590 of the *Code of Civil Procedure* and in accordance with paragraphs 21 to 24 of the Settlement and for the authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only;

"Lamoureux Class Action" refers to the class action brought by Plaintiff against the Bank among others based on the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings filed with the Superior Court of Quebec in Court docket number 500-06-000372-066;

"Member" means a person who belongs to at least one of the three Groups;

"Motion for Authorization" refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038;

"Motions to Institute Proceedings" refers to the motions to institute proceedings filed in either one of the Corriveau or Lamoureux Class Actions, as amended and/or particularized;

"Option consommateurs' Attorneys" refers to the law firm of Sylvestre Painchaud & Associés S.E.N.C.R.L. that represents the Plaintiff and the Designated Persons in the Corriveau Class Action and the Lamoureux Class Action and the law firm of BGA-LAW Avocats S.E.N.C.R.L. that represents the Petitioner and the Designated Persons in the St-Pierre Class Action. For the purposes of this Settlement, it is understood that the attorneys do not represent the Members individually. Any mention in this Settlement of communications with or payment to Option consommateurs' Attorneys shall mean only Sylvestre Painchaud & Associés S.E.N.C.R.L., who is hereby mandated by BGA-LAW Avocats S.E.N.C.R.L. to receive any communications or payments pursuant to this Settlement on its behalf;

"Parties" means the Plaintiff and the Bank;

"Period Covered" means the period i) in the case of the Lamoureux Class Action, from January 12, 2001 up until (a) September 16, 2016, for the Lamoureux Class Action (Fees) Group (b) September 30, 2010 for the Lamoureux Class Action (Limit) Group; ii) in the case of the Corriveau Class Action, from October 4, 2001 up until the September 16, 2016; and iii) in the case of the St-Pierre Class Action, from July 21, 2000 up until September 16, 2016;

"Plaintiff" means Option consommateurs;

“Releasing Parties” means Option consommateurs and its attorneys and all Members who have not exercised their Right of Exclusion as well as their mandataries, representatives, successors and assigns;

“Schedules” means all documents annexed by the Parties to the Settlement and which are identified at paragraph 65, as well as any other document that the Parties may add with the approval of the Court. However, the Parties may, without leave of the Court, amend the form and content of the Schedules upon consent insofar as these amendments are made in accordance with the provisions of the Settlement;

“Settlement” refers to this agreement, including its Schedules and subsequent amendments as well as any other subsequent agreement that the Parties may add with the authorization of the Court;

“St-Pierre Class Action” refers to the Re-Amended Motion for Authorization to Bring a Class Action filed with the Superior Court of Quebec, district of Québec, in Court docket number 200-06-000033-038;

“Truncate to the Nearest Cent” or **“Truncation”** refers to the truncation of an amount to the whole portion of the one-hundredth of a Canadian dollar. For example, the truncation to the one-hundredth of \$78.637 is \$78.63.

III. SCOPE AND EXTENT OF THE SETTLEMENT

1. The preamble and the definitions form an integral part of the Settlement;
2. Through the Settlement, the Plaintiff and the Bank wish to settle among themselves and on behalf of the Members including the Designated Persons, all claims, allegations, complaints or causes of action of any nature whatsoever connected to the facts alleged in the Motions to Institute Proceedings and the Motion for Authorization, pursuant to the terms of the Settlement;
3. The Settlement is conditional upon its approval in its entirety by the Court (except for fees of Option consommateur's Attorneys which will be determined by the Court, as provided in Section XI below) otherwise the Settlement will be deemed null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups;
4. Option consommateurs and the Bank undertake to collaborate and put forth the efforts and means required to support and establish the fairness and reasonableness of the Settlement and to justify its basis so that it may be approved by the Court, and to also make joint representations before the Court during the hearings to obtain the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, and the Closing Judgement;
5. At the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs and the Bank will present a motion for permission to amend in order to modify the group's cut-off date in the Corriveau Class Action and Lamoureux Class Action (the Lamoureux Class Action (Fees) Group) to September 16, 2016;

6. For the sole purpose of approving the Settlement, Option consommateurs and the Bank will present an application for authorization to institute a class action in the St-Pierre Class Action;
7. The obtaining of the authorization provided for in paragraph 6 above is an essential condition of the Settlement, failing which the Settlement, at the Bank's discretion, will be null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

IV. FACTS AND CONSIDERATIONS UNDERLYING THE SETTLEMENT

8. The facts and considerations underlying the Settlement and justifying the agreement signed between the Parties as evidenced by the Settlement are as follows:
 - a. The Compensation is proportional to the risks and uncertainties inherent to Class Actions, whilst taking into account the constitutional issue regarding the application of the *Consumer Protection Act*, CQLR c P-40.1 to banks and its effect;
 - b. The Compensation is reasonable given not only the constitutional arguments raised, but also the risks associated with a trial and the comments regarding fees made by the Supreme Court of Canada in the *Marcotte* case and the impact of said comments on the merits of the *Corriveau* Class Action and *Lamoureux* Class Action;
 - c. The potential overlap of Group Members from one case to another, including the fact that a Member of one Group is most likely a Member of one or more of the other Groups;
 - d. The difficulty and expense for the Parties to evaluate the total amount of the claims of the Members in the *Lamoureux* Class Action for the unilateral credit limit increases and the *St-Pierre* Class Action, given the complexity of evaluating the number of variables to be taken into account as well as the time required to do so;
 - e. The Parties cannot be certain whether this evaluation process would allow to establish with sufficient accuracy the total amount of the claims of the Members in the *Lamoureux* Class Action for the unilateral credit limit increases and the *St-Pierre* Class Action;
 - f. The refusal of the Superior Court of Quebec to approve the settlement dated September 16, 2016, and the decision of the Quebec Court of Appeal to uphold this decision means that the amount distributed to each member will be higher than what was provided for in the settlement dated September 16, 2016 despite the passage of time;
9. Taking these facts into consideration and acknowledging that continuing the Class Actions would generate substantial costs and further delays, including the possibility of appeals, the Parties believe that the agreement evidenced by the Settlement is fair, timely, reasonable, and appropriate given the circumstances

and is in the best interest of the Members and the proper administration of justice;

V. FINANCIAL COMPENSATION BY THE BANK

10. The Bank will pay a Compensation in an amount of \$4,250,000 in full settlement (capital, interest, additional indemnity, taxes, and all fees and costs of any nature whatsoever) of all claims;
11. After deduction of the fees of Option consommateurs' Attorneys, to be determined separately by the Court, the balance of the Compensation payable by the Bank, minus the publication costs for any notices already published or to be published in relation to the settlement of the Class Actions with the Bank, will be distributed as Direct Compensation to the Eligible Accounts of the Members, in accordance with the terms set out in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
12. The costs associated with the implementation of the Direct Compensation to the Eligible Accounts are borne by the Bank, namely the costs related to the implementation of the mechanism for Direct Compensation of the Eligible Accounts in accordance with the terms set forth in paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
13. Any problem related to the interpretation of the Settlement or its implementation, including technical difficulties or other, will be deferred to the Court so that it may decide the issue or give directions in this regard, as the case may be;
14. Notwithstanding the foregoing, if the Court does not approve the Settlement, the Bank will not assume the publication costs of the Notice of the Hearing to Approve the Settlement Hearing;

VI. COMPENSATION OF THE MEMBERS OF THE GROUPS

15. Each Eligible Account will receive an equal portion of the Direct Compensation pursuant to the following terms and procedures (the "**Fixed Compensation**");
16. The Fixed Compensation will be paid out on the Compensation Payment Date as a credit that will be applied directly to each Eligible Account;
17. The Fixed Compensation that will be credited to each Eligible Account on the Compensation Payment Date corresponds to the amount of the Direct Compensation divided by the total number of Eligible Accounts on the Date of Determination, Truncated to the Nearest Cent and distributed equally among each Eligible Account;
18. For greater certainty, the Fixed Compensation to be credited to the Eligible Accounts will be the same, regardless of whether the Cardholder is a Member of one or more Groups and only one Fixed Compensation will be credited to each Eligible Account, regardless of the number of Cardholders for this Account;
19. Members with Eligible Accounts who have not excluded themselves from the Class Actions and who have not exercised the Right of Exclusion will receive the

Fixed Compensation without having to present any claim or request in that regard;

20. The Bank will publish and distribute, at its own costs, a message (Schedules A and B) on the statements of account of all Eligible Accounts on which a credit was applied;

X. PROCEDURE FOR APPROVING THE SETTLEMENT

21. Immediately after the Date of Signature, Option consommateurs' Attorneys will file with the Court a motion to approve the Settlement and a motion for the authorization of the St-Pierre Class Action for settlement purposes only;
22. The Fonds d'aide must be notified by Option consommateurs' Attorneys of the motion to approve the Settlement in accordance with the provisions of the *Code of Civil Procedure*, the *Act respecting Class Actions*, and the *Rules of practice in civil matters of the Superior Court* in a timely manner before the Hearing to Approve the Settlement;
23. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys and the Bank's Attorneys will jointly make representations before the Court to obtain the Approval Judgment approving the Settlement;
24. Should the Court refuse to grant the motion for approval of the Settlement, or refuse to approve the Settlement, the Settlement will be null and void and will not give rise to any right or obligation in favour of or against the Parties;

XI. FEES AND DISBURSEMENTS OF OPTION CONSOMMATEURS' ATTORNEYS

25. During the Hearing to Approve the Settlement, Option consommateurs' Attorneys will make their representations before the Court regarding the percentage of the Compensation to be paid to Option consommateurs' Attorneys as legal fees and extrajudicial costs and disbursements incurred and to be incurred until the Closing Judgment for the services rendered by Option consommateurs' Attorneys within the framework of the Class Actions and the Settlement. For more clarity, Option consommateurs' Attorneys' fees will be deducted from the Compensation amount;
26. No later than on the 20th day or within a reasonable delay before the Effective Date, Option consommateurs' Attorneys will provide the Bank with (i) an invoice setting out the amount of their fees and extrajudicial costs and disbursements as approved by the Court (including applicable taxes), and (ii) the wire transfer information;
27. On the Effective Date, CIBC will pay to Option consommateurs' Attorneys the amount representing legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements that will have been approved by the Court in the Approval Judgment;

28. In consideration for the payment of these legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements as approved by the Court, Option consommateurs' Attorneys will not claim from the Bank or from the Members of the Groups any other fee or disbursement, of any nature or source whatsoever, directly or indirectly, and will not charge any other percentage on the Compensation;
29. The Parties acknowledge that should the Court not approve the amount sought by Option consommateurs' Attorneys for their legal fees, extrajudicial costs, expert fees and disbursements, or approve any other lesser amount, this Settlement will remain valid and enforceable, and give rise to rights and obligations in favour of or against the Parties, Designated Persons, and Members of the Groups provided therein;

XII. AMOUNT TO BE PAID TO THE FONDS D'AIDE

30. If, following the implementation, administration and execution of the Settlement, a balance remains (arising from, among other things, Truncation or Eligible Accounts closed between the Determination Date and the Compensation Payment Date), the Parties agree that such balance will be remitted in full to the Fonds d'aide, notwithstanding the fact that the *Regulation respecting the percentage withheld by the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c R-2.1, r 2 provides for the payment of a lesser portion;
31. The balance to be paid into the Fonds d'aide, if applicable, will be paid by the Bank, within a reasonable time following the Compensation Payment Date, by remitting to Option consommateurs' Attorneys the amount established in accordance with the terms and conditions of the previous paragraph;

XIII. ACCOUNTABILITY AND CLOSING JUDGMENT

32. The Bank will have to account for the implementation and execution of the Settlement within ninety (90) days of the Compensation Payment Date, or within a reasonable period thereafter;
33. In this regard, the Bank shall provide the following information, by the communication of one or more affidavits from one or more Bank representatives attesting to the accuracy and veracity of the facts, which shall be supported by the relevant documentation and evidence and shall be produced before the Court:
 - a. The fact that the Settlement was duly implemented and executed on the Compensation Payment Date;
 - b. The number of Eligible Accounts having received a Fixed Compensation on the Compensation Payment Date pursuant to the terms and conditions related to the disbursement of the Direct Compensation, provided for at paragraphs 15 to 20 of the Settlement;
 - c. The amount of the Fixed Compensation deposited into the Eligible Accounts on the Compensation Payment Date;

- d. The fact that the Credit Notice was published and distributed on the statements of the Eligible Accounts in accordance with the terms and conditions provided for in paragraph 20 of the Settlement;
 - e. The remittance to Option consommateurs' Attorneys, on the Effective Date, of the amount that will have been approved by the Court for legal fees, extrajudicial costs, expert fees, and disbursements incurred and to be incurred leading to the Closing Judgment, pursuant to the terms and conditions set forth in paragraphs 25 to 28 of the Settlement;
 - f. The remittance to Option consommateurs' Attorneys of the amount determined in accordance with the terms and conditions of paragraphs 30 and 31 of the Settlement;
34. Within ninety (90) days following the Compensation Payment Date, or within a reasonable delay thereafter, the Bank's Attorneys will file a motion with the Court to obtain the Closing Judgment in order to approve proper implementation and execution of the Settlement, which motion will be supported by the affidavits mentioned in the previous paragraph;
35. This motion to obtain the Closing Judgment must be served upon Option consommateurs' Attorneys and the Fonds d'aide at least five (5) clear working days before the date of its presentation before the Court;

XIV. RELEASE AND COMPENSATION OF OPTION CONSOMMATEURS

36. Effective on the date of the Closing Judgment, the Releasing Parties, through the Settlement, give full, general, and final releases in favour of the Bank, the Bank's subsidiaries and the Bank's Attorneys, and each of their affiliated companies, groups or divisions, mandataries, representatives, shareholders, directors, officers, insurers, employees, professionals, agents, predecessors, successors and assigns, including any person or entity for which CIBC is responsible for in fact or in law, for any claim whatsoever, demand or cause of action, of any nature whatsoever, including expert fees, costs, legal fees and attorney fees, which Option consommateurs, the Designated Persons and any Member had, now have, may have or could have had, directly or indirectly, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, their supporting exhibits, or the Documents, for the Period Covered;
37. No provision in the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by the Bank to any right or means of defence against any claim, demand, or cause of action by a Member who has exercised his Right of Exclusion or a renunciation by the Bank to any right or means of defence within the framework of the contestation of the Class Actions in the event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;
38. No provision of the Settlement may constitute or may be interpreted or considered as constituting a renunciation by Option consommateurs and the Members to any right, claim, demand, or cause of action against the Bank in the

event that the Settlement is not approved by the Court or is otherwise rendered null and void under any of the provisions of the Settlement;

39. No obligations, of any nature whatsoever, assumed by the Bank and the Bank's Attorneys in the execution of the Settlement, shall constitute an admission of the Bank's liability, nor more so than the Bank's consent to the Settlement or the Pre-Approval Judgment, the Approval Judgment, or the Closing Judgment handed down by the Court;
40. Following the Closing Judgment, Option consommateurs and Options consommateurs' Attorneys will return all Documents to the Bank's Attorneys within sixty (60) days and undertake to keep the contents of said Documents confidential;
41. In the event that the Court approves the Settlement and the Bank executes all of its obligations arising from the Settlement, Option consommateurs and Option consommateurs' Attorneys will undertake, personally, not to directly or indirectly institute any suit, complaint, action or claim resulting, in whole or in part, from a cause, action, omission or any other fact or exhibit supporting the proceedings or the Documents, in connection with the facts alleged in the proceedings of the Class Actions, even for a period outside the Period Covered;

XV. SCHEDULES

42. The following schedules are an integral part of the Settlement and form part thereto as if they appear in the main body of the text:
 - Schedule A: Avis de crédit;
 - Schedule B: Notice of Credit ;
 - Schedule C: Unofficial French Translation of Settlement

XVI. FINAL PROVISIONS

43. The Settlement and its Schedules constitute the complete and full Settlement between the Parties;
44. The Settlement and its Schedules replace any other previous written or oral agreement regarding the object of the Class Actions;
45. The Settlement constitutes a full and final settlement of all disputes between the Parties and the Members with regard to the Class Actions and constitutes a transaction within the meaning of Articles 2631 and following of the *Civil Code of Québec*;
46. The Settlement may not be considered as an admission or acknowledgment by any of the Parties of the merits of any right, claim or means of defence;
47. The Settlement settles all Class Actions and must be considered as an inseparable and indivisible whole and any and all of its clauses are intrinsically linked and dependent on each other (except for the fees of Option consommateurs' Attorneys as specified hereinabove);

48. The Court has exclusive jurisdiction with regard to the implementation, execution, interpretation, management and application of the Settlement and its Schedules, and with regard to any dispute arising therefrom, if applicable The Settlement and its Schedules must be governed and interpreted in accordance with the laws in force in the Province of Québec and the Parties attorn to the exclusive jurisdiction of the Court in this regard;
49. Where the text of the notices to Members and the Settlement diverge, the text of the Settlement will prevail;
50. In the event of discrepancies between the English version of the Settlement and the unofficial French translation of the Settlement (Schedule I), or if a problem of interpretation were to arise, the English version of the Settlement shall prevail;
51. All costs associated with the implementation and the execution of the Settlement that were not specifically provided for in the Settlement, if applicable, will be borne by the party who incurred them and the reimbursement may not be claimed from any other party;
52. Any communication with a Party regarding the implementation and execution of the Settlement must be in writing, either by mail, fax, courier, or email (only if confirmation of receipt of the email is provided by the sender of the email and authorized by the recipient of the email) and must be addressed as follows:

To the attention of Option consommateurs or any of the Designated Persons

Mes Benoit Marion and Gilles Krief
SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
740 Atwater Avenue
Montréal, QC, H4C 2G9
Telephone: 514 937-2881
Fax: 514 937-6529
Emails: b.marion@spavocats.ca / g.krief@spavocats.ca

To the Attention of the Bank

Mes Yves Martineau and Guillaume Boudreau-Simard
STIKEMAN ELLIOT LLP
1155 René-Lévesque Blvd. West
40th Floor
Montréal, QC, H3B 3V2
Telephone: 514 397-3000
Fax: 514 397-3222
Emails: ymartineau@stikeman.com

/ gboudreau-simard@stikeman.com

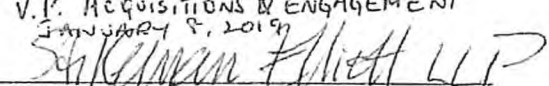
IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR
RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

~~January~~
December ____, 2018⁹

OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff/ Petitioner

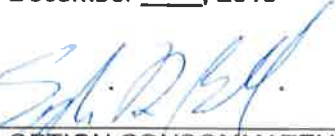

SYLVESTRE PAINCHAUD ET
ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Plaintiff

BGA-LAW AVOCATS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Petitioner in the St-Pierre
Class Action

17-11 CJ
CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE DAVID CRAIG
Defendant / Respondent
V.P. ACQUISITIONS & ENGAGEMENT
JANUARY 8, 2019

STIKEMAN ELLIOT LLP
Attorneys for Defendant / Respondent

IN WITNESS WHEREOF, OPTION CONSOMMATEURS, THE BANK AND THEIR
RESPECTIVE ATTORNEYS HAVE SIGNED:

December ____, 2018



OPTION CONSOMMATEURS
Plaintiff/ Petitioner *Sylvie De Bellefeuille*

CANADIAN IMPERIAL BANK OF
COMMERCE
Defendant / Respondent

SYLVESTRE PAINCHAUD ET
ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.
Attorneys for Plaintiff

STIKEMAN ELLIOT LLP
Attorneys for Defendant / Respondent



BGA inc
Attorneys for Petitioner in the St-Pierre
Class Action

SCHEDULE A
AVIS DE CRÉDIT

Avis de règlement – actions collectives : Suite au règlement des actions collectives entreprises par Option consommateurs au sujet de certaines pratiques applicables aux cartes de crédit, une entente de règlement, sans admission de responsabilité, a été approuvée par la Cour supérieure du Québec. Un crédit apparaissant sous la référence « actions collectives » a été appliqué à votre compte dans le cadre de ce règlement.

Pour plus d'information, consultez le www.option-consommateurs.org

SCHEDULE B
NOTICE OF CREDIT

Notice of Settlement – Class Actions: Further to the settlement of all actions instituted by Option consommateurs about certain credit card practices, a settlement agreement, without any admission, has been approved by the Superior Court. A credit appearing on your statement under the heading “class actions”, was applied to your account as part of the settlement.

For more information, visit www.option-consommateurs.org

SCHEDULE C
UNOFFICIAL FRENCH TRANSLATION OF SETTLEMENT

No: 500-06-000372-066

500-06-000373-064

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)
DISTRICT DE MONTRÉAL

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

-et-

WENDY LEE SIMPSON ET AL.

Membres désignés

c.

**BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE
ET AL.**

Défenderesses

-et-

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC

-et-

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

-et-

**PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR**

Intervenante

PIÈCE P-1

Me Benoît Marion

BS0962

Me Myriam Donato

N/dossier: 14959/13

SYLVESTRE, PAINCHAUD ET ASSOCIÉS

S.E.N.C.R.L.

AVOCATS

740, avenue Atwater

Montréal (Québec)

H4C 2G9

Tél. : (514) 937-2881

www.spavocats.ca

b.marion@spavocats.ca

m.donato@spavocats.ca